



PROMOTION 28

2020 - 2021

## Quelle orientation pour un sursaut stratégique français ?

*La région Afrique du Nord – Moyen-Orient, espace clé de la résurgence stratégique française*



**CC Rachid BAHAJ**

Sous la direction de  
**Caroline GALACTEROS**

Présidente du pôle de réflexion stratégique indépendant GEOPRAGMA

## RESUME

La France et l'Europe risquent le déclassement stratégique. Face aux défis majeurs qu'elles rencontrent aujourd'hui tels que le terrorisme djihadiste, les migrations massives venues du pourtour méditerranéen ou le chaos entretenu dans la région voisine de l'Afrique du Nord – Moyen-Orient (ANMO), il apparaît vital de penser une stratégie de long terme qui permettra à la France et à l'Europe non pas d'éviter le déclassement mais d'organiser leur sursaut stratégique mondial.

Une proposition basée sur un investissement stratégique inédit dans la région ANMO est détaillée afin de concevoir cette résurgence stratégique franco-européenne.

Grâce aux apports en géostratégie de la pensée spykmanienne et à la méthode unificatrice européenne post 1945 qui a permis aux Européens de vivre en paix et dans la prospérité pendant plus de cinquante ans, le plan proposé donne une vision à long terme et structure par étapes successives une stratégie franco-européenne dans la région ANMO. Il fonde sa légitimité sur une approche réaliste éthique mettant de côté l'idéalisme moralisateur qui fait tant de ravages encore aujourd'hui. A travers un ancrage stratégique gagnant - gagnant, il vise également à améliorer la cohésion nationale de la société française pour la préparer au conflit de haute intensité.

## **ABSTRACT**

France and Europe are risking strategic downgrading. Facing major challenges such as jihadist terrorism, massive immigration from around the Mediterranean Sea or the chaos maintained in the neighboring region Middle East and North Africa (MENA), it seems vital to think of a long-term strategy which would allow France and Europe not to stop the downgrading but above all to organize their global strategic leap.

A proposal based on an unprecedented strategic investment in the MENA region is detailed in order to organize a Franco-European strategic leap on the world stage.

Based on the geostrategic contributions of Spykmanian thought and the unifying European post-1945 method which allowed Europeans to live in prosperity and peace for more than fifty years, the proposed plan gives a long-term vision and a step-by-step approach. It bases its legitimacy on a realistic approach to the ethics instead of a moralizing idealism approach that still ravages so much today. Through this win-win strategic anchoring, it also aims to improve the national cohesion of French society so as to prepare for high-intensity conflict.

*« [...] poussé par le désir naturel, et que j'ai toujours éprouvé, de réaliser sans la moindre crainte les choses dont je crois qu'elles sont utiles à tous, j'ai décidé de m'engager sur une voie qui, n'étant fréquentée par personne, pourra certes m'apporter ennuis et difficultés, mais devrait aussi me procurer une récompense auprès de ceux qui voudront bien considérer le but de mes travaux. Si mon peu d'intelligence, mon peu d'expérience du présent et une faible connaissance du passé risquent de rendre insuffisante et peu utile ma tentative, au moins ouvriront-ils la voie à quelqu'un qui, avec plus de capacités, d'éloquence et de jugement, pourra satisfaire mes intentions : si je n'en obtiens pas d'éloge, je ne devrais pas encourir le blâme. »*  
*Machiavel, Discours de la première décade de Tite-Live. Avant-propos du Livre Premier (1531).*

Au niveau mondial, la France et l'Union européenne souffrent de plus en plus de positions stratégiques ambiguës ou peu visibles bien souvent issues d'un cocktail surprenant entre la défense des intérêts commerciaux et l'affichage de valeurs occidentales prétendument supérieures et prétendant même à l'universalité. Ces positions sont fortement travaillées par des tensions internes, opposant parfois les tenants d'un suivisme américain sous le carcan atlantiste aux défenseurs d'une posture bienveillante mais gauche vis-à-vis de la Russie. Le président Emmanuel Macron œuvre pour faire adhérer les Européens à l'idée d'une « autonomie stratégique » qui devrait être conquise de toute urgence pour commencer à peser de manière décisive au moment où de nouveaux équilibres stratégiques se mettent en place. Evoquée dans la Revue stratégique de

2017, cette volonté est également au cœur du discours prononcé par le président français lors de la Conférence des ambassadeurs et ambassadrices de 2019 : « *Et pour pouvoir jouer utilement ce rôle dans les grands conflits ou comme nous l'avons fait autour de la table du G7, il nous faut pouvoir pleinement décliner [...] cette forme d'indépendance indispensable de notre diplomatie et d'autonomie stratégique, ce qui suppose de repenser en profondeur la relation avec quelques puissances.* »

L'échec de l'Organisation des Nations unies (ONU) et des coalitions occidentales dans la région Afrique du Nord - Moyen-Orient (ANMO) après plus de vingt ans d'interventions est un constat évident. Les conflits qui ravagent cette région voisine de l'Europe ont fait plus d'un million de victimes depuis 2001. En Europe et surtout en France, les attentats se multiplient faisant de plus en plus de victimes au milieu des populations. Aux portes de l'Europe, le chaos issu de l'échec des mal nommés « Printemps arabes » et de la crise financière de 2008 et amplifié par les flux migratoires de populations fuyant la guerre et la misère, semble hors de contrôle. Les conséquences sur cette région de la crise économique mondiale liée à la pandémie de COVID-19 ne font pas encore l'objet d'analyses de prospective géopolitique pour en déterminer les risques sécuritaires. Du côté de l'Indopacifique, la Chine et l'Inde s'affirment selon un agenda construit sur le long terme et s'arment très sérieusement. Les officiers occidentaux se préparent au conflit de haute intensité. Parallèlement sur le plan interne, la fracture sociale s'aggrave. La cohésion nationale se délite au gré des attentats terroristes, et la crise économique liée à la pandémie de COVID-19 préoccupe

une majorité de Français qui craignent le déclassé social.

Face à ce constat, comme évoqué par Caroline Galactéros, « *l'officier de bon niveau, dont la personnalité et l'engagement humain se sont consolidés au travers des responsabilités exercées et qui pense naturellement son métier de manière globale, ne peut qu'être frappé par un manque de sens, un déficit de cohérence sur les "théâtres" où il est engagé* »<sup>1</sup>. En effet, la France et l'Europe se trouvent aujourd'hui à la croisée des chemins : « *L'un mène à une porte étroite mais lumineuse, celle de l'intelligence du monde et des hommes, l'autre nous emporte vers le règne des postures faciles et des faux-semblants qui achèveront de nous plonger dans un déclassé global.* »<sup>2</sup>

Bien que, comme l'avance Christian Monjou, « *toute invitation au changement bouscule, déstabilise* », bien que « *le changement humilie* », ce mémoire propose une réflexion qui aspire au changement qui évitera ce « *déclassé global* ». Il ambitionne de livrer des pistes pour engager un sursaut stratégique français en concentrant les efforts sur un axe stratégique choisi pour éviter l'éparpillement et miser sur des actions concrètes et décisives. Comme l'écrit Gustave Le Bon dans *Hier et demain, Pensées brèves*, « *pour progresser, il ne suffit pas de vouloir agir, il faut d'abord savoir dans quel sens agir* ». La région ANMO apparaît comme prioritaire en tant que zone source des plus grandes menaces proches mais aussi en tant que zone offrant le terrain le plus

---

<sup>1</sup> GALACTEROS Caroline, *Manières du monde Manières de guerre*, Paris, Editions Nuvis, 2013, 146 p.

<sup>2</sup> GALACTEROS Caroline, *Vers un nouveau Yalta, Politique étrangère : la France doit renouer avec un idéal pragmatique*, page 255, Le Point.fr, 21 août 2017

favorable pour penser et organiser un sursaut stratégique pour une France et une Europe volontaristes et innovantes.

En s'appuyant sur la pensée féconde et visionnaire de Nicholas Spykman, mais aussi sur l'analyse de nombreux ouvrages d'experts en stratégie et en géopolitique et des entretiens avec des cadres de la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS) et du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), ce mémoire propose un plan stratégique sur une vingtaine d'années qu'un groupuscule diplomatique franco-allemand et européen *ad hoc* et structurellement bien pensé pourra dérouler pour atteindre un état final recherché gagnant - gagnant entre l'Europe et l'ANMO : fin du terrorisme djihadiste, fin des migrations massives vers l'Europe, cohésion nationale renforcée en France et en Europe, ancrage stratégique européen dans le *Rimland*, relance économique post COVID-19 au travers d'un partenariat quasi-exclusif entre l'Union européenne et une région ANMO réunie, prospère et pacifiée.

Comment ?

La genèse de ce plan repose sur les principes et l'expérience de la paix européenne, réelle pépite pour l'humanité toute entière mais paradoxalement peu exploitée au profit des grands dossiers sécuritaires mondiaux. Plutôt qu'oser la puissance par le *hard power* militaire ayant entraîné l'échec stratégique américain dans le Proche et Moyen-Orient, il s'agit de chercher à devenir le champion de la paix par le *soft power* diplomatique. Mettre fin au « diviser pour régner » américain pour débiter le règne du « réunir pour pacifier » constitutif de l'ADN européen, c'est bien là, le cœur de la réflexion proposée. Selon Georges-Henri Soutou « *la surprise*

*stratégique devient la règle*»<sup>3</sup>. La construction européenne basée sur le « plus jamais ça » et le couplage franco-allemand après des décennies de guerres sanglantes est une source d'inspiration fondamentale pour « réunir » l'Arabie Saoudite et l'Iran, dont les tensions actuelles innervent toute la région et semblent structurer doucement mais sûrement une montée aux extrêmes au voisinage de l'Europe. Le partage de l'expérience d'une union post guerre mondiale ayant assuré paix et prospérité pendant cinquante ans semble être une approche bien plus audible et éthique que celle de l'imposition de valeurs occidentales présentées comme supérieures. Les parallèles entre l'union de pays européens ravagés par une guerre mondiale et l'union des pays d'une région ANMO chaotique sont multiples. A la faveur de ce « retour d'expérience » européen, il s'agit d'empêcher la rupture qui transformera la montée aux extrêmes en guerre totale régionale, voire mondiale.

Plus qu'une « nouvelle politique arabe française », ce mémoire incite à un « nouvel ordre arabe européen », avec un duo franco-allemand à la manœuvre et des étapes successives basées sur un principe simple : engranger des petites victoires stratégiques sur des batailles bien choisies et selon un ordre chronologique planifié à l'avance pour être disposé à assurer de plus grandes victoires stratégiques, et notamment la plus décisive : construire une union ANMO en s'inspirant de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) pour mettre en place les conditions des Trente glorieuses de l'ANMO sous mentorat européen, mettant ainsi un terme à la

---

<sup>3</sup> MOTTE Martin, SOUTOU Georges Henri, DE LESPINOIS Jérôme, ZAJEC Olivier, *La mesure de la force, traité de stratégie de l'Ecole de guerre*, Paris, Editions Tallandier, 2019, 414 p.

menace terroriste et à la pression migratoire et jetant les bases constitutives de la matrice de relance économique du *Rimland* européen et oriental après la pandémie de COVID-19.

En premier lieu, nous tenterons de décrire la posture stratégique française dans le monde et dans la région ANMO afin d'en déterminer les points forts et faibles, les marges de manœuvre possibles ainsi que les axes d'approche pour élaborer une feuille de route stratégique. Dans un second temps, nous présenterons le plan stratégique à long terme conçu pour créer les conditions d'un sursaut stratégique français et européen.

## **1/ Analyse de la position stratégique française dans le monde et dans la région ANMO : points forts, points faibles, marges de manœuvre**

*« Le déclin du courage est peut-être le trait le plus saillant de l'Ouest aujourd'hui pour un observateur extérieur. [...] Ce déclin du courage est particulièrement sensible dans la couche dirigeante et dans la couche intellectuelle dominante, d'où l'impression que le courage a déserté la société toute entière. [...] Les fonctionnaires politiques et intellectuels manifestent ce déclin, cette faiblesse, cette irrésolution dans leurs actes, leurs discours et plus encore, dans les considérations théoriques qu'ils fournissent complaisamment pour prouver que cette manière d'agir, qui fonde la politique d'un Etat sur la lâcheté et la servilité, est pragmatique, rationnelle et justifiée, à quelque hauteur intellectuelle et même morale qu'on se place. Ce déclin du courage [...] se trouve souligné avec une ironie toute particulière dans les cas où les mêmes fonctionnaires sont pris d'un accès subit de vaillance et d'intransigeance, à l'égard de gouvernements sans force, de pays faibles que personne ne soutient ou de courants condamnés par tous et manifestement incapables de rendre un seul coup. Alors que leurs langues sèchent et que leurs mains se paralysent face aux gouvernements puissants et aux forces menaçantes, face aux agresseurs et à l'Internationale de la terreur. Faut-il rappeler que le déclin du courage a toujours été considéré comme le signe avant-coureur de la fin ? »<sup>4</sup>*

*Alexandre Soljenitsyne, Le déclin du courage (1978)*

---

<sup>4</sup> SOLJENITSYNE Alexandre, *Le déclin du courage*, Extraits du discours prononcé à Harvard, 8 juin 1978

## ***1.1 La position stratégique française dans le monde en 2021***

Il s'agit ici d'identifier les éléments majeurs caractérisant la position stratégique française dans le monde en explorant les analyses à la fois franco-françaises et étrangères afin de se rapprocher d'une évaluation à 360°. Le décentrement du regard permet à la réflexion menée de rester ancrée à la réalité et au raisonnable. Le terme « stratégie » est pris dans son sens large, englobant tant les aspects sécuritaires que les aspects politiques, économiques, technologiques ou sociaux et se rapproche davantage de la notion de politique étrangère que celle de stratégie militaire. Comme rappelé par Martin Motte, « à la stratégie, axée sur le temps long et le traitement des causes, la sécurité globale substitue un "management des risques" fondé sur le temps court et la gestion des conséquences »<sup>5</sup>. La cible du présent mémoire est bien le temps long.

### *1.1.1 Quelle ambition française sur la scène internationale ?*

La Revue stratégique de défense et sécurité nationale de 2017 délivre quelques pistes de compréhension permettant d'appréhender l'ambition française sur la scène internationale. Elle donne les grands axes définissant les intérêts français, notamment les intérêts de sécurité tels que les accords de défense en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie-Océanie, et met en avant la nécessité d'une autonomie stratégique qui repose

---

<sup>5</sup> MOTTE Martin, SOUTOU Georges Henri, DE LESPINOIS Jérôme, ZAJEC Olivier, *La mesure de la force, traité de stratégie de l'Ecole de guerre*, Paris, Editions Tallandier, 2019, 414 p.

sur « *un socle politique, un haut degré d'autonomie industrielle et technologique et des moyens d'une autonomie opérationnelle* ». Elle précise également que « *la géographie continuera d'être un paramètre important dans la définition [des] priorités* » de la France.

Par ailleurs, aucun document similaire issu du ministère de l'Europe et des affaires étrangères ne semble exister. Le site *diplomatie.gouv.fr* segmente la politique étrangère en plusieurs domaines variables comprenant notamment l'action humanitaire d'urgence, la diplomatie féministe, la diplomatie sportive, la diplomatie économique et commerce extérieur, la sécurité, le désarmement et la non-prolifération.

Même s'il est difficile d'identifier dans cette Revue stratégique une stratégie à long terme au sens d'une vision pour soi et pour le monde qui se projette dans le temps et dans l'espace, une vision telle que la Chine l'entend au travers de sa stratégie globale dont le projet des Nouvelles routes de la soie dévoilé par le président Xi Jinping en 2013 n'est qu'une partie constitutive, il apparaît que les ressorts de la stratégie française relèvent davantage de la « *puissance d'équilibre* » protectrice des règlements internationaux, combinée à une posture sécuritaire réactive entourée de « *lignes rouges* » à ne pas franchir. Il en résulte que ce qui est à l'ordre du jour pour la France et pour les démocraties occidentales au sens large, comme l'écrit Martin Motte, « *ce sont les OPEX, des interventions d'après le chapitre VII de la Charte des Nations unies, dans un cadre politique et juridique très contraignant, [...] où le but politico-stratégique est de stabiliser ou de reconstruire des zones de crises ou non contrôlées par des Etats faillis pour éviter l'instabilité, l'extension du*

*terrorisme, les crises humanitaires, les crises de ressources etc. »<sup>6</sup>.*

La stratégie française semble ainsi s'être enracinée, malgré elle, dans le paradigme de la stratégie du flou théorisée par l'OTAN et qui « *se donne des gammes d'options plutôt que des buts déterminés* »<sup>7</sup>.

Nous sommes donc loin de l'esquisse stratégique de Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense et de l'intérieur dans les années 1990, pour qui « *toute politique extérieure est porteuse d'une vision du monde* »<sup>8</sup>. Selon lui, « *parce qu'elle a une vocation universaliste, la France ne peut réduire sa politique étrangère à un simple "occidentalisme"* ».

### *1.1.2 Au-delà de l'ambition, quelle position stratégique réelle dans le monde ?*

#### a) Les succès

Plusieurs exemples de réalisations concrètes françaises relevant du niveau stratégique peuvent être considérés comme des succès.

Sur le plan sécuritaire, la mission *Chammal*, volet français de l'opération interalliée *Inherent resolve* visant à apporter un soutien militaire aux forces locales engagées dans le combat contre *Daech* en Irak est un succès militaire français et interallié. D'une manière générale dans la région du Golfe arabo-persique, les pré-positionnements

---

<sup>6</sup> Ibid

<sup>7</sup> Ibid

<sup>8</sup> CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Politique étrangère et intérêt national*, Discours devant le groupe de travail « politique étrangère de la France » de l'Institut français des relations internationales, février 2016

régionaux français selon la fonction stratégique « prévention » visant, entre autres, à garantir une autonomie d'appréciation, procurent à l'Etat-major des armées et à l'échelon politique un véritable avantage stratégique. La mission AGENOR, expression militaire du projet politique EMASoH (*European-led maritime awareness on the Strait of Hormuz*) lancée par la France a pour but de fournir une réponse multilatérale aux tensions régionales en favorisant la désescalade notamment entre l'Iran, les Etats du Golfe et les puissances majeures occidentales. Elle catalyse une coopération européenne dans la région et exprime parfaitement au niveau sécuritaire le multilatéralisme défendu par l'échelon politique français.

Pour la région indopacifique, la France définit sa stratégie en faveur d'un espace inclusif au travers d'un document de dix-neuf pages disponible sur le site *diplomatie.gouv.fr*. Exposée par le président Emmanuel Macron dans son discours de Garden Island à Sydney le 2 mai 2018 et déclinée en sept orientations par le MEAE, cette stratégie « *est une réponse globale aux défis auxquels est confrontée cette région où la France doit assumer le rôle d'une puissance médiatrice, inclusive et stabilisatrice* »<sup>9</sup>.

Quelques soient ses réalisations concrètes pour lutter contre les changements climatiques, la France reste une figure de proue reconnue mondialement sur la question climatique depuis le succès de la 21<sup>ème</sup> conférence des parties (COP 21) de 2015. Après un véritable marathon diplomatique, la France a su mobiliser son réseau

---

<sup>9</sup> *Stratégie française dans l'Indopacifique « Pour un espace indopacifique inclusif »* disponible sur <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/asiе-oceanie/la-zone-indopacifique-une-priorite-pour-la-france/>

diplomatique, deuxième à l'échelle mondiale, pour pousser l'agenda « climat » dans toutes les instances diplomatiques et financières. Le résultat est une belle réussite : le premier accord universel pour lutter contre le réchauffement climatique est conclu à Paris le 12 décembre 2015.

Enfin, au moment où la déliquescence des règlements internationaux se banalise, la France défend son image de nation proactive dans la défense d'un multilatéralisme fondé sur le respect du droit international. L'« Alliance pour le multilatéralisme » lancée en avril 2019 par les ministres des Affaires étrangères français et allemand vise à rassembler de manière informelle les pays convaincus qu'« *un ordre multilatéral fondé sur le respect du droit international est la seule garantie fiable pour la stabilité internationale et la paix* ».

#### b) Les échecs

Tenter de caractériser l'ambition stratégique française pour elle-même et le monde mène assez vite à distinguer deux aspects : les postures affichées au travers de discours ou de communiqués officiels concernant les grands dossiers mondiaux d'un côté, et les réalisations concrètes décisives ou pas de l'autre. On en vient à constater le poids de l'image, dont la préservation et le perfectionnement deviennent le but ultime de toute démarche primant sur la concrétisation réelle et effective. « *On parlait dans les années 1980 et 1990 du poids de l'image en politique ; désormais l'image a dévoré la politique et pris sa place* »<sup>10</sup> selon Caroline Galactéros.

---

<sup>10</sup> GALACTEROS Caroline, *Vers un nouveau Yalta, Politique étrangère : recueil de chroniques géopolitiques 2014-2019*, Alfortville, Editions Sigest, 2019, 300 p.

Les risques encourus liés à cette ambivalence sont multiples et bien réels. Timidité stratégique, manque de profondeur et de courage politique, moralisme, hypocrisie et *in fine* déclassement. Tels sont les maux qui guettent toute politique exempte de réalisation concrète et privée de cohérence dans l'action, ce qui est fait, et l'inaction, ce qui n'est pas fait. La France est ainsi parfois condamnée et critiquée par l'ONU pour sa politique intérieure et sa politique extérieure<sup>11</sup>. Elle l'a ainsi été par le Comité des droits de l'homme de l'ONU pour sa loi d'interdiction du voile intégral en 2018 ; en 2014, pour son non-respect de la liberté de circulation aux gens du voyage. En 2012, elle a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour le maintien d'enfants mineurs en centre de rétention. Sur le plan extérieur, son soutien au maréchal Haftar en Libye contre le gouvernement libyen reconnu par l'ONU la met en porte-à-faux vis-à-vis de certains de ses alliés mais surtout vis-à-vis de l'organisation internationale qui demeure aujourd'hui la quintessence du multilatéralisme.

Face à ces constats, difficile de voir clair dans la politique étrangère française. Selon de nombreux experts comme Caroline Galactéros, « *la politique étrangère de la France est introuvable* ». Selon elle, « *la France se paie de mots et navigue à vue, se trouvant inaudible sans l'allonge européenne et impuissante hors l'inféodation atlantique, se croyant "moderne" en renonçant sans coup férir à sa spécificité historique et culturelle.* »<sup>12</sup>

---

<sup>11</sup> MAUREL Chloé, *La France à l'ONU aujourd'hui, une action positive ?* Institut français des relations internationales (IFRI), URL : <https://www.iris-france.org/136254-la-france-a-lonu-aujourd'hui-une-action-positive/>, 29 avril 2019

<sup>12</sup> GALACTEROS Caroline, *Vers un nouveau Yalta, Politique étrangère : recueil de chroniques géopolitiques 2014-2019*, Alfortville, Editions Sigest, 2019, 300 p.

### c) Les points de perfectionnement reconnus

Les dimensions commerciale et humanitaire de la politique étrangère française sont centrales et tendent à prendre le pas sur toute autre considération dans les rapports qu'entretient la France avec le reste du monde. La stratégie de puissance et d'influence auquel un pays comme la France pourrait alors prétendre manque ainsi de complétude et donc de consistance. Selon Caroline Galactéros, « *la réduction progressive de la politique étrangère à un activisme humanitaire pour "protéger des populations" qui finissent toujours instrumentalisées ou sacrifiées, les traitements dégradants, les accords bilatéraux pour échapper aux instances pénales internationales, [...] désacralisent notre posture morale. L'Occident a perdu le monopole de la production d'une vision du monde convaincante.* »<sup>13</sup>

La France contribue à la politique de voisinage de l'Union européenne notamment vis-à-vis de l'espace méditerranéen. Dès les années 1970, la Méditerranée est identifiée comme un ensemble régional d'importance pour l'Europe et les premiers accords d'association tels que la Politique méditerranéenne globale (PMG) visent à aider les pays du Sud nouvellement indépendants à relever les défis du développement. En 1995, une étape qui se veut ambitieuse est franchie lors de la conférence de Barcelone qui s'appuie sur trois volets principaux : « *définir un espace commun de paix et de stabilité* » ; mise en place d'un partenariat économique et financier avec pour point de mire l'édification d'une zone de prospérité partagée ; construction d'un partenariat dans les domaines social,

---

<sup>13</sup> GALACTEROS Caroline, *Vers un nouveau Yalta, Comment l'Occident a perdu tout crédit*, Le Point.fr, 2 octobre 2014, page 13

culturel et humain. Même si cette ambition stratégique européenne se heurte à quelques difficultés telles que l'insuffisance des fonds affectés, la Commission réaffirme en 2003 qu'au cours de la prochaine décennie et au-delà, la capacité de l'Union à garantir à ses citoyens la sécurité, la stabilité et le développement durable ne pourra plus être dissociée de l'intérêt qu'elle portera à une coopération étroite avec ses voisins. Dernier avatar de cette coopération euro-méditerranéenne, l'Union pour la Méditerranée est lancée à l'initiative de Nicolas Sarkozy mais reste freinée par une résistance des principaux partenaires de la France et notamment de l'Allemagne qui peuvent voir cette démarche comme un ersatz de la « politique arabe » de la France. Malgré une impulsion de départ prometteuse en faveur de cette vaste initiative stratégique, le chemin semble long avant l'émergence d'une véritable aire de co-développement. Le principal frein réside toujours dans la réticence de l'Europe à développer une politique concrète de développement au diapason des discours généreux qui sont tenus ainsi que dans le primat du souci sécuritaire aggravé par l'immigration clandestine massive et le combat contre le terrorisme.

Lors de son entretien avec le Grand continent le 16 novembre 2020<sup>14</sup>, le président Emmanuel Macron réaffirme l'importance du lien entre l'Europe et la partie sud de la Méditerranée à travers le prisme de l'autonomie stratégique, concept devenu central dans la politique extérieure et de défense française :

---

<sup>14</sup> Le Grand Continent - La doctrine Macron : une conversation avec le Président français, URL : <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/11/16/macron/>, consulté le 9 février 2021.

*« Nous nous projetons dans un imaginaire, qui est connecté à l'Afrique, au Proche et au Moyen-Orient, et nous avons une autre géographie, qui peut désaligner nos intérêts [avec ceux des États-Unis d'Amérique]. Ce qui est notre politique de voisinage avec l'Afrique, avec le Proche et Moyen-Orient, avec la Russie, n'est pas une politique de voisinage pour les États-Unis d'Amérique. Il n'est donc pas tenable que notre politique internationale en soit dépendante ou à la remorque de celle-ci. Et ce que je dis est encore plus vrai pour la Chine. Voilà pourquoi je crois que le concept d'autonomie stratégique européenne ou de souveraineté européenne est très fort, très fécond, qu'il dit que nous sommes un espace politique et culturel cohérent, que nous devons à nos citoyens de ne pas dépendre des autres, et que c'est la condition pour peser dans le concert des nations contemporain. »*

Cependant, encore une fois, les grands concepts aussi pertinents soient-ils ne semblent pas laisser place à un programme cohérent d'actions concrètes. La querelle sémantique entre « souveraineté européenne », « autonomie stratégique » ou « souveraineté stratégique » prend le pas sur la définition de mesures politiques concrètes, réalisables et décisives pour faire face aux nombreux défis auxquels les pays européens doivent faire face.

Les bribes d'une vision ou d'une stratégie de « puissance et d'influence » semblent ainsi être bien présentes au sein de l'exécutif français. Il manque à la retranscrire en une signification concrète et caractérisée éventuellement par une projection spatiale et temporelle. Comme analysé par Caroline Galactéros : « Une fois ce bon sens diplomatique retrouvé, à nous de structurer une stratégie globale de

*puissance et d'influence. Lucidité, réalisme, ambition et humanité en sont les pierres angulaires. [...] Cette stratégie suppose la définition d'un objectif à long terme (en langage militaire, un "effet (sic) final recherché" - EFR) et d'un faisceau de manœuvres tactiques de moyen et court terme autour de « lignes d'opérations » (militaire, diplomatique, médiatique, culturelle, normative, économique, financière, scientifique, éducative, industrielle, etc.) visant à l'atteindre. »<sup>15</sup>*

d) Les frictions anesthésiant l'autonomie de décision stratégique

Il est possible de mettre en lumière quelques mécanismes qui privent la France de définir une vision stratégique et de l'appliquer. Deux exemples peuvent contribuer aux frictions anesthésiant l'autonomie de décision stratégique.

Le premier est la diffusion sans limite de l'extraterritorialité juridique qui est l'arme privilégiée contre les tenants du multilatéralisme. Selon le rapport de l'Assemblée nationale datant du 26 juin 2019 et intitulé *Rétablir la souveraineté de la France et de l'Europe et protéger nos entreprises des lois et mesures à portée extraterritoriale*, on assiste ainsi à une « prolifération de lois à portée extraterritoriale [...] permettant aux autorités de la première puissance mondiale d'enquêter, de poursuivre et de condamner [...] les pratiques commerciales d'entreprises et d'individus du monde entier ». Autant de procédures qui « violent la souveraineté des pays dont ces [acteurs] sont

---

<sup>15</sup> GALACTEROS Caroline, *Vers un nouveau Yalta, Le fantôme de la diplomatie française (II)*, page 19, Le Point.fr, 15 novembre 2014

*ressortissants* », conduisant à des sanctions « *disproportionnées* » ne poursuivant pour seul but que de les « *fragiliser dans la compétition internationale* ».

Ensuite, comme confirmé par les propos du président Emmanuel Macron exprimés lors de la Conférence des ambassadeurs et ambassadrices de 2019, il existe bel et bien en France un « Etat profond » qui contribue largement aux dites frictions, lorsqu'il n'agit pas directement contre les intérêts de la France :

*« Comme diraient certains théoriciens étrangers, nous avons nous aussi un Etat profond. Et donc parfois, le Président de la République dit des choses, se déplace et dit quelque chose, puis la tendance collective pourrait être de dire : "Il a dit ça enfin, nous, on connaît la vérité, on va continuer comme on l'a toujours fait". Je ne saurais trop vous recommander de ne pas suivre cette voie. D'abord parce qu'elle est collectivement inefficace puisqu'elle décrédibilise la parole du Président de la République et par voie de conséquence elle décrédibilise la parole de celles et ceux qui les représentent. Mais surtout elle nous enlève de la capacité à faire. »* Le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA), a rappelé devant la 28<sup>ème</sup> promotion de l'Ecole de guerre la nécessité de « *restaurer une autonomie stratégique française et européenne* ». Seulement, avant d'engager le combat pour agréger les partenaires extérieurs européens, il semble que la défense d'une quelconque ligne stratégique française doive, au préalable, passer par une bataille interne avec le groupuscule « Etat profond » français. Comme avancé par Caroline Galactéros, « *prendre le contrôle de la politique étrangère et de la défense d'un État, le faire renoncer à définir et*

*défendre sa souveraineté, ses intérêts et ses principes reste un must pour l'État profond »<sup>16</sup>.*

### *1.1.3 Cohésion nationale française et hypothèse d'un conflit de haute intensité*

La stratégie d'un Etat qui peut s'exprimer traditionnellement au travers d'actions de projection géographique, économique ou culturelle fonde aussi sa légitimité sur des facteurs sociologiques internes.

La vision stratégique chinoise dévoilée en 2013 par Xi Jinping et qui s'exprime au travers du projet des Nouvelles routes de la soie est ainsi fondée sur la volonté de maintenir une certaine stabilité sociale interne, notamment de la classe moyenne émergente. Comme le décrit Howard Zinn dans *Une histoire populaire des Etats-Unis*, l'histoire américaine comporte plusieurs exemples d'engagements militaires extérieurs menés par l'exécutif dans le but de venir à bout de tensions sociales internes. Le géostratège américain Nicholas Spykman liste dans *Geography and Foreign Policy I* plusieurs paramètres à prendre en compte dans le cadre d'une stratégie :

*« Les facteurs qui conditionnent la politique des Etats sont nombreux ; ils sont permanents et temporaires, apparents et cachés ; ils incluent, en dehors même du facteur géographique, la densité de population, la structure économique du pays, la composition ethnique de sa population, la forme du gouvernement, et les complexes et préjugés des ministres des Affaires étrangères ; c'est leur action et interaction simultanées qui créent le phénomène*

---

<sup>16</sup> GALACTEROS Caroline, *L'Etat profond mène une diplomatie parallèle*, Front Populaire, 15 septembre 2020

*complexe que l'on appelle politique étrangère. »<sup>17</sup> Il fait donc clairement le lien entre politique étrangère et population interne d'un Etat.*

Les réflexions actuelles dans la stratégie militaire française se focalisent essentiellement sur le retour du conflit de haute intensité qui constitue un véritable changement de paradigme pour une armée habituée à des décennies d'opérations extérieures. Dans ce cadre, la cohésion nationale est au cœur des préoccupations des chefs militaires.

Le général d'armée Thierry Burkhard, l'actuel chef d'état-major de l'armée de terre, souligne une fragilité majeure dans sa vision stratégique pour les dix prochaines années :

*« Cette incertitude stratégique [...] se trouve [...] exacerbée en France, où les fragilités d'une société manquant de cohésion et en quête de sens peuvent faire douter de sa volonté à bâtir un avenir commun et à en défendre le modèle avec fermeté et esprit de résistance. »*

Son prédécesseur, le général d'armée Jean-Pierre Bosser, mettait en avant en 2016 deux fondamentaux nécessaires pour prendre l'ascendant sur le champ de bataille des valeurs : l'esprit de résistance et la cohésion nationale. Selon lui, *« ces deux thèmes nous définissent à la fois "contre" (la résistance) et "avec" (la cohésion). Ils forment le socle d'un véritable projet de société qui permettrait à la Nation de se consolider et à la jeunesse de s'identifier et de canaliser ses énergies de façon vertueuse. »* De la

---

<sup>17</sup> ZAJEC Olivier, *Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine : Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales*, Paris, Editions Pups, 2016, 603 p.

même manière, Martin Motte affirme qu'« *un peuple auquel on désapprend son roman national ou pire, auquel on inculque la haine de soi, risque fort de ne pouvoir relever les défis qui lui seront lancés tôt ou tard* »<sup>18</sup>.

Comment caractériser la cohésion nationale française aujourd'hui ?

Au travers de l'analyse d'une partie de la population française, les Français issus de l'immigration de l'ANMO, il apparaît que la France dispose d'une cohésion nationale bien fébrile pour faire face et défendre son modèle en cas de conflit de haute intensité. D'abord quelques chiffres. Plus de 6 millions de Français ont un lien direct avec le monde arabe, soit environ 10 % de la population, selon l'étude menée par Hakim El Karoui pour l'Institut Montaigne<sup>19</sup>. De plus, hormis les binationaux, environ un tiers des étrangers vivant en France sont originaires de la zone ANMO et plus particulièrement du Maghreb central (1 127 089 en 2015), du Liban et d'Égypte. Sur le plan humain, un Français sur sept a un lien avec le Maghreb. Un tiers des visas délivrés par la France en 2018 l'ont été dans la zone ANMO, soit 1 197 141 : 65 % d'entre eux l'ont été au Maghreb, 21 % dans les pays du Golfe, 5 % au Liban et 4 % en Égypte. Deux nationalités sont exemptées de visas touristiques : les Israéliens et les Émiriens.

Ces statistiques démontrent que les liens humains et la composition ethnique française lient fortement la France avec la région ANMO, davantage qu'avec la Russie, la Chine ou les États-Unis par exemple. Cependant, la

---

<sup>18</sup> MOTTE Martin, SOUTOU Georges Henri, DE LESPINOIS Jérôme, ZAJEC Olivier, *La mesure de la force, traité de stratégie de l'École de guerre*, Paris, Editions Tallandier, 2019, 414 p.

<sup>19</sup> EL KAROUI Hakim, *Nouveau monde arabe, nouvelle « politique arabe » pour la France*, Institut Montaigne, août 2017

minorité française issue de l'immigration de l'ANMO est majoritairement socialement et économiquement affaiblie. Selon une étude menée par le journal *Demographic research* de l'Institut de recherche démographique Max Planck<sup>20</sup>, les immigrés de deuxième génération d'origine non communautaire, en particulier ceux d'origine maghrébine, subissent des désavantages systématiques dans des domaines importants tels que le niveau d'éducation, l'emploi et les revenus. Cette étude montre également qu'une forte surmortalité à l'âge adulte caractérise les hommes de deuxième génération d'origine nord-africaine pour la période 1999 - 2010. Cette surmortalité est particulièrement frappante pour plusieurs raisons (cf. annexe 1) : elle est d'une grande ampleur ; elle n'est pas présente chez les hommes de deuxième génération d'origine sud-européenne, l'autre grand sous-groupe de deuxième génération en France ; elle n'est pas présente chez les hommes d'origine nord-africaine de la première génération ; et elle reste importante et significative après prise en compte des différences de niveau de scolarité. Cette surmortalité semble n'être présente que chez les hommes, car aucun excès significatif chez les femmes nord-africaines de deuxième génération ou même dans les sous-groupes mixtes de deuxième génération n'est constaté. Ce schéma de surmortalité peut être mieux compris dans le cadre d'un large ensemble de désavantages pour ce sous-groupe, dans des domaines tels le marché de l'emploi et les niveaux de revenus<sup>21</sup>. Ces

---

<sup>20</sup> GUILLOT Michel, KHLAT Myriam, WALLACE Matthew, *Adult mortality among second-generation immigrants in France : Results from a nationally representative record linkage study*, *Demographic Research*, volume 40, article 54, pages 1603 à 1644, 27 juin 2019

<sup>21</sup> BRINBAUM Yaël, MEURS Dominique, PRIMON Jean-Luc, *Situation sur le marché du travail : statuts d'activité, accès à l'emploi et discrimination*, *Enquête sur la diversité des populations en France*, INED éditions, pages 203 à 225, 2016, URL :

inconvenients, qui ne se produisent pas pour les homologues du sud de l'Europe, ont été interprétés comme résultant en partie de pratiques discriminatoires, en particulier sur le marché du travail. Dans le contexte français, des études ont montré que la perception de la discrimination sur le marché du travail est en effet plus répandue chez les immigrés de deuxième génération que chez les immigrés de première génération de même origine, ce qui peut se traduire par une détérioration du fonctionnement psychosocial et des conséquences sur la santé<sup>22</sup>.

Enfin, le phénomène d'islamophobie qui stigmatise la majorité des minorités issues de l'immigration de l'ANMO semble être une réalité bien ancrée en France. Le démographe Emmanuel Todd en analyse les mécanismes dans son livre *Qui est Charlie ?*, en étudiant notamment la composition sociologique des manifestants du 11 janvier 2015 à l'issue de l'attentat du Charlie Hebdo. Selon lui, ces derniers sont passés à côté des vrais enjeux des attentats contre Charlie Hebdo : « *Les manifestants ne sont plus réunis pour dénoncer ce qu'il y avait de plus grave, l'antisémitisme (les attentats de l'Hyper Casher, les tueries perpétrées par Mohamed Merah) et le danger croissant auquel une religion minoritaire, le judaïsme, doit faire face, mais pour sacraliser la violence idéologique faite à une autre religion minoritaire : l'Islam.* » Cette islamophobie provient, selon lui, de

---

[https://www.ined.fr/fichier/s\\_rubrique/24668/grande.enquetes\\_teo\\_fascicule.fr.pdf](https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/24668/grande.enquetes_teo_fascicule.fr.pdf), consulté le 3 décembre 2020

<sup>22</sup> MEURS Dominique, LHOMMEAU Bertrand, OKBA Mahrez, Emplois, salaires et mobilité intergénérationnelle, *Enquête sur la diversité des populations en France*, INED éditions, pages 233 à 260, 2016, URL : [https://www.ined.fr/fichier/s\\_rubrique/24668/grande.enquetes\\_teo\\_fascicule.fr.pdf](https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/24668/grande.enquetes_teo_fascicule.fr.pdf), consulté le 3 décembre 2020

l'effondrement du catholicisme et de la religion d'une manière générale depuis les années 1960 : « *L'athéisme est générateur d'angoisse, la population de l'Hexagone est en risque métaphysique et donc à la recherche d'un adversaire structurant, d'une cible : l'Islam.* » Le bloc hégémonique « MAZ » regroupant les classes Moyennes, les personnes Agées et les catholiques Zombies, fortement représenté durant les manifestations, a exprimé le droit de blasphémer le « *personnage emblématique* » d'une « *religion minoritaire et opprimée* » ce qui est, pour Emmanuel Todd, un moyen d'affirmer « *sa domination et son droit de cracher sur la religion des faibles* ».

La France dispose donc d'une diversité qui constitue un atout démographique et stratégique potentiellement majeur par rapport aux autres puissances mondiales mais elle ne sait pas l'exploiter : les populations issues de l'immigration de l'ANMO sont affaiblies et stigmatisées. Il semble vital d'y remédier dans l'optique de renforcer la cohésion nationale pour se préparer au conflit de haute intensité. Une première ébauche d'axe stratégique se dessine donc de manière limpide pour la France. Sa politique étrangère, à longue portée, devrait se focaliser sur l'ANMO pour en tirer des effets bénéfiques sur le plan national. De ce point de vue, la direction stratégique première ne semble être ni l'est, ni l'ouest, ni même l'autre côté de la planète, mais bel et bien le sud voisin.

En conclusion de cette première partie, la France est une puissance moyenne qui pèse de moins en moins relativement dans le concert des nations. La position affichée de « *puissance d'équilibre* » sans résultats décisifs à valoriser suffit-elle comme ambition stratégique ? Il semble nécessaire de penser et mettre en œuvre un plan

stratégique réel et courageux qui ose la puissance, à partir de principes qui fondent la politique extérieure actuelle définie par le président Emmanuel Macron, pour redonner à la France son rang dans un monde qui laisse le chaos perdurer dans une région voisine, l'ANMO, et voit les tensions se polariser autour des deux grandes puissances : Etats-Unis et Chine. Sur le plan européen, parmi les positions des « Atlantistes », des « Attantistes (sic) » et des « Volontaristes »<sup>23</sup>, l'option défendue ici est la position des « Volontaristes », c'est-à-dire celle de ceux « qui désireraient prendre les devants en renouvelant dès à présent l'architecture de sécurité continentale, fut-ce en s'émancipant plus clairement de Washington, sans bien entendu couper les ponts avec le partenaire américain »<sup>24</sup>. Selon Olivier Zajec, « leur objectif est, à terme, d'incarner plus efficacement une "souveraineté stratégique" véritablement européenne. »<sup>25</sup>

## **1.2 La position stratégique française dans la région ANMO en 2021**

*« Il a fallu, sans doute, beaucoup de science pour tuer tant d'hommes, dissiper tant de biens, anéantir tant de villes en si peu de temps ; mais il a fallu non moins de qualités morales. Savoir et Devoir, vous êtes donc suspects. »*<sup>26</sup>

*Paul Valéry, La crise de l'esprit*

---

<sup>23</sup> ZAJEC Olivier, cours de stratégie dispensé aux officiers de la 28<sup>ème</sup> promotion de l'Ecole de guerre, septembre 2020

<sup>24</sup> Ibid

<sup>25</sup> Ibid

<sup>26</sup> VALÉRY Paul, *La crise de l'esprit*, Editions Manucius, mai 2016, 76 p.

### 1.2.1 La géographie de la région étudiée

La géographie étudiée ici comprend les pays inclus dans la région ANMO au sens du MEAE. D'est en ouest, il s'agit donc des pays suivants : Iran, Oman, Emirats arabes unis, Bahreïn, Qatar, Koweït, Arabie Saoudite, Yémen, Irak, Jordanie, Syrie, Israël, Liban, Egypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc. La Turquie ne fait pas partie de la liste car, au-delà des différences ethniques avec le reste de la région, elle présente des différences stratégiques majeures avec les autres pays : elle prétend intégrer l'Union européenne depuis 1963 d'une part et fait partie de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) d'autre part.

Cette vaste région entoure directement l'Europe par le sud. Il s'agit donc pour la France et plus largement l'Europe d'un espace de choix pour une projection stratégique. Nicholas Spykman, connu pour son apport sur la construction géostratégique du *Rimland*, reprend Napoléon dans son introduction *Geography and Foreign Policy* pour insister sur le primat de la géographie dans la stratégie : « *La politique de toutes les puissances est dans leur géographie.* »<sup>27</sup> Analysant l'œuvre tout entière de Nicholas Spykman<sup>28</sup>, Olivier Zajec précise que « *c'est le voisinage qui détermine l'orientation géostratégique majeure de l'Etat.* » Il poursuit en décrivant l'une des idées-forces du géostratège selon laquelle « *une même zone territoriale se verra appréhendée différemment par les Etats de l'échiquier mondial et des sous-échiquiers*

---

<sup>27</sup> Lettre de Napoléon I<sup>er</sup> au roi de Prusse, 10 novembre 1804, Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup> – 1858 - 1862

<sup>28</sup> ZAJEC Olivier, *Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine : Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales*, Paris, Editions Pups, 2016, 603 p.

*régionaux, parce que ces derniers jugeront ces zones suivant un système de référence propre, qui ne peut se contenter de décalquer le système de référence abstrait de la communauté internationale. C'est pourquoi, [selon Nicholas Spykman], un système de sécurité collective ne peut pas fonctionner au niveau mondial (aucun Etat ne se sentira également concerné par les différentes régions du globe) [...]. En revanche, selon lui, un système de sécurité collective a des chances d'être plus opératoire s'il réduit ses ambitions à une région particulière, où des parties prenantes en nombre réduit sont directement impliquées. »* Pour Nicholas Spykman, les Etats ont des intérêts à géométrie variable pour les zones de crise, en fonction du moment, de la distance qui les sépare des zones concernées, et de la perception géographique spécifique de leur voisinage et de leurs alliances.

Il apparaît donc que la géographie faisant de l'Europe et de l'ANMO deux zones voisines milite pour une direction stratégique franco-européenne orientée vers l'arc s'étendant du Maroc à l'Iran. Ce primat de la géographie va à l'encontre d'une coopération politique a priori entre Etats disposant d'échelles de valeurs communes, mais ne partageant pas les mêmes priorités régionales, comme cela peut être le cas entre les Etats-Unis et la France. Cette réalité décrite par Nicholas Spykman, est « *généralement oubliée dans les volutes de cigare et de bonne volonté qui embaument l'air au sortir des Pilgrims dinners* »<sup>29</sup>.

---

<sup>29</sup> Ibid

### 1.2.2 Bilan géopolitique de la région étudiée

#### a) Bref rappel historique des faits marquants

#### ***Liens historiques et civilisationnels entre les peuples du Nord et les peuples du Sud de la Méditerranée***

Les liens culturels entre les deux versants de la Méditerranée remontent à l'Antiquité. L'ancien Maroc, la Maurétanie, l'Algérie et la Tunisie, entretenaient déjà dans l'Antiquité des relations culturelles et politiques avec la Grèce et Rome. Le roi Massinissa (238 – 148 avant Jésus Christ) d'origine numide, ou berbère, recevait des philosophes grecs à sa cour tandis que les Romains s'étaient alliés à lui durant la Deuxième guerre punique contre les Carthaginois qui avaient Hannibal à leur tête. Le général et empereur romain Septime Sévère, qui régna de 193 à 211, était un berbère né en Libye. L'empereur romain Macrin, III<sup>e</sup> siècle, ancien chevalier et préfet du prétoire, était quant à lui un berbère d'origine maure. Plusieurs des pères de l'Église occidentale, Saint Augustin, Saint Cyprien de Carthage, étaient eux aussi d'origine berbère.

Ces liens historiques et civilisationnels n'ont jamais été éclipsés, même après l'avènement de l'Islam. Sur le plan politico-militaire, avant le christianisme, l'histoire est marquée par des relations à la fois conflictuelles et paisibles, comme l'alliance et la mission diplomatique entre Charlemagne et le calife Harun ar-Rachid. Mais sur le plan culturel, les relations sont restées constantes. La civilisation et la culture, qui procèdent du temps long, priment toujours sur le politique et le militaire qui relèvent d'un temps toujours plus court.

### ***Les premières humiliations : Première Guerre mondiale, Sykes Picot, foyer national juif***

A la faveur du conflit de la Première Guerre mondiale, le chérif Hussein, descendant du Prophète par la lignée la moins contestable, celle des Hachémites, parvient à agréger autour de lui les courants islamistes et nationalistes arabes et à obtenir le soutien français et britannique pour mener la « Révolte arabe » contre l'Empire ottoman. Mais les Français et les Britanniques trahissent la promesse faite au chérif qui souhaite créer un royaume arabe indépendant. A cela, s'ajoute le mensonge car les puissances européennes s'entendent secrètement pour se partager le Moyen-Orient, aux dépens du chérif. Les Britanniques promettent enfin au mouvement sioniste de l'époque l'établissement d'un foyer juif en Palestine. L'historien Jean Pierre Filiu affirme ainsi que « *si on avait voulu être surs de s'aliéner les élites arabes, on ne s'y serait pas pris autrement.* »<sup>30</sup> La trahison envers Hussein ouvre alors la route de la Mecque à la famille Seoud qui n'a pas de lien avec le Prophète, c'est-à-dire aux tenants d'un islam rigoriste, les Wahhabites.

### ***Le pacte du Quincy***

Début 1945, à l'insu des Britanniques, le président américain propose à Ibn Seoud de le rencontrer. La rencontre a lieu sur le croiseur *Quincy*, aux amarres sur le grand lac Amer, au milieu du canal de Suez, au retour de la conférence de Yalta. Roosevelt et Ibn Seoud débattent

---

<sup>30</sup> FILIU Jean-Pierre, *La démocratie, un horizon impossible pour les pays arabes?*  
URL : <https://www.telerama.fr/idees/la-democratie-un-horizon-impossible-pour-les-pays-arabes,130910.php>, consulté le 15 février 2021

de la colonisation juive en Palestine, avant d'évoquer l'avenir de la dynastie séoudienne et du pétrole arabe. Ils concluent un pacte par lequel les Américains garantissent au monarque et à ses successeurs une protection militaire sans faille en échange d'un accès aux gisements pétroliers. Ibn Seoud octroie à la société *Aramco* un monopole d'exploitation de tous les gisements pétroliers du royaume pour une durée d'au moins soixante ans en échange d'un loyer versé au roi. Le pacte a été renouvelé pour soixante ans en 2005.

En s'alliant avec l'Arabie Saoudite, les Etats-Unis inaugurent donc l'une des premières relations stratégiques dans le *Rimland*, en mêlant avantages économiques, objectifs sécuritaires et volonté d'hégémonie régionale.

### ***Révolution et contre-révolution***

Une des révolutions majeures du XXème siècle dans la région est celle du nationalisme arabe. Il s'épanouit de 1920 à 1980 et se déploie grâce à la désintégration de l'Empire ottoman et en réaction essentiellement au colonialisme britannique. Ce mouvement se construit en deux étapes avec dans un premier temps, le mouvement des précurseurs qui se déploie pendant l'entre-deux-guerres et pose les fondations et dans un deuxième temps, le mouvement de l'après-guerre qui se structure en faisant face à deux nouveaux problèmes : la création de l'Etat d'Israël et la concentration des énormes richesses pétrolières dans la péninsule arabique gouvernée par des rois et des princes conservateurs qui vont s'opposer aux mouvements révolutionnaires et nationalistes laïcs et qui vont devenir le soutien des mouvances islamiques. Ce mouvement connaît son apogée avec les vives réactions révolutionnaires et anti-impérialistes qui traversent toutes

les sociétés arabes à la suite de l'attaque franco-britannique et israélienne contre l'Égypte en réaction à la nationalisation du canal de Suez, en 1956, par le président égyptien Gamal Abdel Nasser. La République arabe unie qui réunit l'Égypte et la Syrie dans un seul et même Etat est créée en 1958 dans le sillage de cette flambée nationaliste.

Mais le mouvement décline très rapidement avec l'échec de cette union arabe en 1961 d'une part et la guerre israélo-arabe des Six Jours en 1967, qui entraîne la défaite des trois armées égyptienne, syrienne et jordanienne d'autre part. La mort prématurée de Nasser en 1970, le héros de la période, facilite la montée de forces contre-révolutionnaires dans la région. Cette contre-révolution qui vise à contrer la pensée nationaliste arabe est celle de l'islam fondamental appelé aussi nationalisme islamiste. Pendant les années 1970 et 1980, des mouvements nationalistes de plus en plus radicaux et anti-impérialistes voire marxistes inspirés par des figures telles que Che Guevara, Mao Tse-Toung et Ho Chi Minh, vont coexister avec la montée de l'islam fondamentaliste antimoderniste et anti-nationaliste arabe.

Les Etats-Unis estiment alors qu'il faut réagir vigoureusement et entreprennent d'instrumentaliser les trois monothéismes juif, chrétien et musulman durant cette dernière étape de la Guerre froide pour accélérer la chute de l'URSS qualifiée d'« empire du mal ». Ils ont alors recours à deux alliés dans le monde musulman, l'Arabie Saoudite et le Pakistan, qui pratiquent des formes d'islam radical. Ils y ont recruté des troupes mobilisées autour de slogans djihadistes et les ont envoyés affronter l'Armée rouge en Afghanistan. Cette période donne naissance à l'organisation *Al-Qaida* du saoudien Oussama ben Laden

et au régime des Taliban en Afghanistan largement soutenu par le Pakistan et l'Arabie Saoudite. D'après Georges Corm<sup>31</sup>, plusieurs documents officiels américains et les affirmations d'Hillary Clinton prouvent que de nombreuses organisations terroristes ont été financées par la *Central Intelligence Agency* (CIA). L'Arabie Saoudite profite du choc pétrolier de 1973 et devient un pays immensément riche et donc influent dans tous les pays musulmans, notamment au travers de la création de l'Organisation des Etats islamiques et l'exportation de la doctrine wahhabite radicale islamique qui constitue l'idéologie d'Etat dans le royaume. Elle possède des moyens très importants et peut soutenir financièrement de très nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) charitables islamiques qui s'implantent dans les milieux populaires et pauvres de nombreux pays, financer la construction de milliers de mosquées et envoyer des prédicateurs wahhabites dans tous les pays où se trouvent des communautés musulmanes. De leur côté, les autres régimes arabes découvrent aussi que l'instrumentalisation de la religion et des mouvances fondamentalistes leur donne plus de contrôle sur leur population. L'exemple type est celui du président Anouar al-Sadate qui sera assassiné en Egypte par l'une de ces mouvances en 1981.

---

<sup>31</sup> CORM George, *Les Arabes : de la dynamique de l'échec à l'autodestruction*, traduit de l'arabe le 9 décembre 2018 par Sakhr Benhassine, Revue Confluences Méditerranée, L'Harmattan, pages 225 à 241, 2019

## b) Conflits et tensions contemporains

### ***Richesses naturelles en hydrocarbures et les conséquences***

L'une des principales causes des tensions et conflits qui affectent l'ANMO depuis plus d'un siècle est l'abondance en hydrocarbures. Le pétrole découvert dès 1908 en Iran, dans les années 1930 en Arabie Saoudite, à Bahreïn et au Koweït, va faire de toute la région un enjeu stratégique majeur, et un champ d'affrontement des grandes puissances. L'historien George Corm considère que l'un des principaux facteurs de discorde dans cette région du monde auxquels doit faire face la société arabe, malheureusement en général ignoré par la recherche académique occidentale ou arabe sur le monde arabe, est constitué « *par le bouleversement culturel, social et politique provoqué par l'immense pouvoir financier acquis par les grandes familles de souche bédouine dans la péninsule Arabique, régnant sur des ressources pétrolières géantes dont le contrôle est convoité par les puissances industrialisées* »<sup>32</sup>.

### ***Les Printemps arabes : première secousse***

Les contestations sociales de 2010 et 2011, d'ampleur et d'intensité très variables, se sont propagées en quelque mois dans la quasi-totalité des pays de l'ANMO : Tunisie, Algérie et Yémen en décembre 2010, Jordanie, Mauritanie, Oman, Arabie Saoudite, Liban, Egypte, Syrie, Palestine, Maroc en janvier 2011, Bahreïn,

---

<sup>32</sup> CORM Georges, *Pensée et politique dans le monde arabe : contextes historiques et problématiques XIXe – XXIe siècle*, Paris, Editions La Découverte / Poche, 2016, 428 p.

Irak, Libye, Koweït, Iran en février 2011. Dans la continuité de la mécanique révolution - contre-révolution qui est à l'œuvre depuis les débuts du nationalisme révolutionnaire et du nationalisme islamiste, cette révolution sera suivie d'une contre-révolution islamiste visant la fragmentation des sociétés. Comme l'écrit George Corm : « *Les révoltes de 2011 ont rétabli l'unité de la conscience arabe ; les contre-révolutions, en créant dans chaque société des problèmes de violence et en encourageant les sous-identités meurtrières, régionales, tribales, communautaires et sectaires, ont réussi à briser momentanément cette unité. L'avenir du monde arabe est aujourd'hui plus que jamais une grande inconnue.* »<sup>33</sup>

### ***Arabes et minorités du Golfe***

Les pays du Golfe traversent une période de stabilité précaire car la légitimité des familles régnantes est fragilisée. Ils doivent faire face à de nombreux défis internes et externes qui sont autant de sources de déstabilisation. Le rapport Avicenne de 2017 cite les défis suivants : « *emplois à donner à une jeunesse nombreuse ; forte baisse des ressources tirées de l'exportation du pétrole ; mise en place d'un nouveau modèle économique ; tensions au sein de la famille royale, agacée de la place prise par Mohammed ben Salmane ; dégradation des relations avec les Etats-Unis ; affrontement avec l'Iran qui renforce son influence dans le Moyen-Orient arabe ; menace terroriste de l'Etat islamique qui peut s'appuyer sur des sympathisants au sein du Royaume ; fragilisation du modèle prosélyte wahhabite en occident, mais aussi*

---

<sup>33</sup> Ibid

*dans le monde musulman.* »<sup>34</sup> Un début de prise de conscience incite les princes et les rois en place à lancer de vastes projets sociétaux tels que le projet du prince saoudien Mohammed ben Salmane *Vision 2030*.

### ***Arabes et minorités d'Irak***

Le pays irakien est en état de guerre depuis l'intervention américaine de 2003. La naissance de l'Etat islamique dans le chaos existant, notamment généré et entretenu par les erreurs de la stratégie américaine, fait s'engager la France en coalition pour soutenir l'allié américain. Aujourd'hui, même si cette organisation est fortement affaiblie, la menace reste bien réelle. Les camps de réfugiés sont de véritables sources de recrutement pour les combattants de *Daech* qui savent exploiter l'immense désespoir social qui y règne. A l'issue de l'assassinat du Général Qassem Soleimani à Bagdad, un vote du parlement irakien le 5 janvier 2020 demande l'expulsion des troupes étrangères du pays. Selon le rapport *Guerre et paix au Proche et Moyen-Orient*, du pôle français de géopolitique Geopragma, « *il sera difficile pour le nouveau premier ministre Mustafa al-Kadhimi, pourtant réputé plus proche des Américains, de faire face à la situation* »<sup>35</sup>.

---

<sup>34</sup> BAUCHARD Denis, CHARILLON Frederic, COUSSERAN Jean-Claude, LEVALLOIS Agnès, SCHMID Dorothée, VARENDE Alexis, *Maghreb Moyen-Orient Une priorité de politique étrangère pour la France*, Groupe Avicenne, mars 2017

<sup>35</sup> LALONDE Patricia, HENON Philippe, PINATEL Jean-Bernard (général 2s), *Guerre et paix au Proche et Moyen-Orient*, Pôle français de géopolitique réaliste Geopragma, octobre 2020

### ***Arabes et minorités de Syrie***

La région syrienne cumule tension sociale d'une part, avec la trainée de revendications sociales issue des Printemps arabes instrumentalisés par les contre-révolutionnaires islamistes, et bataille énergétique par proxys d'autre part. Comme expliqué dans le rapport *Guerre et paix au Proche et Moyen-Orient* du pôle Geopragma, la Syrie est le lieu d'affrontement de deux ambitions énergétiques concernant le grand champ gazier situé au Qatar et en Iran : « *Un pacte avait été signé en 2010 entre le Qatar et Bachar el-Assad pour la construction d'un gazoduc entre le Qatar et la Turquie mené par Qatar Petroleum et Exxon Mobil, qui traverserait l'Arabie Saoudite, la Jordanie et la Syrie. En 2011, Bachar el-Assad a annulé ce pacte et a appuyé le projet de Gazoduc "Islamic Gaz Pipeline" qui irait de l'Iran à la Syrie, en passant par l'Irak, et serait relié au Gazoduc South Stream russe, condamnant de facto tout approvisionnement qatari. L'aide active du Qatar à la rébellion syrienne des Frères Musulmans fait désormais consensus. L'Islamic Gaz Pipeline allait aussi à l'encontre de ce que souhaitaient les Européens. En effet, le projet qatari devait rejoindre Nabucco, le projet défendu par les Européens pour éviter de dépendre du gaz russe. Un enjeu essentiel...* »<sup>36</sup>

### ***Arabes et minorités yéménites***

La guerre au Yémen lancée par la famille dirigeante d'Arabie Saoudite avait pour but de limiter l'influence iranienne en luttant contre les Houthis. Après cinq ans de guerre meurtrière, le bilan stratégique de

---

<sup>36</sup> Ibid

l'intervention atteint les objectifs contraires de l'ambition saoudienne initiale. L'Iran a renforcé son aura et son influence dans la région. Selon le rapport *Guerre et paix au Proche et Moyen-Orient* du pôle Geopragma, « constatant la tournure catastrophique de cette guerre, les Emirats arabes unis ont amorcé un retrait de leurs troupes et entamé un rapprochement tactique avec l'Iran afin de préserver la sécurité des Emirats et de la région »<sup>37</sup>. De plus, « les forces yéménites n'ont plus aucune raison de cesser la guerre et le "non" d'Ansarullah au plan de paix présenté par l'envoyé spécial des Nations unies au Yémen Martin Griffith risque de faire entrer la guerre dans une nouvelle phase »<sup>38</sup>. Selon Bruce Riedel, ancien membre de la CIA et actuel membre de la *Brookings Institution*, la guerre de cinq ans au Yémen n'est plus qu'un fardeau pour l'économie saoudienne.

### ***Arabes et minorités de Libye***

Le chaos actuel, généré par la chute de Mouammar Kadhafi au moment des Printemps arabes, a des conséquences jusqu'en Europe et au Sahel. La région est devenue un autre haut lieu de confrontation par proxys. Les ambitions contradictoires d'acteurs internes et externes impactent directement le quotidien des populations civiles. La menace terroriste est persistante. *Al-Qaida* au Maghreb islamique (AQMI) s'est réfugié au sud du pays, ainsi que *Daech* qui conserve une capacité à frapper dans les grandes villes côtières comme Tripoli, Misrata et Benghazi. Le pays est devenu une porte d'entrée des migrations de Méditerranée centrale : environ 700 000 migrants et réfugiés sont présents sur un territoire libyen

---

<sup>37</sup> Ibid

<sup>38</sup> Ibid

mal contrôlé ; l'économie libyenne dysfonctionne, précipitant les départs vers l'Europe (un million de travailleurs étrangers avant 2011). Concernant les ingérences étatiques, selon le rapport *Guerre et paix au Proche et Moyen-Orient* du pôle Geopragma, « *la France continue pour le moment de soutenir le Maréchal Haftar tandis que l'Italie, après avoir apporté son soutien au gouvernement de transition [...], reconnu par la communauté internationale, de Fayez el-Sarraj et par voie de conséquence, le Qatar et la Turquie d'Erdogan et leurs milices issues des Frères Musulmans, semble désormais avoir opté pour la neutralité. [...] Les Etats-Unis qui ont apporté discrètement leur soutien au Maréchal Haftar, respectant ainsi leur alliance avec les Emirats arabes unis, l'Egypte et les Saoudiens, essaient depuis l'entrée officielle de la Turquie dans le conflit de prendre le leadership pour trouver avec Erdogan une solution au conflit, dans le but de voler la vedette à une médiation russe.* »<sup>39</sup>

### ***Arabes palestiniens et Israéliens***

Le territoire de la Palestine historique, où résident actuellement 6 millions de citoyens juifs et autant d'Arabes, est un véritable baril de poudre qui menace à terme la sécurité d'Israël et de la région toute entière. L'évolution de la vie politique israélienne a conduit à l'échec du « camp de la paix » et à la mise en place de gouvernements associant les partis les plus radicaux, notamment le Foyer juif, *Israel Beitenou* et les petits partis religieux. Cette évolution reflète une tendance profonde, liée en partie à l'arrivée massive d'immigrants venant de Russie dans les années 1990. Selon le rapport Avicenne de

---

<sup>39</sup> Ibid

2017, « il apparaît de plus en plus clairement que l'objectif des autorités israéliennes est l'annexion de la Cisjordanie, où seront enclavés des réduits palestiniens. Plusieurs projets sont en cours, notamment l'accélération de la construction de nouvelles colonies, l'annexion de la grande implantation de Maale Adoumim et l'annexion de la zone C, soit 60 % de la Cisjordanie, préludes à la création du Grand Israël, "du fleuve à la mer". [...] Cette évolution dénie les droits politiques de millions de Palestiniens et peut conduire à une situation d'Apartheid. »<sup>40</sup>

### ***Arabes et minorités du Maroc et d'Algérie***

La question du statut du Sahara occidental, considéré comme un « territoire non autonome » par l'ONU en l'absence d'un règlement définitif, oppose depuis des décennies le Maroc au *Polisario* (Front populaire de Libération de la *Saguia el Hamra* et du *Rio de Oro*) soutenu par l'Algérie qui souhaite se garantir un accès à l'océan. Celui-ci réclame un référendum d'autodétermination prévu par l'ONU, tandis que le Maroc, qui contrôle plus des deux tiers du vaste territoire désertique, propose un plan d'autonomie sous sa souveraineté. Le *Polisario* se dit « en état de guerre de légitime défense » depuis que le Maroc a envoyé le 13 novembre 2020 des troupes à l'extrême sud du Sahara occidental pour chasser un groupe d'indépendantistes sahraouis qui bloquaient la seule route vers la Mauritanie voisine. Les indépendantistes contestent la légalité de cet

---

<sup>40</sup> BAUCHARD Denis, CHARILLON Frederic, COUSSERAN Jean-Claude, LEVALLOIS Agnès, SCHMID Dorothée, VARENDE Alexis, *Maghreb Moyen-Orient Une priorité de politique étrangère pour la France*, Groupe Avicenne, mars 2017

axe routier, contraire selon eux à l'accord de 1991 signé sous l'égide de l'ONU.

### ***Luttes internes aux principales mouvances de l'islamisme sunnite***

Sur le plan de l'idéologie, deux principales mouvances mènent une lutte fratricide pour avoir le *leadership* politique et religieux parmi les Musulmans sunnites de l'ANMO et de la Turquie : le wahhabisme saoudien qui fait parler de lui depuis la poussée d'*Al-Qaida* et de *Daech*, et les Frères musulmans dont le prosélytisme est croissant depuis les Printemps arabes. Cette opposition religieuse, qui rajoute à la fragmentation existante des différentes régions de l'ANMO, est encore aujourd'hui alimentée par des prises de position occidentales ambiguës et plus ou moins heureuses. Après le soutien à des milices djihadistes inspirées par le wahhabisme saoudite pour faire face à l'Armée rouge durant la Guerre froide, les Etats-Unis de Barak Obama soutienne l'accession au pouvoir égyptien des Frères musulmans de Mohammed Morsi, pour une année seulement. Dans les pays du Golfe, certains soutiennent les Frères musulmans comme le Qatar alors que d'autres les combattent « *en dépensant des fortunes pour payer des cabinets de lobbying aux Etats-Unis et en Europe afin de démontrer le danger [qu'ils] pour les valeurs et la stabilité de l'Europe* »<sup>41</sup>.

---

<sup>41</sup> LALONDE Patricia, HENON Philippe, PINATEL Jean-Bernard (général 2s), *Guerre et paix au Proche et Moyen-Orient*, Pôle français de géopolitique réaliste Geopragma, octobre 2020

### *Arabes saoudiens, Iraniens et Américains*

Le soutien américain à l'Arabie Saoudite, bien qu'officiellement toujours effectif, traverse une période de flottement. Les multiples désaccords de ces dernières années révèlent de profondes divergences culturelles et stratégiques. Les Saoudiens sont ainsi surpris par la décision du président Donald Trump en décembre 2018 de retirer les troupes américaines de Syrie, alors même qu'ils accentuaient leurs efforts pour faire tomber le régime de Bachar el-Assad soutenu par l'Iran. Ils portent donc de sérieux doutes sur le maintien à long terme du soutien de l'allié historique, ce qui explique une intensification de leurs relations avec les pays asiatiques. Selon le rapport *Guerre et paix au Proche et Moyen-Orient* du pôle Geopragma, « en 2019, sept des dix premiers pays clients de l'Arabie Saoudite ont été des pays asiatiques (Chine, Inde, Japon, Corée du Sud, Singapour, Taïwan et Thaïlande), qui ont représenté 54 % des exportations du pays »<sup>42</sup>.

Par ailleurs, les Saoudiens et les Iraniens se disputent le *leadership* régional et mettent en œuvre des stratégies d'influence essentiellement basées sur des proxys. « L'Iran appuie ou crée des proxys politico-religieux comme le Hezbollah au Liban en 1982, le soutien au régime de Bachar el-Assad, le soutien de la rébellion houthiste au Yémen. »<sup>43</sup> Tous les moyens sont bons pour déstabiliser les coreligionnaires de la rive d'en face. La guerre devient « hors limites ». Vu des monarchies du Golfe, des Américains et des Israéliens, l'Iran a les moyens de devenir une puissance régionale hégémonique avec,

---

<sup>42</sup> Ibid

<sup>43</sup> Ibid

entre autres, le détroit d'Ormuz comme moyen de pression. Il dispose d'une grande population, d'élites formées, d'une armée de 413 000 militaires et 350 000 réservistes, d'une bonne capacité industrielle et scientifique et cherche à trouver des débouchés à son économie en accédant à la mer Méditerranée au travers du soutien au Hezbollah et à l'actuel régime syrien.

Véritable succès diplomatique sans précédent, le *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA) est affaibli après la sortie de l'accord des Etats-Unis en mai 2018 pour laisser place à une logique de durcissement des postures, iraniennes et américaines.

### ***Les nouveaux arrivants : les Russes et les Chinois***

Les Russes se sont fortement investis dans la région en venant en aide au régime de Bachar el-Assad. Capable de discuter avec toutes les parties depuis le processus d'Astana, réputés pour être fidèles à leurs alliances, ils cherchent à consolider leurs positions en Syrie et à protéger leur accès à la Méditerranée en combinant talent diplomatique et efficacité militaire. Les Chinois semblent mener une même approche apolitique et sécurisent leur accès à l'énergie notamment avec les Iraniens avec qui ils ont trouvé un accord stratégique de vingt-cinq ans pour, entre autres, forer les premiers puits du gisement iranien South Pars. Au-delà de cette stratégie commerciale, la recherche de la paix et le drame humain que connaît la région ne semblent pas être leur première préoccupation.

c) Quel bilan humain dans la région aujourd'hui ?

### ***Des interventions extérieures déstabilisatrices***

Selon le rapport Avicenne<sup>44</sup>, les interventions récentes des pays occidentaux, loin d'avoir une action stabilisatrice, ont contribué au chaos, notamment en Irak, en Libye et en Syrie. L'intervention américaine en Irak n'a pas apporté la démocratie ; elle a surtout libéré les ambitions iraniennes dans la région, notamment en Syrie et au Liban. Par ailleurs, l'*Executive Order* n° 1 de mai 2003 du proconsul américain Paul Bremer, qui a décidé la dissolution du *Baath* et de l'armée irakienne, a conduit des cadres de l'armée et du parti à rejoindre les *insurgents*, notamment *Al-Qaïda* puis *Daech*. Le film documentaire *Homeland : Irak année zéro*<sup>45</sup> qui livre une chronique de la vie quotidienne d'une famille irakienne pendant un an et demi, avant et après l'invasion américaine de 2003, illustre avec acuité les conséquences humaines des erreurs stratégiques américaines.

L'intervention de l'OTAN, menée par la France et la Grande-Bretagne en Libye, a eu des conséquences également négatives. Les conditions de mise en œuvre de la résolution n° 1973 du Conseil de sécurité de mars 2011, ont largement dépassé la « responsabilité de protéger » qui l'inspirait, comme l'a montré le rapport du parlement britannique publié en septembre 2016.

---

<sup>44</sup> BAUCHARD Denis, CHARILLON Frederic, COUSSERAN Jean-Claude, LEVALLOIS Agnès, SCHMID Dorothée, VARENDE Alexis, *Maghreb Moyen-Orient Une priorité de politique étrangère pour la France*, Groupe Avicenne, mars 2017

<sup>45</sup> FAHDEL Abbas, *Homeland : Irak année zéro*, film documentaire franco-iraquien (première partie : Avant la chute, deuxième partie : Après la bataille), sorti en France le 10 février 2016

### ***Des pertes humaines massives***

Le président Emmanuel Macron évoque et déplore la recrudescence des victimes civiles dans son discours aux ambassadeurs et ambassadrices de 2019 : « *Nous sommes dans un monde où les conflits se multiplient et où je vois deux principaux risques. Le premier, c'est que ces conflits font de plus en plus de victimes civiles et changent de nature.* »<sup>46</sup>

La Syrie et le Yémen sont des champs de bataille de l'affrontement par procuration que se livrent l'Arabie saoudite et l'Iran. Depuis 2011, la guerre en Syrie a fait 387 000 morts, dont 117 000 civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Ce bilan n'inclut pas les 88 000 personnes décédées sous la torture dans les prisons du régime, d'après l'Observatoire, ni les milliers de disparus au cours du conflit. La guerre, qui a entraîné des destructions massives d'infrastructures et réduit à néant l'économie du pays, a contraint plus de la moitié de la population d'avant-guerre au déplacement. Selon l'ONU, 6,7 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays tandis que 5,5 millions se sont réfugiées à l'étranger. Un autre cas emblématique est l'Irak qui connaît une situation de guerre depuis la décision de Saddam Hussein d'attaquer l'Iran en 1980, soit depuis plus de 35 ans : au total, le nombre de victimes civiles et militaires dépassent le million de morts pendant cette période. Selon Michel Goya, la guerre menée contre *Daech*, à laquelle la France contribue, est « *la première de notre histoire où les pertes*

---

<sup>46</sup> Discours du président de la République française Emmanuel Macron, Conférence des ambassadeurs et des ambassadrices de 2019, 27 août 2019

*humaines sont civiles à presque 99 % »<sup>47</sup>. Les quatre pays martyrs Syrie, Irak, Yémen et Libye connaissent des victimes, essentiellement civiles, morts, blessés et handicapés qui se comptent par centaines de milliers. Les élites de ces pays ont été décimées, sont en prison ou en exil. Afin de mesurer l'ampleur du drame, quelques comparaisons peuvent être utiles :*

- Première Guerre mondiale : 1,7 millions de Français morts pour 39 millions de Français, soit 4,3 % de la population ;

- Seconde Guerre mondiale : 0,5 million de Français morts pour 42 millions de Français, soit 1,3 % de la population ;

- Guerre du Viet Nam (20 ans) : 3 millions de Vietnamiens morts pour 40 millions de Vietnamiens en moyenne, soit 7,5 % de la population ;

- Guerres entre 1991 et 2014 en Irak (23 ans) : 2,9 millions d'Irakien morts pour 25 millions d'Irakiens en moyenne, soit 11,6 % de la population<sup>48</sup>.

### ***Un manque délétère d'intégration régionale***

Alors que la géographie de l'ANMO présente de nombreux traits communs (milieu physique, extension de la langue arabe et de l'Islam), la région tarde à développer les mécanismes d'intégration économique qui permettraient d'apporter un supplément de prospérité comme dans des régions comme l'Asie, l'Amérique latine ou même l'Afrique. D'autres régions mondiales

---

<sup>47</sup> GOYA Michel, *La drôle de guerre, point de situation*, URL : <https://lavoiedelepee.blogspot.com/2017/09/la-drole-de-guerre-point-de-situation.html>, 25 septembre 2017, consulté le 21 février 2021

<sup>48</sup> NAFEEZ Ahmed, *Des victimes sans valeur : les trois à quatre millions de musulmans tués dans les guerres occidentales depuis 1990*, URL : <https://www.middleeasteye.net/node/40703>, 23 septembre 2015, consulté le 15 février 2021

s'organisent pour assurer au moins 50 % des échanges entre pays d'une même zone. Dans ce domaine, l'ANMO est au dernier rang derrière l'Afrique subsaharienne<sup>49</sup>. Les raisons de ce manque d'intégration sont multiples : manque de cohésion entre les Etats, constructions politiques complexes et instables, volonté d'isolement de la part des Etats. Selon Jean-François Drevet :

*« Les uns refusent de partager l'eau, les autres le pétrole. Le protectionnisme et les politiques d'exclusion, comme dans la gestion de la main-d'œuvre immigrée, ont accentué les inégalités et réduit la croissance de l'ensemble de la région. »*<sup>50</sup>

A cela s'ajoute les effets négatifs des interventions occidentales. Selon George Corm, *« la volonté d'instaurer la démocratie dans le monde arabe n'était en réalité qu'une propagande impérialiste visant à réorganiser les "États arabes", voire leurs partitionnements dans l'intérêt de l'entité occupante de la Palestine »*<sup>51</sup>.

La circulation des personnes et des marchandises est limitée par d'innombrables obstacles politiques et techniques, comme le montre par exemple le traitement réservé aux travailleurs immigrés dans les pays pétroliers. Et pourtant, selon l'étude d'opinion 2019-2020 publiée en octobre 2020 par l'*Arab center for research and policy studies*<sup>52</sup>, un total de 81 % des sondés

---

<sup>49</sup> DREVET Jean-François, *Le Moyen-Orient en manque d'intégration régionale : perspectives de mobilisations transnationales à partir de l'eau et du pétrole*, Revue EchoGéo, septembre 2013

<sup>50</sup> Ibid

<sup>51</sup> CORM George, *Les Arabes : de la dynamique de l'échec à l'autodestruction*, traduit de l'arabe le 9 décembre 2018 par Sakhr Benhassine, Revue Confluences Méditerranée, L'Harmattan, pages 225 à 241, 2019

<sup>52</sup> *The 2019 – 2020 Arab Opinion Index, Main results in brief*, Arab Center for Research and Policy Studies, URL : <https://www.dohainstitute.org/en/News/Pages/ACRPS-Announces-the-Results-of-the-Arab-Opinion-Index-2019-2020.aspx>

ont soutenu le sentiment que les différents peuples arabes formaient une seule nation, alors que seulement 16 % soutenaient la thèse selon laquelle « *les peuples arabes sont des nations distinctes, liées entre elles par des liens ténus* ». Cette absence de transnationalité rend plus coûteux et plus difficile le développement de la région, explique l'accroissement des écarts entre les nantis et les autres et contribue à alimenter des conflits déjà très nombreux.

La rareté de la ressource en eau a entraîné sa surexploitation, notamment au cours de la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. La mauvaise qualité des relations internationales accentue le « chacun pour soi », c'est-à-dire les prélèvements inconsidérés, éventuellement les « guerres de l'eau » où s'affrontent les pays riverains. Selon Jean-François Drevet, « *si on manque d'eau, on ne risque pas de manquer de pétrole, car le "pays de l'or noir" continue de recéler des réserves abondantes* »<sup>53</sup>. En moyenne, l'apport des exportations de pétrole au niveau de l'ensemble de la région est d'environ 2 600 dollars par habitant par an, ce qui fournit en principe une bonne base de développement à ses 361 millions d'habitants. Mais la moitié de cette population, 180 millions d'habitants, réside dans des pays qui ont très peu ou pas du tout de pétrole<sup>54</sup>. Comme pour l'eau, les pays qui disposent de la ressource en hydrocarbures ne sont pas disposés à la partager. Mais les conséquences y sont plus graves, tant les écarts de revenus sont importants.

---

<sup>53</sup> DREVET Jean-François, *Le Moyen-Orient en manque d'intégration régionale : perspectives de mobilisations transnationales à partir de l'eau et du pétrole*, Revue EchoGéo, septembre 2013

<sup>54</sup> Ibid

### ***Transition démographique et sociale***

L'ensemble de la région traverse une transition démographique et sociale majeure. Le rapport d'Hakim El Karoui<sup>55</sup> pour l'Institut Montaigne décrit l'ensemble des paramètres chiffrés permettant de qualifier cette évolution. L'annexe 2 reprend les principaux résultats de cette étude.

En conclusion de ce paragraphe sur le bilan humain dans la région, les populations sont les premières victimes de décennies de conflits et de mauvaises gestions politique et stratégique. Ce résultat ne peut laisser indifférent. Comme précisé en conclusion du rapport *Guerre et paix au Proche et Moyen-Orient* du pôle Geopragma, « une déstabilisation croissante telle que celle menée par les Etats-Unis poussera les pays dans leurs retranchements les plus durs (dont le nucléaire) et apportera encore plus de désespoir à leurs populations premières victimes »<sup>56</sup>.

d) Les enjeux pour la France et l'Europe

### ***Le terrorisme***

La menace terroriste persiste et frappe encore aujourd'hui en France et en Europe et risque d'affecter encore longtemps l'ANMO et son environnement proche, l'Europe au premier chef.

---

<sup>55</sup> EL KAROUI Hakim, *Nouveau monde arabe, nouvelle « politique arabe » pour la France*, Institut Montaigne, août 2017

<sup>56</sup> LALONDE Patricia, HENON Philippe, PINATEL Jean-Bernard (général 2s), *Guerre et paix au Proche et Moyen-Orient*, Pôle français de géopolitique réaliste Geopragma, octobre 2020

### ***Flux de réfugiés***

L'Europe a été et reste soumise à une importante pression migratoire en raison de l'état de guerre de nombreux pays de l'ANMO, en Syrie, en Irak, en Libye et au Yémen mais également au Soudan, au Sahel ou en Somalie dont les populations fuient pour leur survie. Près de six millions de réfugiés syriens ont fui la guerre civile syrienne et près de la moitié s'est installée en Turquie où elle vit dans des conditions précaires. L'Europe est une destination alternative, une région en paix et une source d'emplois pour ces réfugiés. Ces migrations s'expliquent également par l'incapacité des pays du sud de la Méditerranée à créer les emplois nécessaires pour accueillir les nouvelles générations de jeunes. Cet afflux massif a des conséquences dans les politiques intérieures des pays européens et contribue à revigorer les partis populistes ou d'extrême droite.

### ***Partenariats économiques***

L'Union européenne est le premier partenaire économique des pays du Moyen-Orient. Selon le rapport d'Hakim El Karoui pour l'Institut Montaigne<sup>57</sup>, il y a plus d'échanges commerciaux entre la France et le monde arabe qu'entre la France et la Chine. Même si l'on constate une érosion des parts de marché françaises au sein de l'ANMO en raison de la percée de la Chine et de l'Inde (13,8 % et 6,3 %), la France a réussi à maintenir son excédent commercial (89 millions d'euros) dans un contexte marqué par la remontée du prix de pétrole. L'ANMO demeure une source cruciale pour

---

<sup>57</sup> EL KAROUI Hakim, *Nouveau monde arabe, nouvelle « politique arabe » pour la France*, Institut Montaigne, aout 2017

l'approvisionnement énergétique français et représente un tiers des approvisionnements français en pétrole (21 milliards d'euros en 2016) vient d'ANMO (Arabie, Iran, Algérie, Libye) et 15 % des approvisionnements en gaz (Algérie, Qatar). Par ailleurs, la France est une destination privilégiée des investissements en provenance de l'ANMO. Selon la Banque de France, 10 milliards d'euros d'investissements directs étrangers en 2016 sont en provenance de l'ANMO sur un stock total de plus de 600 milliards d'euros.

### ***Des intérêts de politique intérieure pour la France***

La France a des intérêts nationaux spécifiques en ANMO qui ne coïncident pas forcément avec ceux de ses partenaires et alliés, en raison notamment des liens historiques évoqués dans le paragraphe 1.2.2.a. A cet intérêt historique, s'ajoutent des intérêts politiques qui peuvent avoir des répercussions en termes de politique intérieure. Le fait que la France dispose de la communauté arabe la plus importante d'Europe est un élément important à prendre en compte. Les événements qui se déroulent en ANMO sont suivis de près et souvent de façon émotionnelle par cette communauté. A l'heure de la psychologisation des rapports sociaux, de la sociologie, de la mode du *coaching* tous azimuts et du *leadership* bienveillant, ce dernier point est un élément de compréhension qui peut être utile pour les chefs qui décident et qui sont garants de la cohésion nationale.

### ***Stratégies menées par les autres Etats***

Comme avoué par le président Emmanuel Macron lors du discours aux ambassadeurs et aux ambassadrices en aout 2019 : « *Regardons l'Inde, la Russie et la Chine.*

*Elles ont une inspiration politique beaucoup plus forte que les Européens aujourd'hui. [...] Elles pensent le monde avec une vraie logique, une vraie philosophie, un imaginaire que nous avons un peu perdu* ». Mais en ANMO, aucun des grands acteurs mondiaux ne semble déployer une stratégie visant la paix dans la région. Chacun cherche à maximiser ses intérêts économique, énergétique et idéologique et ferme les yeux sur l'entropie qu'il peut rajouter indirectement au chaos existant : Etats-Unis, Royaume Uni, Russie, Chine, Turquie, Inde.

Ainsi l'Europe et plus particulièrement la France se trouvent confrontées à un triple défi : retrouver une influence dans cette zone de turbulences ; faire face à une menace terroriste majeure ; réguler des flux de migrants qui contribuent à les déstabiliser politiquement. Une vision stratégique pour contrer le chaos entretenu de l'intérieur et de l'extérieur est nécessaire. La résolution de ces défis passe par l'apaisement du tumulte sociétal qui travaille toute la région et qui doit être au cœur des politiques étrangères européennes.

### *1.2.3 Quelle ambition française actuelle dans la région ?*

#### a) Rappel historique de la notion de « politique arabe » française

En mettant fin à la guerre d'Algérie, De Gaulle souhaitait que la France trouve son chemin dans un monde arabe décolonisé et y reprenne une place de choix. Conseillé par Couve de Murville, il va alors mettre sur pied une véritable « politique pro-arabe » à grande échelle. Les raisons qui le poussent sont d'abord essentiellement liées

à des projets géopolitiques, selon une approche rationnelle basée sur les échanges commerciaux : l'approvisionnement en hydrocarbures pour une France en pleine croissance économique et industrielle ; les perspectives de développement économique et démographique arabe annonçant l'émergence de marchés attractifs. Mais cette nouvelle politique arabe est également motivée par une vision de grandeur de la France en proposant une troisième voie alternative aux blocs est-ouest. « *La grande importance politique stratégique des bassins du Nil, de l'Euphrate, de la mer Rouge et du golfe Persique est maintenant assortie d'une valeur économique de premier ordre. Tout nous commande de reparaitre au Caire, à Damas, à Amman, à Bagdad, à Khartoum, comme nous sommes restés à Beyrouth* », affirmait-il dans ses *Mémoires d'espoir* (1958-1962). Cette impulsion stratégique gaullienne perdura avec Valéry Giscard d'Estaing qui fit voter la France pour l'admission à l'ONU de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Valéry Giscard d'Estaing poursuivit son action en faisant accepter aux Européens la Déclaration de Vienne, proclamant le droit à l'autodétermination de la Palestine et décida la construction de l'Institut du Monde Arabe (IMA) en vue d'améliorer les relations diplomatiques entre la France et les pays arabes. Des traces de la stratégie gaullienne furent encore détectées dans la politique arabe de Jacques Chirac qui conclut en 1997 le « partenariat stratégique global » avec les Emirats arabes unis comprenant notamment la réalisation du Louvre d'Abou Dhabi et l'Université Paris-Sorbonne - Abou Dhabi et qui refusa de suivre les Etats-Unis en Irak en 2003.

b) La stratégie française contemporaine ambitionnée

A partir de la présidence de Nicolas Sarkozy, la politique arabe de la France semble prendre une autre tournure. L'héritage gaullien a laissé place à une politique marquée par un progressif tropisme euro-atlantique qui se caractérise par une priorité donnée aux pays du Golfe. C'est l'émergence d'un « islamo-atlantisme » qui ne dit pas son nom. La France de François Hollande ralliera ainsi les Etats-Unis empêtrés dans leur lutte contre *Daech* dans un territoire ravagé par l'invasion de 2003. Elle montre également un soutien de plus en plus accru à la communauté sunnite libanaise et à son parrain saoudien au détriment des autres communautés. Mais, depuis les Printemps arabes, la stratégie française dans la région reste difficile à lire. Le virage et la direction empruntée à partir de 2007 se caractérisent par la fin de l'alliance avec les régimes autoritaires laïcs, un rapprochement avec le Golfe et un dialogue offensif avec l'Iran.

Le président Emmanuel Macron se démarque de ses deux prédécesseurs car il redonne l'espoir d'un retour vers l'autonomie et le non alignement qui ont primé en France depuis 1945. Il mène alors une politique étrangère qui se veut ambitieuse et qui vise à redonner à la France son poids et son influence au Moyen-Orient. Faisant preuve de prouesses diplomatiques sur certains dossiers, au moment du retrait américain du JCPOA ou pour reconforter le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas reçu à Paris à la suite de l'annonce faite par le président américain Donald Trump à Jérusalem, il fera passer de nombreux messages marquants lors de la conférence des ambassadeurs et ambassadrices de 2019. Il affirmera que les erreurs des Occidentaux et les choix américains au

Proche et Moyen-Orient conduisent à « *revisiter certaines implications dans des conflits au Proche et Moyen-Orient et ailleurs, et à repenser une stratégie profonde, diplomatique et militaire et parfois des éléments de solidarité dont nous pensions qu'ils étaient intangibles pour l'éternité même si nous avions constitué ensemble dans des moments géopolitiques qui pourtant aujourd'hui ont changé* ». Il insiste alors sur la nécessité de mener une « *stratégie de l'audace et de la prise de risque* » et défend l'idée d'autonomie de décision stratégique sur la base de ce qui caractérise les politiques étrangères de la France et de l'Europe, l'équilibre et l'humanisme : « *nous devons avoir notre propre stratégie parce que cette stratégie est au service de nos intérêts et, au fond, de notre utilité dans le concert du monde. [...] Si la France et l'Europe n'ont pas de l'audace pour revisiter leurs schémas de pensée, leurs automatismes, réinvestir les instances internationales, personne ne le fera pour nous. [...] Nous sommes le seul espace géographique qui a mis l'homme avec un grand H au cœur de son projet à la Renaissance au moment des Lumières et à chaque fois nous avons eu à nous réinventer. [...] Pour parvenir à cet objectif dans ce désordre, je crois que ce que nous devons faire très profondément, c'est jouer notre rôle, au fond, de puissance d'équilibre.* » Avant de poursuivre sur la nécessité de « *construire un partenariat renouvelé avec la Méditerranée et l'Afrique. Ce partenariat est au fond notre politique de voisinage stratégique. Mais il est indispensable là aussi de la poursuivre, de la relancer.* » Mais un entretien mené avec un des responsables du service « Affaires stratégiques et de la cyber-sécurité » du MEAE a permis de confirmer que la France n'a pas, aujourd'hui, de vision à long terme et œuvre essentiellement sur le court et le moyen terme.

Quant à l'Union européenne, elle reste une puissance faible en termes de *hard power* en raison des difficultés persistantes pour élaborer une politique commune à 27 Etats. En revanche, le domaine du *soft power* reste son grand point fort.

#### *1.2.4 Au-delà de l'ambition, quelle position stratégique réelle dans la région aujourd'hui ?*

##### a) Les succès

La plupart des succès stratégiques dans la région se présentent sous la forme de coups diplomatiques. Par exemple, au Conseil européen de 1980 à Venise, ce sont les Européens avec les Français qui ont inventé la solution du conflit israélo-palestinien, ou en tout cas qui l'ont adoptée comme la seule possible : deux peuples, deux Etats dans des frontières sûres et reconnues. La déclaration de Venise du 13 juin 1980 stipule que « *eu égard aux liens traditionnels et aux intérêts communs qui unissent l'Europe au Moyen-Orient, les neuf Etats membres de l'Union européenne se doivent de jouer un rôle particulier dans la région et d'œuvrer de façon plus concrète en faveur de la paix* »<sup>58</sup>. Compte tenu de l'état actuel du Moyen-Orient et de l'Europe après l'intervention américaine en Irak en 2003 et des révélations sur l'inexistence d'armes de destruction massive, le monde entier pense que Dominique de Villepin avait raison d'annoncer que la France ne suivrait pas les Etats-Unis en février 2003 à l'ONU. Le président Emmanuel Macron joue également la tactique des coups positifs. Alors candidat à la présidentielle, il affirme en voyage en Algérie

---

<sup>58</sup> Déclaration du Conseil européen sur le Moyen-Orient lors de la réunion de Venise le 13 juin 1980, annexe 3

que la colonisation « *est un crime contre l'humanité, [...] une vraie barbarie et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face en présentant aussi nos excuses à l'égard de celles et ceux vers lesquels nous avons commis ces gestes* ». En mars 2021, il décide de faciliter la déclassification des archives de la guerre d'Algérie. De plus, son intervention est cruciale pour la libération du président libanais Saad Hariri détenu en Arabie Saoudite en automne 2017. En août 2002, la révélation du lancement par l'Iran d'un programme d'enrichissement d'uranium et de production de plutonium non déclaré à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) a offert à la France l'occasion de briller au plan diplomatique. Alors que les Américains s'entêtent sur leur stratégie de changement de régime, la France ouvre la voie à une négociation constructive avec l'Iran en ralliant dans ses rangs l'Allemagne et la Grande-Bretagne (format EU3) et en définissant un état final recherché comme dans l'art militaire opératif. Cette démarche réinvestie par les Etats-Unis en y rajoutant une couche de diplomatie parallèle (*Track II diplomacy*) mènera au succès du JCPOA en 2015.

#### b) Les échecs

« *On voit plutôt les mouvements terroristes prospérer même si la coalition internationale en Syrie a permis une première réponse efficace mais incomplète* »<sup>59</sup>. Tels sont les propos du président français au forum de Lugano en août 2020. La France est donc bien consciente que la réponse militaire pour lutter contre le terrorisme est « incomplète ». Cela signifie aussi que tant que la stratégie

---

<sup>59</sup> Message du président Emmanuel Macron, Forum Moyen-Orient Méditerranée de Lugano, 29 août 2020

restera « incomplète », l'action militaire ne connaîtra pas de fin. Pire, selon Caroline Galactéros, « *l'Occident ne mène pas la guerre contre le terrorisme sunnite ou alors de façon très résiduelle : il le nourrit, le conseille, l'entraîne* »<sup>60</sup>. Par ailleurs, sur le plan de la méthode, les opérations en coalitions occidentales auxquelles la France s'est agrégée « *ont relevé de la guerre punitive ou bellum punitivum, forme conflictuelle considérée par Kant comme particulièrement dangereuse pour les équilibres internationaux* »<sup>61</sup>. En Libye, la France a fortement contribué à créer le chaos qu'elle n'est plus capable de gérer. Elle a essayé de faire la paix à la conférence de la Celle-Saint-Cloud, avec le président Emmanuel Macron déclarant que la France « *avait eu tort de faire la guerre de cette manière en Libye* ». L'initiative s'est malheureusement soldée par un échec. Dans la région, la France fait face également à des situations d'humiliation par ses propres alliés. A l'été 2013, Barack Obama a dû renoncer à frapper directement Damas au prétexte d'un usage d'armes chimiques alors même que la France était vent debout pour intervenir. En novembre 2019, le président français est mis devant le fait accompli par l'offensive turque dans le nord-est de la Syrie contre les Kurdes soutenus par la France, avant d'annoncer que l'OTAN est en « *état de mort cérébrale* ».

La politique étrangère française fonctionne selon « *une dialectique problématique d'affichage et de contradiction* »

---

<sup>60</sup> GALACTEROS Caroline, *Vers un nouveau Yalta, La décision de Vladimir Poutine humilie la diplomatie française*, 11 octobre 2016

<sup>61</sup> MOTTE Martin, SOUTOU Georges Henri, DE LESPINOIS Jérôme, ZAJEC Olivier, *La mesure de la force, traité de stratégie de l'Ecole de guerre*, Paris, Editions Tallandier, 2019, 414 p.

*totale avec les valeurs* »<sup>62</sup>. D'un côté, elle condamne les crimes commis au Yémen et l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, de l'autre, elle poursuit le commerce des armes à l'Arabie Saoudite, alors même que d'autres pays comme l'Allemagne suspendent leurs ventes d'armes. En priorisant ses intérêts commerciaux, c'est-à-dire en menant essentiellement une diplomatie de court-terme centrée sur l'économie, elle perd *in fine* en crédibilité et en cohérence. Elle finit par être perçue par les Saoudiens « *comme une puissance de second rang* », comme avancé par Pierre Conesa.

L'image de la France en ANMO se dégrade auprès des populations civiles qui éprouvent un fort ressentiment envers l'Occident en général. Selon l'étude d'opinion 2019 - 2020 publiée en octobre 2020 par l'*Arab center for research and policy studies*<sup>63</sup>, les politiques étrangères perçues le plus négativement par les populations arabes sont celles des Etats-Unis, de la Russie, de l'Iran et de la France, avec respectivement 58 %, 41 %, 58 % et 39 % d'opinions négatives. Concernant la France, 58 % des sondés voient négativement l'action de la France en Libye, 53 % pour l'action en Palestine, 53 % pour l'action en Syrie et 51 % pour l'action au Yémen.

---

<sup>62</sup> SCHMID Dorothée dans *Les politiques arabes de la France*, Emission « Politique ! » par Hervé Gardette, France culture, URL : <https://www.franceculture.fr/emissions/politique/les-politiques-arabes-de-la-france>, 26 mai 2018

<sup>63</sup> *The 2019 – 2020 Arab Opinion Index, Main results in brief*, Arab Center for Research and Policy Studies, URL : <https://www.dohainstitute.org/en/News/Pages/ACRPS-Announces-the-Results-of-the-Arab-Opinion-Index-2019-2020.aspx>

### c) Les points de perfectionnement reconnus

Les objectifs stratégiques recherchés au travers de l'Union pour la Méditerranée n'ont pas été atteints. Les Printemps arabes à partir de 2011 ont constitué une chance de refondation de la coopération sur des bases plus solides que l'Union européenne et la France n'ont pas su saisir. Malgré les efforts français pour dynamiser l'Union au travers de projets concrets, « *l'édifice institutionnel, s'il a trouvé sa place de catalyseur potentiel, demeure bien fragile dans le contexte euro-méditerranéen* »<sup>64</sup>. Une nouvelle opportunité risque de se présenter lorsque les effets économiques et sociaux de la pandémie de COVID-19 se feront davantage sentir tout autour de la Méditerranée.

Ensuite, le succès des opérations militaires ne garantit pas, à lui seul, des résultats politiques solides et durables, comme on l'a vu en Libye et comme on commence à le voir au Sahel. Nous le verrons en deuxième partie, le terrorisme n'est pas la cause primaire des bouleversements que connaît l'ANMO.

Enfin, la période où la France agissait de manière indépendante pour ses intérêts semble révolue. Elle ne peut plus agir seule.

### d) Les *Peer competitors*

La France s'est toujours présentée à la fois comme l'allié et le *challenger* des États-Unis dans la région. Le président Macron affirme à propos du processus de paix

---

<sup>64</sup> THEBAULT Vincent, ELLISALDE Bernard, *Géopolitique de l'Europe*, 4<sup>ème</sup> édition, Paris, Nathan, 2015, 400 p.

au Proche-Orient, lors de la Conférence des ambassadeurs et ambassadrices de 2019 : « *Je pense que les initiatives qui viennent du bout du monde ont généralement peu de succès. Mais je suis aussi convaincu d'une chose, c'est que le statu quo ne fonctionne pas et qu'il n'est pas soutenable.* » Par ailleurs, compte tenu du réinvestissement russe au Moyen-Orient au travers de la guerre civile syrienne et en Afrique du Nord, la France doit composer avec la Russie.

En conclusion de cette première partie, la France ne pèse plus suffisamment stratégiquement dans la région, au grand dam des populations qui souhaitent voir le retour de la France indépendante de De Gaulle, la troisième voix qui aura dit non en 2003, l'Etat qui a fait avancer le processus de paix au Proche-Orient. Laisser s'enfoncer une région avec laquelle les liens humains, économiques et historiques sont si forts, c'est courir le risque pour sa propre sécurité et c'est accepter le déclassement stratégique évoqué dans l'actualisation 2021 de la Revue stratégique de défense et de sécurité de 2017. Redresser les budgets de défense pour mener la stratégie militaire souhaitée est une réponse, mais elle est « incomplète » : il est nécessaire de définir une stratégie à long terme, courageuse, structurante et complète, dans la région qui nous concerne le plus directement en l'état actuel du monde et de la géographie : l'ANMO.

## **2/ La région ANMO, clé de la résurgence stratégique française et européenne – quel plan stratégique à moyen et long terme ?**

*« Je n'ai aucun désir de richesse. Je n'ai aucun désir de célébrité. J'ai une profonde croyance en la possibilité d'une vie meilleure, mais aussi une perception cruelle de la malignité et de la corruption du monde dans lequel nous vivons. J'ai l'intense conviction que la vie pourrait être riche en beauté, et reposer sur des valeurs, mais aussi une connaissance réelle de sa brutalité et de la souffrance qu'elle impose. Je suis le produit d'une civilisation qui possède à la fois la puissance et la connaissance pour créer un paradis sur terre, mais qui manque de foi et de dévotion ; une civilisation ivre de puissance, à l'égoïsme incontrôlé, qui court tête baissée vers la destruction en entraînant le reste du monde vers un désastre final. Je perçois clairement, bien trop clairement, sa course fatale. »<sup>65</sup>*

*Nicholas J. Spykman, extrait de journal personnel (1925)*

### **2.1 De l'importance stratégique de la région ANMO**

Les thèses de géostratégie de Spykman ont montré leur pertinence dans l'histoire. Par ailleurs, comme avancé par Martin Motte, « *la méthode comparatiste est la voie royale en stratégie* »<sup>66</sup>. Après un rappel sur les principaux résultats de Spykman, nous mettrons en lumière

---

<sup>65</sup> ZAJEC Olivier, *Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine : Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales*, Paris, Editions Pups, 2016, 603 p.

<sup>66</sup> MOTTE Martin, SOUTOU Georges Henri, DE LESPINOIS Jérôme, ZAJEC Olivier, *La mesure de la force, traité de stratégie de l'Ecole de guerre*, Paris, Editions Tallandier, 2019, 414 p.

l'argument géostratégique démontrant la nécessité d'un investissement stratégique franco-européen dans la région ANMO.

### 2.1.1 La théorie : le Rimland de Spykman

#### **Définitions du Rimland et des Rimlands**

Le terme *Rimland* signifie « terres bordières ». Dans la pensée spykmanienne, cet ensemble comprend des *Rimlands* qui sont l'Europe, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud-Est et la Chine et entoure le *Heartland* russe (cf. annexe 4). La sociologie des relations internationales de Spykman est « centrée sur l'équilibre des voisinages régionaux et "tend vers l'oligopolarité" »<sup>67</sup>, contrairement à la bipolarité Terre – Mer défendue par Sir Halford John Mackinder. Le concept de *Rimland* est au cœur de sa thèse car selon lui, il contient des « franges côtières qui, compte tenu de leur potentiel économique et démographique seraient susceptibles de donner une puissance extraordinaire à l'Etat du Rimland capable de coordonner les Etats du même domaine »<sup>68</sup>.

#### **Configurations régionales et structures sociales internes possibles**

Dans *Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine : Un itinéraire intellectuel aux*

---

<sup>67</sup> ZAJEC Olivier, « Je ne crois pas que l'on puisse diviser le monde en bons et en méchants » : *Nicholas Spykman et l'influence réelle du codage géopolitique sur la stratégie américaine de containment*, Presses Universitaires de France, Relations internationales, 2015/2 n° 162, pages 95 à 110

<sup>68</sup> ZAJEC Olivier, *Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine : Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales*, Paris, Editions Pups, 2016, 603 p.

*origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales*, Oliver Zajec livre une analyse de l'itinéraire intellectuel de Spykman afin d'avoir une compréhension profonde des thèses entourant le concept de *Rimland*. Particulièrement utile pour notre démonstration, nous en extrayons ici les idées forces.

D'abord, Spykman s'inspire des réflexions du sociologue Georg Simmel qui met l'interaction entre les individus au cœur de ses travaux pour définir trois types d'interactions étatiques possibles : « *l'Etat fort entouré de deux Etats faibles ; l'égalité relative de puissance entre voisins ; l'Etat faible entouré de deux Etats forts* »<sup>69</sup>. Ces configurations sont à rapprocher de « *"l'arbitre non partisan", ou "le Médiateur" (qui apaise les tensions entre les deux autres éléments, servant ainsi l'unité du groupe) ; le Tertius gaudens (le troisième élément fait des relations entre lui et les deux autres un moyen ordonné à ses propres fins, il poursuit ses propres objectifs) ; et enfin Divide et Impera (le troisième élément crée lui-même une antithèse entre les deux autres éléments, antithèse dont il va profiter)* ». Traduisant Simmel, « *Spykman écrivait que ces relations triadiques "adviennent pas seulement entre individus, mais aussi comme relations entre groupes, [...] manifestes dans les alliances militaires, les combinaisons politiques ou les associations économiques"* »<sup>70</sup>.

---

<sup>69</sup> Ibid

<sup>70</sup> Ibid

Spykman complète cette classification de relations entre Etats par les structures internes aux Etats en s'inspirant des trois notions clé issue de la pensée de Simmel :

- « - *Wechselwirkung* : "effets de changement", mouvement d'attraction répulsion dans le monde humain, un processus qui "ferait société", ensemble des interactions du contenu social ;
- *Vergesellschaftung* (le plus connu) : mise en forme de cet ensemble d'interactions ("socialisation" puis sociation) ;
- *Tausch* : échange. »<sup>71</sup>

Selon Olivier Zajec :

« Chez Simmel, le "faire société" se concrétiserait donc en trois temps. Le stade le plus abstrait et le plus général serait la *Wechselwirkung*, en tant que "mouvement" de fermentation du contenu social ; le stade le plus concret et le plus incarné serait le *Tausch* (échange), en tant que phénomène de mise en relation intense des groupes humains ; le moyen terme de ce changement de degré (et non de nature) entre *Wechselwirkungen* et *Tausch* serait la *Vergesellschaftung*, la sociation formelle au sens propre, agissant comme révélateur macroscopique des *Wechselwirkungen* particulières. »<sup>72</sup>

De ces deux descriptions, découle la classification ci-dessous avec un type particulièrement dangereux qui ressort du lot : le type géo-sociologique hégémonique résultant de la combinaison du type 1 *Divide et Impera* avec un déséquilibre social interne.

---

<sup>71</sup> Ibid

<sup>72</sup> Ibid

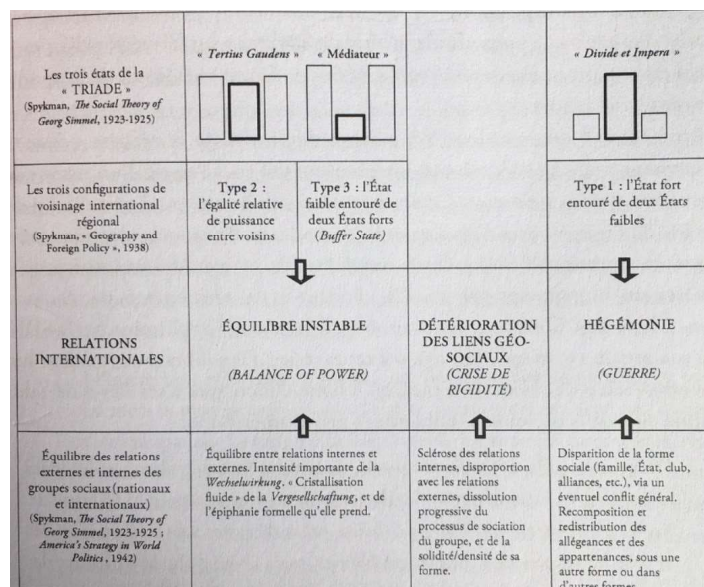


Figure n° 1 : Les mécanismes de la géo-sociologie de Nicholas John Spykman : une synthèse – Olivier Zajec<sup>73</sup>

Selon Olivier Zajec, la crainte première de Spykman était « qu'une puissance "rimlandienne", en particulier en Europe occidentale ou en Extrême-Orient, ne soit en mesure d'atteindre le type géo-sociologique 1 de cette grille de lecture simmelienne, à savoir le "Divide et Impera", prélude à une montée en puissance hégémonique ». C'est pour cela qu'il préconisait une participation des États-Unis aux interactions politiques entre unités étatiques du *Rimland* et qu'il se déclarait contre le projet d'unification politique de l'Europe de l'Ouest. « C'est cette Europe elle-même dont il craint la

<sup>73</sup> Ibid

*puissance pour l'avenir, et non forcément celle de la Russie heartlandienne, fut-elle soviétique. »<sup>74</sup>*

Selon Olivier Zajec, « deux éléments peuvent empêcher ou freiner une telle dérive : d'une part, sur le plan externe, l'organisation de mécanismes régionaux de concertation (des "SDN régionales") ; d'autre part, sur le plan interne, l'obtention d'une *Vergesellschaftung* stable des groupes sociaux constitutifs de chaque Etat partie à ces mécanismes de concertation ».

Il poursuit :

*« Ce que Spykman souhaite, c'est trouver un instrument diplomatique opératoire visant à atténuer le degré d'occurrence de ce type géo-sociologique hégémonique [...], en laissant aux Etats du rimland le choix entre un rôle du type 2 (tertius gaudens) ou un rôle du type 3 (médiateur), dans le cadre oscillant d'un balance of power imparfait. La montée aux extrêmes est ainsi freinée par des stabilisateurs automatiques de nature sociologique, organisés autour de groupes de pairs coalescents. Le rimland de Spykman n'a pas vocation à être le lieu des oppositions, mais, par excellence, celui des interactions. »*

Spykman souligne enfin l'importance du rôle des hommes d'Etat dans l'équilibrage des relations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des Etats. Selon lui :

*« Préserver l'ordre d'un Etat ne consiste pas à désigner une fois pour toutes la solution supposée à tous les problèmes, mais revient plutôt à prendre des décisions qui, quotidiennement, aplaniront les frictions humaines, équilibreront les forces sociales et favoriseront les compromis politiques. Ceci implique de décider, en des circonstances changeantes, ce qui mérite d'être préservé,*

---

<sup>74</sup> Ibid

*et ce qui doit être modifié. Préserver l'ordre de la société internationale est un problème de la même nature. »*

*2.1.2 De la pertinence historique et contemporaine de la pensée de Spykman*

*« Le besoin de sens et de lien est partout, envahissant et désordonné, mais ne reçoit aucun écho crédible. »<sup>75</sup>*

*Caroline Galactéros (2013)*

Trois exemples concrets donne de la force à la construction géo-sociologique décrite ci-dessus.

D'abord, le type hégémonique a existé durant la Seconde Guerre mondiale avec l'Axe germano-japonais, alliance entre *Rimland* européen et *Rimland* extrême-oriental. Olivier Zajec décrit parfaitement la mécanique spykmanienne ayant donné naissance à l'Allemagne des années 1930 – 1940 :

*« L'Allemagne, qui gagne en puissance aux dépens des pays d'Europe centrale et de la France [qui montre le] même schéma externe de Divide et Impera, connaît à ce moment de son histoire un ordre social intérieur que travaillent d'une part les décrets de 1919 (le Versailler Diktat), et d'autre part l'idéologie expansionniste et révisionniste du national-socialisme, lequel obtient de surcroît à partir de 1933 un contrôle social interne total de la nation. La communauté allemande est dès lors "décrétée" : la Vergesellschaftung correspondante est instable en raison même de sa rigidité. Les "effets de changement" internes évaporés, la compensation se traduit sur le plan externe par un élan irraisonné de*

---

<sup>75</sup> GALACTEROS-LUCHTENBERG Caroline, *Manières du monde Manières de guerre*, Paris, Editions Nuvis, 2013, 146 p.

*reconquête de nouveaux territoires. C'est très précisément cette conjoncture entre le Divide et Impera externe et le déséquilibre interne de la Vergesellschaftung (déséquilibre dû à la rigidité et non à la fluidité) qui est redouté par Spykman, lequel a toujours déclaré vouloir "équilibrer les relations internes et externes". »<sup>76</sup>*

Ensuite, la construction européenne après la Seconde Guerre mondiale est l'exemple parfait de l'équilibre trouvé entre Etats du *Rimland*. Elle démontre la nécessité pour chacun des protagonistes de ne plus voir en l'autre l'ennemi à abattre à tout prix et de renouer avec les ennemis d'hier. La paix et la prospérité que connaît l'Europe de l'Ouest pendant cinquante ans n'est-elle pas finalement ce fameux mécanisme régional de concertation, cette « SDN » régionale, cet « *instrument diplomatique opératoire visant à atténuer le degré d'occurrence de ce type géo-sociologique hégémonique [...], en laissant aux Etats du rimland le choix entre un rôle du type 2 (tertius gaudens) ou un rôle du type 3 (médiateur), dans le cadre oscillant d'un balance of power imparfait* » ?

Enfin, la trajectoire suivie par les Etats-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale offre l'illustration d'une puissance dérivant d'une position initiale de *tertius gaudens*, manifestée essentiellement au sein du *Rimland* européen (OTAN, UE), vers une position de *Divide et Impera* avec un contrepoids rimlandien européen et heartlandien russe faible, manifestée essentiellement au sein du *Rimland* moyen-oriental. On peut effectivement

---

<sup>76</sup> ZAJEC Olivier, *Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine : Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales*, Paris, Editions Pups, 2016, 603 p.

voir l'interventionnisme des Etats-Unis, en tant que membre extérieur de la « ligue régionale » européenne en formation entre 1950 et les années 1990, comme moyen de rééquilibrer les relations au sein du groupe rimlandien européen.

Cité par Olivier Zajec dans son livre, Spykman précise : « *Le groupe dyadique manifeste à la fois une synthèse et une antithèse. L'arrivée d'un troisième élément signifie une transition, une conciliation, la renonciation tant à la réciprocité immédiate qu'à l'opposition directe.* » Olivier Zajec termine en alertant : « *Encore faut-il que ce troisième élément ne recherche pas lui-même l'hégémonie, et ne règle pas lui-même sa conduite selon les canons d'une idéologie qui confondrait sa morale particulière avec la morale universelle ...* »<sup>77</sup>.

Cette dérive vers l'hégémonie décrite ici est bien celle que les Etats-Unis semble avoir empruntée, notamment après la chute de l'URSS. Hégémonie qui s'exprime dans toute sa puissance au Moyen-Orient depuis 2001, sur une base idéologique néo-conservatrice opposant le Bien et le Mal. A travers leur action au Moyen-Orient, les Etats-Unis constituent un exemple contemporain de « *cette conjoncture entre le Divide et Impera externe et le déséquilibre interne de la Vergesellschaftung* » tant crainte par Spykman. L'échec actuel de la stratégie américaine dans cette région était donc prévisible grâce aux résultats de Spykman datant du début du XX<sup>ème</sup> siècle.

---

<sup>77</sup> Ibid

### 2.1.3 Des circonstances idéales pour un sursaut stratégique français dans la région

Sur la base des résultats issus de la pensée féconde et visionnaire de Spykman, la région offrant le terrain géostratégique le plus favorable pour organiser un sursaut stratégique est l'ANMO.

Avant de préciser pourquoi, nous faisons l'hypothèse que toute la région ANMO, y compris la partie Afrique du Nord allant de l'Atlantique à la mer Rouge telle que nous l'avons définie en première partie, fait partie du *Rimland*.

Nous présumons donc que toute la « ceinture verte musulmane », chère au président George W. Bush, fait partie du *Rimland*.

Le passage des principaux résultats de Spykman au filtre de la situation internationale contemporaine permet de tirer les leçons suivantes :

- La course hégémonique entre l'Arabie Saoudite et l'Iran qui structure l'ensemble de l'ANMO reprend la voie empruntée il y a un siècle par la France et l'Allemagne avant les deux guerres mondiales. L'intervention d'un *tertius gaudens* ou d'un médiateur pour viser un *balance of power* s'impose avant le déclenchement d'une guerre ouverte régionale.
- Les Etats-Unis pris en flagrant délit d'hégémonie de type *Divide et Impera* dans la région perdent progressivement leur aura et leur légitimité. Cette faiblesse offre les conditions d'un retour sur zone de la puissance heartlandienne russe et du *Rimland* indo-chinois.
- La prise de conscience du potentiel de puissance que représente une alliance inter-*Rimland* doit guider les

dirigeants du *Rimland* européen dans le cadre d'un futur plan géo-stratégique.

**On voit alors se dessiner la perspective stratégique suivante : afin de rééquilibrer au niveau régional les puissances saoudienne et iranienne et d'éviter une guerre totale au niveau régional voire mondial, une alliance franco-européenne doit intervenir, non pas par la force, mais par une voie diplomatique visant à construire une ligue régionale en ANMO, de la même manière que les Etats-Unis ont accompagné la construction européenne pour équilibrer le groupe dyadique franco-allemand. Le succès de ce rééquilibrage mettra l'alliance franco-européenne en position stratégique renforcée au niveau mondial pour équilibrer le groupe dyadique sino-américain qui se structure. Pour rappel, cette entreprise menée en priorité par des hommes d'Etats viserait également à « *aplanir les frictions humaines, équilibrer les forces sociales* » et renforcer la cohésion nationale interne.**

## ***2.2 Focus sur les principales menaces***

*« Quand une communauté s'engage au perfectionnement du process au détriment de la prise en compte du questionnement du monde sur la modification des process, on est mort. C'est la dérive dogmatique. »  
Christian Monjou, conférence sur le leadership à l'Ecole de guerre (2020)*

Nous allons ici mettre en lumière les pièces manquantes de compréhension qui permettront d'envisager une réponse « complète » face au terrorisme djihadiste, pour reprendre le même adjectif utilisé par le président Emmanuel Macron au Forum Moyen-Orient

Méditerranée de Lugano le 29 août 2020 (cf. paragraphe 1.2.4.b).

### 2.2.1 Sur le terrorisme djihadiste

Jean Jaurès disait : « *aller à l'idéal et comprendre le réel* ». On se propose ici de mettre en lumière les véritables ressorts du terrorisme djihadiste, seule méthode sérieuse pour déterminer un moyen, cette fois-ci complet, d'y mettre fin. Clausewitz donnait déjà dans *De la guerre* la leçon la plus importante, celle qui résume toute la logique stratégique : « *Le premier, le plus important, le plus décisif acte de jugement qu'un homme d'Etat ou un commandant en chef exécute consiste dans l'appréciation correcte du genre de guerre qu'il entreprend, afin de ne pas la prendre pour ce qu'elle n'est pas et de ne pas vouloir en faire ce que la nature des circonstances lui interdit d'être.* »

### ***Instrumentalisation de la religion et mise au ban de la pensée***

Depuis la première guerre d'Afghanistan, la religion islamique est instrumentalisée à des fins politiques. Selon George Corm, « *l'islam politique est en fait une invention récente. Nous sommes dans l'ère du recours au religieux poursuivant des buts de puissance profane* »<sup>78</sup>. Cette instrumentalisation visait à combattre les troupes soviétiques, faire reculer l'idéologie marxiste dans la jeunesse arabe et « *combattre les différents nationalismes des pays nouvellement indépendants à tendance anti-impérialiste, dédaigneusement dénommés*

---

<sup>78</sup> CORM Georges, *Les mille et une vies de la culture arabe*, interview réalisé par Bertrand Rothé, Journal hebdomadaire Marianne, juin 2015

"tiers-mondistes" »<sup>79</sup>. Alimentée en armes et en moyens matériels, cette dernière a été manipulée dans des projets d'hégémonie politique régionale et internationale, contribuant ainsi à la déstructuration des sociétés arabes. C'est de là que provient le soutien des pays occidentaux au Mouvement des Frères Musulmans, les condamnations concernant leurs emprisonnements et le fait de leur accorder l'asile politique.

Cette tendance à l'instrumentalisation de la religion concerne également les deux autres monothéismes. La même mécanique est observée avec le catholicisme en Pologne pour la libérer de l'emprise communiste et le judaïsme dans le cadre de l'expansion des colonies visant à consolider l'existence de l'Etat d'Israël.

La conséquence délétère est que, depuis environ un demi-siècle, la pensée arabe profane pourtant très riche a été largement mise au ban dans les travaux académiques comme dans les grands médias arabes et occidentaux, au profit d'ouvrages sur la pensée islamique, modérée ou radicale, « sur un mode répétitif et obsessionnel »<sup>80</sup>. Le grave « trou de mémoire » sur la richesse de la pensée politique arabe qui en résulte auprès des nouvelles générations de spécialistes européens, américains et arabes mais aussi au sein même des populations arabes contemporaines contribue, par effet boule de neige, à générer le milieu propice aux extrémismes théologico-politiques les plus insensés comme *Daech*.

Cesser l'instrumentalisation immodérée de l'Islam par les puissances extérieures et les régimes politiques locaux, voici là une première pièce manquante pour « compléter » la réponse militaire au terrorisme.

---

<sup>79</sup> CORM Georges, *Pensée et politique dans le monde arabe : contextes historiques et problématiques XIXe – XXIe siècle*, Paris, Editions La Découverte / Poche, 2016, 428 p.

<sup>80</sup> Ibid

***Les véritables ressorts du terrorisme : désespoir social, ressentiment, humiliation***

Il existe globalement cinq approches permettant d'expliquer les ressorts du terrorisme. Elles forment une « *mosaïque sociologique* »<sup>81</sup> : l'approche religieuse aujourd'hui défendue par Gilles Kepel et privilégiée par l'Etat français, l'approche sociale, l'approche politique, l'approche de l'emprise mentale et l'approche des « hybrides » défendue par le criminologue Alain Bauer.

Nous défendons ici le primat social des causes alimentant le terrorisme djihadiste et mettons de côté la fixation religieuse décrite par George Corm qui semble ne produire finalement que des résultats médiocres, compte tenu de la tragique recrudescence des attentats en France depuis les années 2010. En effet, il s'avère que la majorité des terroristes de *Daech* soit davantage poussée par la radicalité sociale que par l'approche religieuse. Selon une étude statistique menée par l'Unité de coordination de lutte antiterroriste (UCLAT), parmi les 265 djihadistes français morts jusqu'en septembre 2017 dans les régions syro-irakiennes, près de 55 % provenaient « *de zones urbaines reléguées et conjuguait des difficultés sociales protéiformes (échec d'intégration, antécédents judiciaires)* »<sup>82</sup>.

L'expérience du djihad algérien des années 1990 est sur ce point très éclairante. En menant une politique de réinsertion sociale généreuse (licences de commerces, crédits bancaires etc.) et en abandonnant les poursuites

---

<sup>81</sup> SETTOUL Elyamine, *Pourquoi les Algériens sont peu nombreux dans les rangs de Daech*, URL : [https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/pourquoi-les-algeriens-sont-peu-nombreux-dans-les-rangs-de-daech\\_3053987.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/pourquoi-les-algeriens-sont-peu-nombreux-dans-les-rangs-de-daech_3053987.html), consulté le 21 février 2021

<sup>82</sup> Ibid

judiciaires contre les islamistes qui déposeraient les armes, non coupables de crimes de sang, de viols et d'attentats à l'explosif dans les lieux publics, le gouvernement algérien a réussi à désengager plus de 6 000 islamistes des maquis algériens. Ce résultat est à mettre en perspective avec les données du *Soufan Group* qui indiquent ainsi qu'alors que plus de 5 000 Tunisiens et 2 000 Marocains auraient rejoint *Daech*, l'Algérie aurait, selon certaines estimations, fourni moins de 150 soldats à l'Organisation de l'État islamique<sup>83</sup>.

Selon George Corm, ce primat social englobe de nombreuses dimensions : « *le pauvreté, l'exclusion, l'analphabétisme, le chômage massif, l'absence de maîtrise des sciences et des techniques [qui] ont constitué le terreau fertile à l'essor de mouvements nihilistes violents, invoquant l'Islam pour achever de déstructurer les sociétés arabes* ». La frustration se diffuse à la vitesse des réseaux sociaux. Face à ce désarroi, les hommes d'Etats de l'ANMO en échec politiquement sont incapables d'offrir un horizon désirable autre que celui dicté par « *le slogan "l'islam est la solution" qui sert de programme aux mouvements islamistes qui apparaissent comme une alternative* »<sup>84</sup>. On peut donc affirmer comme Marina Ottaway que « *l'extrémisme islamique violent ne va pas disparaître du jour au lendemain. Il ne s'agit pas d'une organisation, mais d'une mentalité, d'une réponse aux injustices, d'un refuge pour les marginaux et pour les*

---

<sup>83</sup> Données *Soufan Group, Foreign Fighters : An Updated Assessment of the Flow of Foreign Fighters into Syria and Iraq*, URL : <https://www.soufangroup.com/foreign-fighters/>, décembre 2015, consulté le 24 février 2021

<sup>84</sup> BAUCHARD Denis, CHARILLON Frederic, COUSSERAN Jean-Claude, LEVALLOIS Agnès, SCHMID Dorothée, VARENDE Alexis, *Maghreb Moyen-Orient Une priorité de politique étrangère pour la France*, Groupe Avicenne, mars 2017

*jeunes sans emploi, et, selon certains, d'une aspiration à un monde meilleur. Peut-être les organisations concrètes disparaîtront-elles ; aujourd'hui l'Al-Qaida de Ben Laden est une ombre de ce qu'elle a été, tandis que l'Etat islamique triomphe. Et d'autres groupes apparaîtront. Le problème sous-jacent restera. »<sup>85</sup>*

A ce désarroi social, s'ajoute l'humiliation des interventions extérieures de nations technologiquement supérieures prenant des postures moralisatrices à la manière du *Divide et Impera* spykmanien (cf. paragraphe 2.1.2) et stigmatisant les Musulmans. Tzvetan Todorov mettait en garde en 2016 : « *Les armées occidentales, largement supérieures aux armées et groupes armés locaux, nourrissent en réalité le terrorisme parce qu'elles nourrissent l'humiliation et le ressentiment qui est le grand ressort psychologique du terrorisme.* »

Il est donc primordial de casser la polarisation actuelle de nature obsessionnelle sur les questions religieuses pour pouvoir enfin discuter des vrais moyens pour le monde arabo-pers et l'Europe de lutter contre le désespoir social, notamment de la jeunesse arabe, qui ravit les recruteurs terroristes. L'opinion publique française a déjà été confrontée à ce type de mécanisme lorsque Daniel Balavoine interpelle en 1980 le candidat à la présidentielle François Mitterrand qui l'avait invité sur un plateau de télévision : « *le désespoir est mobilisateur et quand il le devient, c'est dangereux et cela entraîne le terrorisme. Les*

---

<sup>85</sup> OTTAWAY Marina, *Les USA au Moyen-Orient : le facteur militaire*, Institut européen de la Méditerranée, URL : [https://www.iemed.org/observatori/arees-danalisi/arxiu-adjunts/afkar/afkar-ideas-44/FR\\_Les%20USA%20au%20Moyen-Orient%20le%20facteur%20militaire\\_Marina%20Ottaway\\_afkar44.pdf](https://www.iemed.org/observatori/arees-danalisi/arxiu-adjunts/afkar/afkar-ideas-44/FR_Les%20USA%20au%20Moyen-Orient%20le%20facteur%20militaire_Marina%20Ottaway_afkar44.pdf), 2014, consulté le 24 février 2021

*jeunes vont finir par virer du mauvais côté parce qu'ils n'auront plus d'autre solution* ». Viser l'éradication définitive du terrorisme, c'est donc avant tout reconstruire des sociétés civiles déstructurées et sinistrées.

### *2.2.2 Sur les antagonismes sociaux et l'inaptitude des politiques locales*

L'économie de rente pétrolière a diverses conséquences négatives selon George Corm : « *néo-patrimonialisation des familles royales et princières, corruption généralisée, renforcement de l'autoritarisme* »<sup>86</sup>. Les revenus des hydrocarbures permettent aux dirigeants de la région de se constituer de grandes clientèles, d'investir en Europe ou dans d'autres pays arabes, sans déployer de réel effort productif au niveau local, empêchant ainsi une transformation positive des économies. En parallèle, le rapport sur le développement humain arabe de 2016 nous apprend qu'en 2014, le taux de chômage des jeunes dans la région arabe (29,7 %) représentait plus du double de la moyenne mondiale (13,9 %), que les personnes âgées entre 15 et 29 ans représentaient 30 % de la population, soit environ 105 millions de personnes, alors même que l'indice de développement humain (IDH) progressait depuis 1980

---

<sup>86</sup> CORM Georges, *Pensée et politique dans le monde arabe : contextes historiques et problématiques XIXe – XXIe siècle*, Paris, Editions La Découverte / Poche, 2016, 428 p.

grâce notamment à l'éducation<sup>87</sup>. Selon Jean-François Drevet<sup>88</sup>, les pays du Conseil de Coopération du Golfe reçoivent 68,5 % des recettes pétrolières, alors qu'ils ne comptent que pour 11,6 % de la population, soit 53 000 dollars par habitant au Qatar, 19 000 à 24 000 dollars par habitant au Koweït et dans les Émirats, plus de 10 000 dollars par habitant en Arabie Saoudite et à Bahreïn.

Ce « mal-développement » et ces inégalités peu et mal gérées par les politiques locaux et abandonnées par l'économie de rente, combinés aux conséquences de la crise économique de 2008, sont ainsi une des principales causes des Printemps arabes de 2011.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est probable qu'un deuxième « Printemps arabe », une deuxième secousse issue du chaos social, économique et politique qui travaille toute l'ANMO, se déclenche lorsque les effets économiques de la pandémie de COVID-19 se feront sentir. Il semble urgent pour les dirigeants locaux de porter l'attention « *en priorité au monde rural déshérité et au petit peuple des grandes villes* »<sup>89</sup> qui ne souhaite finalement que « *le pain et la dignité* », pour reprendre le

---

<sup>87</sup> Rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur le développement humain arabe 2016, Pays concernés : Algérie, Bahreïn, Comores, Djibouti, Egypte, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Mauritanie, Maroc, Palestine, Qatar, Arabie Saoudite, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie, Emirats arabes unis, Yémen, URL : <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/presscenter/pressreleases/2016/11/29/arab-human-development-report-2016-enabling-youth-to-shape-their-own-future-key-to-progress-on-development-and-stability-in-arab-region-.html>, 29 novembre 2016, consulté le 2 décembre 2020

<sup>88</sup> DREVET Jean-François, *Le Moyen-Orient en manque d'intégration régionale : perspectives de mobilisations transnationales à partir de l'eau et du pétrole*, Revue EchoGéo, septembre 2013

<sup>89</sup> CORM Georges, *Pensée et politique dans le monde arabe : contextes historiques et problématiques XIXe – XXIe siècle*, Paris, Editions La Découverte / Poche, 2016, 428 p.

titre de l'ouvrage de Youssef Sayegh datant de 1961 et repris comme slogan pendant les Printemps arabes.

Selon George Corm, « *vivre dignement dans des sociétés productives et modernes devrait être l'objectif majeur dont la réalisation mettrait fin aux violences internes, aux conflits interarabes et à l'émigration sauvage des Arabes qui choisissent de traverser clandestinement la Méditerranée, où plusieurs milliers d'entre eux périssent dramatiquement chaque année* »<sup>90</sup>.

Seulement, comment mettre les importantes ressources énergétiques disponibles au service d'économies sociales bénéficiant à l'ensemble de la région ? Comment faire en sorte que la rente des hydrocarbures de l'ANMO profite aux populations pour faire émerger une classe moyenne économiquement robuste, capable de tourner le dos à la tentation extrémiste et de mettre en place les conditions d'une prospérité durable ?

Avant de proposer un plan stratégique permettant de répondre à l'ensemble des problématiques évoquées jusqu'ici, les propos du président Macron au forum Moyen-Orient Méditerranée de Lugano redonne confiance en un avenir plus favorable pour la région et pour l'Europe et ouvre la porte à l'audace stratégique comme en 2019 : « *Je le dis avec énormément d'optimisme, mais je crois à un agenda positif, un agenda concret de projets pour l'emploi, pour l'environnement, pour l'égalité, mais aussi, en quelque sorte, à une capacité à rassembler l'énergie de la jeunesse pour essayer quelque chose d'inédit encore à inventer.* »<sup>91</sup>

---

<sup>90</sup> Ibid

<sup>91</sup> Message du président Emmanuel Macron, Forum Moyen-Orient Méditerranée de Lugano, 29 août 2020

### **2.3 Proposition de plan stratégique sur vingt ans**

*« L'intérêt national consiste donc en priorité, selon moi, à défendre et à fortifier la République dans le cadre d'un grand dessein européen ("Europe européenne") et mondial (le développement et la paix) [...] Pour relever la notion même d'intérêt national, il faut évidemment l'inscrire dans un "grand dessein". »  
Jean-Pierre Chevènement (2016)*

Sur la base de l'ensemble des développements précédents, cette dernière partie propose une stratégie sur environ vingt ans. Ambitieux, audacieux, risqué, il s'inspire néanmoins, sur le fond, d'un existant de nature exclusivement diplomatique ayant fonctionné par le passé et sur la forme, des mécanismes de planification militaire partant d'un état final recherché. Comme pour toute inspiration au changement, les plus pessimistes d'entre nous argueront que les marges de manœuvre sont étroites, les plus optimistes chercheront à démontrer que c'est possible.

#### *2.3.1 Le tempo*

Les années 2020 constituent la bonne fenêtre temporelle pour engager une vaste manœuvre stratégique visant à éviter à la France et à l'Union européenne le « *déclassement stratégique* » tant redouté. Comme développé précédemment, la région offrant le terrain le plus fertile pour une telle démarche est bien l'ANMO car elle offre, dans notre voisinage proche, de nombreux dossiers stratégiques à investir, certes complexes mais qui restent à la portée d'une France et d'une Union européenne volontaristes.

Aujourd'hui, les Etats-Unis se rendent compte que leur stratégie adoptée depuis 2001 dans cette région est un échec total, bien que prévisible selon la pensée de Spykman (cf. paragraphe 2.1.2). Ils cherchent donc à s'en éloigner tout en préservant leurs intérêts économiques. De plus, un acteur de taille concentre de plus en plus leurs efforts et les pousse à opérer un pivot stratégique vers le Pacifique.

La Chine, le Japon, la Corée du Sud et l'Inde opèrent une entrée stratégique dans la région ANMO et tisse progressivement les liens d'une alliance avec le *Rimland* de la « ceinture verte musulmane » pour peser davantage dans le concert des nations. Un troisième élément est nécessaire pour équilibrer le groupe dyadique formé par le *Rimland* extrême oriental et le *Rimland* oriental qui semble se mettre en place.

De la même manière, équilibrer la renaissance stratégique du *Heartland* russe libéré du *containment* par un accès aux mers chaudes et qui a pris de nouveaux appuis dans toute la région ANMO est une nécessité.

Enfin, un élément significatif qui s'est manifesté à plusieurs reprises dans l'histoire récente de l'ANMO doit être pris comme une donnée d'entrée et une réalité qu'il n'est plus possible de nier : la volonté populaire d'effacer, ou du moins de remettre en cause, les frontières actuelles au sein de l'ANMO. La République Arabe Unie de 1958, les Printemps arabes généralisés dans toute la région après une étincelle locale en Tunisie en 2011 et l'argument d'effacer « la ligne dans le sable » utilisé par *Daech* pour attirer les nouvelles recrues sont autant de révélateurs de cette réalité qu'il n'est plus possible d'ignorer. Selon le rapport Avicenne de 2017, « le geste symbolique de l'Etat islamique d'effacer "la ligne dans le sable" née des accords Sykes Picot a valeur de symbole ».

Indifférents à cette volonté panarabique populaire, « *des Think tanks américains proposaient [déjà avant les Printemps arabes] une nouvelle carte du Moyen-Orient qui serait plus conforme selon eux aux intérêts des Etats-Unis. En Libye, l'éclatement du pays entre la Cyrénaïque et la Tripolitaine est déjà une réalité* »<sup>92</sup>.

### 2.3.2 Quelle approche ?

#### ***Viser la paix des peuples ...***

La démarche stratégique proposée vise la paix des peuples. Les millions de pertes humaines évoqués en première partie rappellent des épisodes douloureux de l'histoire qui doivent pousser l'humanisme et l'empathie qui caractérise le *soft power* européen à s'exprimer pleinement. Sur la forme, il s'agit d'insister sur une « hauteur de vue et de cœur » pour opérer une conversion du regard et agir en fonction du réel et non en fonction d'idéaux prétendument supérieur et universel. Préférer l'éthique par essence immanente à la morale contingente est la clé du succès. Comme proposé par Caroline Galactéros, il s'agit « *d'activer des nouvelles formes du soft power, des formes de persuasion qui entraînent l'adhésion et la soumission autrement que par un tapis de bombes, [...] un nouveau modèle entraînant pour ses propres populations, attractif et crédible pour le reste du monde si divers et désormais proactif* »<sup>93</sup>. Mettre l'humain au cœur du processus et ré-humaniser les relations internationales constituent certainement un virage à 90

---

<sup>92</sup> BAUCHARD Denis, CHARILLON Frédéric, COUSSERAN Jean-Claude, LEVALLOIS Agnès, SCHMID Dorothée, VARENDE Alexis, *Maghreb Moyen-Orient Une priorité de politique étrangère pour la France*, Groupe Avicenne, mars 2017

<sup>93</sup> GALACTEROS-LUCHTENBERG Caroline, *Manières du monde Manières de guerre*, Paris, Editions Nuvis, 2013, 146 p.

voire 180 degrés mais il est inévitable compte tenu de l'ampleur du chantier exposé aux paragraphes 1.1.3 et 2.2.1.

Pour cela, il paraît urgent, pour les sachants des *Think tanks* influenceurs et des hautes sphères dirigeantes européennes, de sortir de l'obsession religieuse et du chaos conceptuel du « choc des civilisations » de Samuel Huntington. Cette théorie d'une pauvreté intellectuelle rare, qui mêle entre elles des notions distinctes comme la culture, la religion et la civilisation a déjà fait beaucoup trop de victimes. Selon Jean-Pierre Chevènement : « *Il faut dépasser ces cycles de ressentiment et développer l'empathie à l'égard d'aires culturelles que nous devons connaître mieux. Le monde est pluriel et le maintien du rôle de la France implique que nous restions un passeur entre les cultures.* »

### ***... grâce à la pépite européenne ...***

Les similarités sont fortes entre l'Europe post 1945 et l'ANMO d'aujourd'hui. D'un côté, comme développé dans le paragraphe 2.1.2, la course à l'hégémonie européenne entre l'Allemagne et la France a mené l'Europe et le monde vers la guerre totale. De l'autre, dans une ANMO en crise, le chemin emprunté par l'Arabie Saoudite et l'Iran présente la même direction et le même sens que la France et l'Allemagne dans les années 1930. Toute la région se structure autour de cette compétition qui opère sur tous les champs : commercial, économique, sécuritaire, idéologique etc. Si rien n'est fait, l'issue de cette « montée aux extrêmes » est prévisible compte tenu de ce que nous dit l'expérience européenne.

L'originalité de notre proposition consiste à anticiper l'issue des événements qui est connue à l'avance pour mettre en place les conditions d'une paix durable dans la région. C'est-à-dire qu'il s'agit de convaincre les dirigeants saoudiens et iraniens de s'inspirer des mécanismes qui ont sauvé l'Europe sans passer par la case « guerre totale ». Ces mécanismes européens sont connus et constituent une véritable pépite pour l'humanité tout entière : la recherche de la paix par l'union. Les rappels suivants permettent de bien appréhender la proposition stratégique décrit au paragraphe suivant.

Les guerres qui ont ensanglanté le continent européen pendant des siècles (une guerre tous les quarante ans en dix siècles) ont continuellement suscité depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle des projets d'unité et de réconciliation des peuples. Rousseau, Kant, le duc de Sully, le comte de Saint Simon, Paul Valéry et tant d'autres y auront réfléchi. En 1929, le ministre des Affaires étrangères Aristide Briand présentait déjà à la Société des Nations le fameux projet des « Etats-Unis d'Europe » qui proposait une union fédérale et une intégration des économies dans le cadre d'un « marché commun ». Winston Churchill, à la fois visionnaire et réaliste face à de nouveaux blocs en formation, déclarait en 1946 : « *Si les pays européens parvenaient à s'unir, leurs trois cents à quatre cents millions d'habitants connaîtraient par le fruit d'un commun héritage, une prospérité, une gloire, un bonheur qu'aucune borne, aucune frontière ne limiteraient. [...], il nous faut ériger quelque chose comme les Etats-Unis d'Europe.* »<sup>94</sup>

---

<sup>94</sup> THEBAULT Vincent, ELLISALDE Bernard, *Géopolitique de l'Europe*, 4<sup>ème</sup> édition, Paris, Nathan, 2015, 400 p.

Alors que la rivalité soviéto-américaine se structure, les Etats européens cherchent, pour la première fois au niveau gouvernemental, à tirer les leçons du passé. L'hostilité séculaire entre la France et l'Allemagne va progressivement trouver une issue et des « Européens » de différentes nationalités vont essayer de transcender les rivalités nationales en menant notamment une diplomatie informelle de type *Track II*<sup>95</sup>, comme celle qui a permis le succès du JCPOA<sup>96</sup>. Placée dans ce contexte, la déclaration Schuman du 9 mai 1950 (cf. annexe 5) est fondée sur un appel à la réconciliation franco-allemande. Les relations bilatérales franco-allemandes en tant que moteur de la construction européenne représente une idée gaullienne qui se concrétisa par le traité de l'Elysée en 1963. Ce traité mettait en pratique les idées des « pères de l'Europe », qui voyaient dans la multiplication des liens d'interdépendance le meilleur moyen d'éviter une nouvelle guerre.

Jean Monnet fait partie de ces « pères de l'Europe ». Sa méthode faite de pragmatisme et d'opiniâtreté fut décisive. Pour contourner l'obstacle des pouvoirs et des

---

<sup>95</sup> Rapprochement franco-allemand et lancement du plan Schuman : Un processus de diplomatie parallèle a été initié dès 1946 dans le cadre des rencontres de Caux-sur-Montreux (Suisse), organisées par Initiatives et Changement (alors connu sous le nom de *Moral Rearmament*). En cinq ans, plus de 3 000 Allemands et près de 2 000 Français ont participé à des forums dont l'objectif était de « reconstruire l'Europe dévastée par la guerre » en travaillant sur le changement individuel, notamment dans ce cas la reconnaissance et le pardon du passé. Les participants provenaient de différentes couches de la société : personnel politique, syndicalistes, industriels, enseignement, avec, plus rarement, quelques journalistes et quelques ecclésiastiques. La création à cette occasion de solides liens de confiance entre personnalités allemandes et françaises, parmi lesquelles Adenauer et Schuman est créditée d'avoir permis de lever les obstacles au lancement rapide, en 1950, de la déclaration Schuman, fondement sur lequel s'appuie immédiatement la création de la CECA (traité de Paris en 1951) et ultérieurement de la CEE (traité de Rome en 1957).

<sup>96</sup> ROUSSELET Lélia, *Négociier l'atome : les Etats-Unis et les négociations de l'accord sur le nucléaire iranien*, Paris, Editions L'Harmattan, 2017, 118 p.

souverainetés nationales et avancer dans la construction européenne, il inventa l'idée de délégation de souveraineté. Il s'agit, de façon à ne pas heurter de front les souverainetés nationales, de les contourner par la création de champs d'intérêts communs dans des domaines économiques et stratégiques comme le charbon et l'acier. Pour ne pas recréer des conflits d'intérêts liés à des enjeux politiques, ces champs d'intérêts communs devaient être administrés par des personnalités indépendantes regroupées dans une institution échappant au champ des rivalités politiques. La création de la Haute Autorité de la CECA représentait pour lui l'archétype de l'institution supranationale. Pour lui, cette Europe en devenir est le moyen de lier l'Allemagne et la France et de désamorcer la renaissance d'une rivalité séculaire, en plaçant les productions de l'acier et du charbon, dans le cadre d'une délégation de souveraineté. Il annonça ainsi : *« Il s'agit de recréer le bassin naturel dont les hommes ont arbitrairement morcelé l'unité et limité le développement, ce bassin par la densité de ses ressources minières et par la richesse de son industrie constitue un ensemble unique au monde. »*<sup>97</sup>

Une autre organisation a joué un rôle important dans le processus d'association des pays de l'Europe occidentale : l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) créée en 1948 sous l'égide des Etats-Unis et dans la filiation du « plan Marshall » d'aide pour le redressement des pays européens.

Enfin, une dernière caractéristique de cette pépite européenne est pertinente pour notre proposition stratégique. Celle de la solidarité entre les économies et entre les territoires qui est devenue une priorité des signataires du traité de Rome, en s'engageant à « renforcer

---

<sup>97</sup> Ibid

*l'unité de leurs économies et à en assurer le développement harmonieux en réduisant l'écart entre les différentes régions et le retard des moins favorisées. »<sup>98</sup>*

**... selon une relation gagnant – gagnant ...**

Les années qui ont suivi le lancement de la CECA ont vu naître la période des Trente Glorieuses, période de forte croissance économique et d'augmentation du niveau de vie dont a bénéficié la grande majorité des pays développés européens entre 1946 et 1975. Les Trente Glorieuses sont une révolution lente et invisible mais porteuse en réalité de changements économiques et sociaux majeurs, qui ont marqué le passage de l'Europe, quarante années après les États-Unis, à la société de consommation.<sup>99</sup>

Cette période a été en partie soutenue par le programme américain « plan Marshall » ou « Programme de rétablissement » qui accordaient des prêts américains aux différents États de l'Europe pour aider à la reconstruction des villes et des installations bombardées lors de la Seconde Guerre mondiale. Ces prêts étaient assortis de la condition d'importer pour un montant équivalent d'équipements et de produits américains. En quatre ans, les États-Unis prêtent à l'Europe 16,5 milliards de dollars, l'équivalent de 173 milliards de dollars en 2020. L'initiative fut baptisée du nom du secrétaire d'État des États-Unis, le général George Marshall, qui, lors d'un discours à l'université Harvard en juin 1947, exposa la volonté du gouvernement des États-Unis de contribuer au rétablissement de l'Europe : « *Il est logique que les États-*

---

<sup>98</sup> Ibid

<sup>99</sup> FOURASTIE Jean, *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 21 février 1979, 306 p.

*Unis fassent tout pour aider à rétablir la santé économique du monde, sans laquelle il ne peut y avoir aucune stabilité politique et aucune paix assurée. »*

En s'inspirant du retour d'expérience européen post 1945, il s'agit donc pour notre proposition stratégique de bâtir une union ANMO et une relation gagnant - gagnant entre l'UE et l'ANMO telle que cela a pu être le cas pour l'union CECA et la relation Etats-Unis – Europe des Trente Glorieuses. En échange du partage d'expérience et de l'aide franco-européens en faveur d'un plan massif de réconciliation et d'unification de l'ANMO, basé sur une intention fondamentalement humaniste et conciliatrice, les Etats arabo-perses de l'ANMO réservent des avantages économiques notables et quasi exclusifs en faveur de la coalition franco-européenne (matières premières, achat de biens de consommation, etc.).

***... en gardant en tête les fondamentaux géo-sociologiques de Spykman.***

La France, idéalement avec l'Allemagne, doit endosser le rôle d'un *tertius gaudens* ou d'un médiateur entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, comme les Etats-Unis avaient pu le faire entre la France et l'Allemagne après 1945. Par ailleurs, une alliance entre le *Rimland* européen et une ANMO revigorée offrirait, selon Spykman, le potentiel de puissance qui permettrait à la France et à l'Europe d'atteindre l'objectif de sursaut stratégique recherché.

### *2.3.3 Le plan stratégique proposé*

*« L'initiative est la forme la plus élaborée de la discipline. » Général d'armée Jean Lagarde, citation*

*reprise par le général d'armée François Lecointre (CEMA) le 30 septembre 2020 devant la 28<sup>ème</sup> promotion de l'Ecole de guerre*

Cette partie décrit le plan stratégique, suite logique des résultats précédents. A partir de la définition d'un état final stratégique recherché (le quoi), il s'agit de définir les étapes successives à franchir de manière chronologique et en respectant un principe logique simple (le comment) : par petites victoires stratégiques, engranger de la confiance, de la crédibilité, du *soft power* et des alliés pour atteindre de plus grandes victoires stratégiques. Cette méthode se rapproche de la politique des « petits pas » d'Henry Kissinger ou de la politique du « fait accompli stratégique » chinoise, turque ou israélienne. La méthode consiste donc à se faire les dents sur des dossiers accessibles pour constituer un capital suffisamment fort qui permettra de s'attaquer à des dossiers stratégiques plus ambitieux.

#### ***Etat final recherché (le quoi)***

L'état final recherché pour la France et les alliés européens se définit comme suit :

- Mettre fin au terrorisme en Europe ;
- Stopper les migrations de réfugiés, rapatrier les réfugiés et créer les conditions pour qu'ils restent dans leurs pays d'origine ;
- Eviter une guerre totale aux portes de l'Union européenne (groupe dyadique Arabie Saoudite - Iran) ;
- Cohésion nationale renforcée dans la perspective d'un conflit de haute intensité futur (10 % de Musulmans en France) ;
- Relance économique post COVID-19 ;

- Ancrage franco-européen dans le *Rimland*, sursaut stratégique franco-européen.

L'état final recherché pour la région ANMO se définit comme suit :

- Mettre fin au terrorisme en ANMO ;
- Union type « CECA » et coopération ANMO arabo-persique qu'on appellera « Union X » ;
- Développement socio-économique ANMO ;
- Eviter une guerre totale régionale (groupe dyadique Arabie Saoudite - Iran) ;
- Relance économique post COVID-19 ;
- Réduction drastique de l'action militaire et du nombre de victimes en ANMO (fin du trafic d'armes, baisse des budgets d'armement).

### ***Les étapes stratégiques successives (le comment)***

Les étapes successives sont définies par les différents dossiers stratégiques d'ampleur qui définissent la situation de l'ANMO en 2021. Nous retenons les principaux dossiers suivants :

- Etapes 1 et 2 : Conflit Arabie Saoudite - Yémen, Guerre civile syrienne (cessez le feu et dialogue), convergence vers le processus d'Astana ;
- Etape 3 : Tensions Arabie Saoudite - Iran, Tension Maroc - Algérie (désescalade et dialogue) ;
- Etapes 4 et 5 : Dossier nucléaire iranien ; Guerre civile libyenne ;
- Etape 6 : Lancement « Union X » (« CECA » revisitée) ;
- Etape 7 et 8 : Conflit Arabie Saoudite - Yémen, Guerre civile syrienne (paix durable) ;
- Etape 9 : Irak (paix durable sous l'effet "Union X") ;
- Etape 10 : Conflit israélo-palestinien.

Parmi tous ses dossiers, celui où la France bénéficie de la crédibilité la moins pire est la guerre au Yémen. C'est donc au travers de ce dossier qu'il semble pertinent de rechercher la première victoire stratégique. Elle pourrait bénéficier de l'aura allemande au Yémen pour enclencher et construire l'initiative duale franco-allemande.

L'étape 6 est la plus importante : il s'agit de la grande victoire stratégique de ce plan. Pour maximiser les chances de succès, toutes les petites victoires stratégiques des étapes 1 à 5 devront permettre à l'initiative franco-européenne de disposer d'une aura et d'une crédibilité maximales dans la région. Le schéma ci-dessous décrit le plan stratégique avec son application tant pour l'ANMO que pour la France et l'Europe.

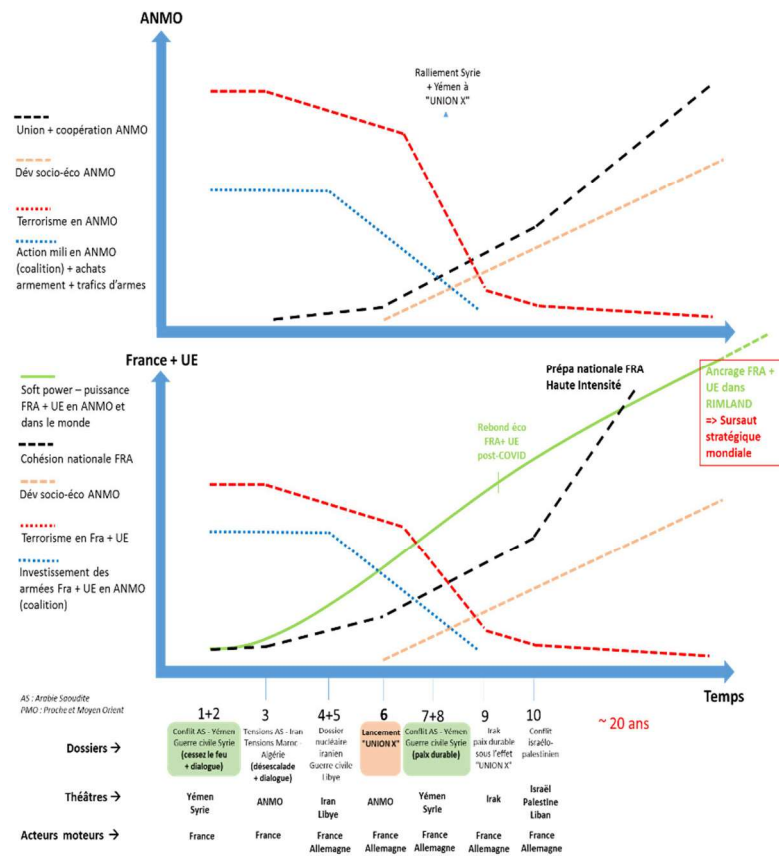


Figure n° 2 : Le plan stratégique sur 20 ans – CC Rachid Bahaj

### L'éclat de la pépite européenne

Le cœur du réacteur du plan proposé réside dans la construction d'une Union en s'inspirant de la démarche de l'équipe de Paul Schumann et de Jean Monnet dans les années 1950. Il s'agit de concevoir, sur la base de

l'éclairage européen, une communauté non pas du charbon et de l'acier mais des hydrocarbures, avec une institution supranationale qui auraient des prérogatives similaires à celle de la Haute autorité de la CECA. Basé sur le noyau dur composé de l'Arabie Saoudite et de l'Iran, le mouvement baptisé « Union X » serait une co-construction guidée par le couple franco-allemand et viserait la paix et la prospérité d'une société de consommation stabilisée type « Trente glorieuses » bénéficiant aux populations de l'ANMO et au *Rimland* européen selon la relation gagnant – gagnant décrite plus haut. Cette approche basée sur le partage d'expérience est plus audible car fondamentalement plus éthique que celle moralisatrice prétendant vendre ou imposer la démocratie comme réponse à tous les maux. Le schéma ci-dessous décrit les mécanismes qui seraient à l'œuvre en distinguant :

- les pays de la rente pétrolière et gazière qui disposent du capital financier suffisant pour amorcer la pompe du développement socio-économique de « l'Union X » ; ces sociétés, bien que plus stables que le reste de l'ANMO, mettent de plus en plus en doute les pouvoirs en place et fragilisent ainsi la stabilité de leurs pays ;
- les sociétés arabo-perses les moins riches et les moins stables politiquement, au foisonnement social très actif depuis les Printemps arabes ;
- l'Union européenne avec la France et l'Allemagne à l'initiative pour exporter et adapter la pépite de la construction européenne.

Ce mécanisme a vocation à assurer le développement économique et social de l'ANMO dans le but de mettre fin au ressentiment et à l'humiliation évoqués au paragraphe 2.2.1 et ainsi éradiquer de facto la tentation au terrorisme djihadiste.

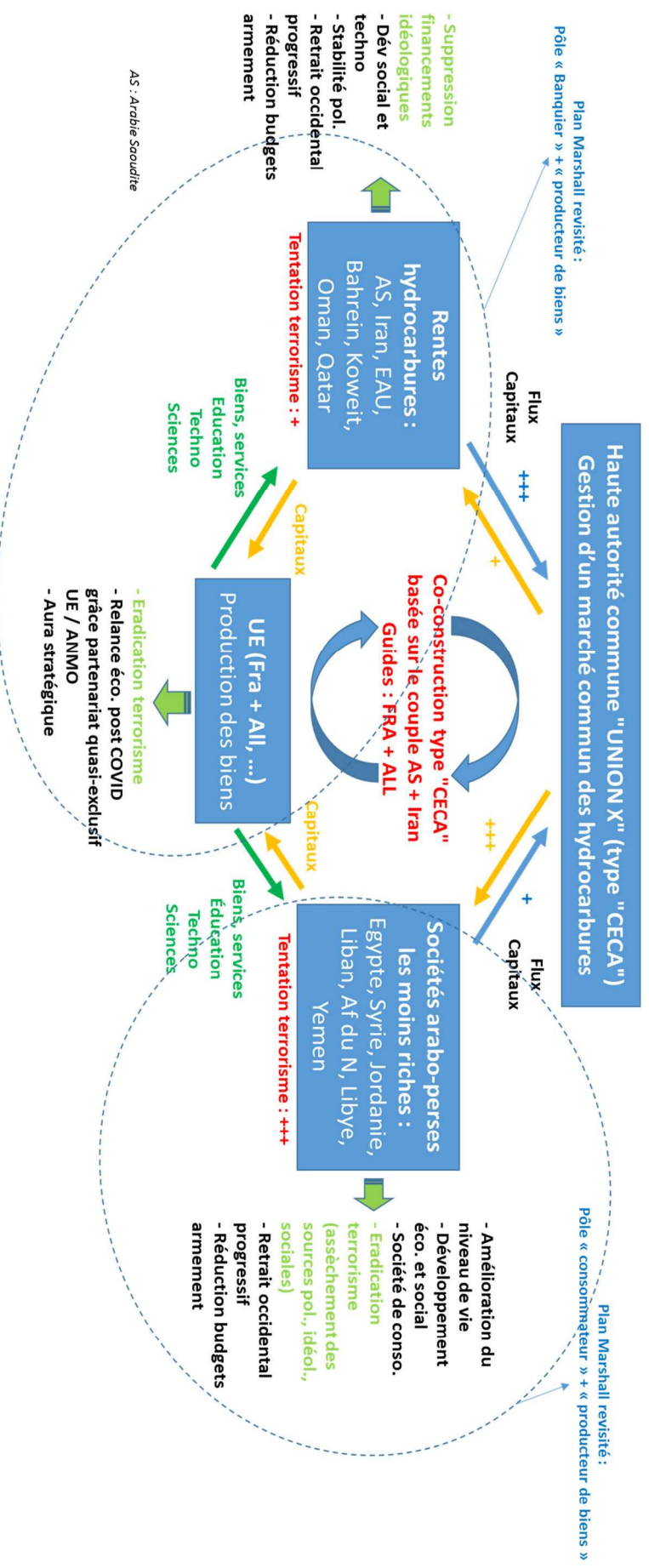


Figure n° 3 : L'Union X (type « CECA ») – CC Rachid Bahaj

### 2.3.4 De l'importance d'une entreprise franco-allemande

Il est fondamental de convaincre dans un premier temps les partenaires allemands. Cela renforcerait la légitimité du plan stratégique proposé et permettrait de parer les représailles économiques éventuelles venant des Etats-Unis. L'Allemagne a une présence discrète, mais influente dans la région et dispose souvent de moyens importants, en particulier à travers les trois grandes fondations des partis politiques (Adenauer, Ebert et H. Böll). La France et l'Allemagne sont toutes les deux concernées par le terrorisme et les bouleversements que connaît l'ANMO. Selon le rapport Avicenne, « *aucun pays européen ne dispose seul des moyens d'apporter des réponses solides aux défis de l'arc de crise* »<sup>100</sup>. Mais il s'agit d'abord de bâtir une coopération franco-allemande en tenant compte des forces et des faiblesses de chacun. « *On connaît les obstacles à la coopération franco-allemande : là où Paris privilégie l'action rapide et le processus décisionnel court, Berlin aime bâtir des consensus de long terme. Les deux tendances doivent être rendues compatibles, d'autant qu'elles sont vertueusement complémentaires. Il n'est plus possible d'ignorer l'Allemagne si l'on souhaite réfléchir à une influence européenne retrouvée dans la zone.* »<sup>101</sup> Par ailleurs, selon Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman, l'Allemagne connaît en ce moment un divorce entre sa classe dirigeante et ses citoyens pour qui le meilleur allié en termes de défense est davantage la France (42 %) que l'OTAN (18 %).

---

<sup>100</sup> BAUCHARD Denis, CHARILLON Frederic, COUSSERAN Jean-Claude, LEVALLOIS Agnès, SCHMID Dorothée, VARENDE Alexis, *Maghreb Moyen-Orient Une priorité de politique étrangère pour la France*, Groupe Avicenne, mars 2017

<sup>101</sup> Ibid

Enfin, une locomotive franco-allemande dans cette initiative réduirait la probabilité d'accusations d'un « retour » colonial français dans la région qui pourraient assez facilement germer et brouilleraient probablement l'intention première de la démarche.

### *2.3.5 Les frictions à lever pour un bon début*

Les frictions face à cette initiative sont multiples. Elles doivent être prises en compte dès le début pour les parer au mieux :

- Parer l'extraterritorialité des lois américaines ;
- Maintenir une pression militaire dans la lutte contre le terrorisme en attendant les premiers effets du plan stratégique ;
- Maintenir l'état d'urgence en France et s'attendre à des attentats « sous faux drapeaux » instigués par des pays opposés à cette initiative ;
- Pour mener à bien le plan, convaincre l'Allemagne pour constituer une équipe diplomatique franco-allemande fidèle, robuste et persévérante dans l'esprit du discours du président Emmanuel Macron exprimé lors de la Conférence des ambassadeurs et ambassadrices de 2019, en misant sur la concentration des efforts et en gardant la vision d'ensemble.

Par ailleurs, un plan stratégique de cette ampleur, qui aspire à de grands changements sur le long terme, ne pourrait être mis en œuvre sans négocier et acquérir la bienveillance d'au moins deux acteurs majeurs : les Etats-Unis et la Russie.

Les Etats-Unis sont le premier acteur extra-européen qui pourrait contribuer à l'avancement de ce plan. Du fait de leur puissance militaire et économique, ils demeurent un

acteur indispensable d'un processus de construction d'un chemin vers la paix dans la région. Mais « *ils ne sortent pas renforcés de ces vingt ans de guerre* »<sup>102</sup>. Ils ont endossé le rôle, peut être malgré eux, du type géo-sociologique particulièrement dangereux du *Divide et Impera*. Leur stratégie a contribué au chaos en ANMO et à la déstabilisation sécuritaire du *Rimland* européen. Il s'agit donc d'abord de mettre en lumière la réalité de la position stratégique actuelle des Etats-Unis en Europe et en ANMO, selon la grille de lecture spykmanienne. Cela permettrait ensuite d'identifier les avantages que présenterait un tel plan pour les Etats-Unis, dans le cadre de leur stratégie mondiale : en permettant aux alliés européens de réaliser leur sursaut stratégique au travers d'un ancrage stratégique en ANMO, ils mettent en place des conditions favorables qui leur permettraient d'opérer le pivot stratégique vers le Pacifique et surtout d'empêcher l'expansion chinoise en ANMO dans une logique « *d'oligopolarité* » et de rééquilibrage des voisinages régionaux dans l'ensemble du *Rimland*.

La Russie est redevenue un acteur majeur en ANMO où elle a étendu son influence au-delà de celle de l'URSS, notamment pour venir en aide à ses alliés et partenaires et pour lutter contre le terrorisme. Grâce à ses succès militaires et diplomatiques, elle jouit aujourd'hui d'une aura incontestable auprès des dirigeants de la région, même si sa politique étrangère reste perçue négativement par les populations arabes (cf. paragraphe 1.2.4.b). Il est donc nécessaire de composer avec elle pour la mise en œuvre du plan stratégique proposé. La Russie pourrait y

---

<sup>102</sup> LALONDE Patricia, HENON Philippe, PINATEL Jean-Bernard (général 2s), *Guerre et paix au Proche et Moyen-Orient*, Pôle français de géopolitique réaliste Geopragma, octobre 2020

voir un premier avantage majeur non négligeable : en facilitant cette initiative fondamentalement humaniste, elle redorerait son image tant auprès des Européens qu'auprès des populations de l'ANMO et renforcerait ainsi son *soft power*. De plus, victime du terrorisme djihadiste, elle pourrait également indirectement bénéficier de l'éradication du terrorisme visée par « l'Union X ».

## Conclusion

La France et l'Europe risquent le déclassement stratégique. Cette crainte est décrite dans l'actualisation 2021 de la Revue stratégique de défense et de sécurité de 2017. Face aux défis majeurs qu'elles rencontrent aujourd'hui tels que le terrorisme djihadiste, les migrations massives venues du pourtour méditerranéen, la montée progressive aux extrêmes entre le front saoudien et le front iranien qui rajoutent au chaos de la région voisine de l'ANMO, mais aussi face à l'affirmation de certaines puissances qui aspirent à l'hégémonie ou qui cherchent au contraire à maintenir le *statu quo*, quelles sont les actions à mener pour la France et l'Europe ?

Une prise de conscience s'est exprimée au travers des propos du président Emmanuel Macron lors de la Conférence des ambassadeurs et des ambassadrices le 27 août 2019 : il faut « *repenser une stratégie profonde* » en misant sur la « *stratégie de l'audace et de la prise de risque* ». A partir de l'analyse de la position stratégique française dans le monde, une proposition basée sur un investissement stratégique inédit dans la région ANMO est détaillée afin d'organiser un sursaut stratégique franco-européen sur la scène mondiale. Basé sur les apports de géostratégie de la pensée spykmanienne et sur la méthode unificatrice mise en œuvre en Europe pour la paix au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ce plan donne une vision à long terme et structure par étapes successives une stratégie franco-européenne dans la région ANMO en mettant en lumière les véritables ressorts alimentant le terrorisme et l'extrémisme violent. Il fonde sa légitimité sur une approche réaliste éthique mettant de côté l'idéalisme moralisateur qui fait tant de ravages encore

aujourd'hui. A travers cet ancrage stratégique, il vise également à améliorer la cohésion nationale de la société française pour la préparer à un conflit de haute intensité qui pourrait concerner directement le territoire national.

Pour en arriver là, il apparaît crucial de mettre rapidement en œuvre une diplomatie de haute efficacité en misant sur la concentration des efforts, le courage et l'éthique. En juin 1976, alors Premier ministre, Jacques Chirac faisait de la politique arabe une question de survie non seulement pour la France mais aussi pour l'Europe :

*« Le monde arabe, qui est à la recherche de son unité comme l'Europe, est en réalité très lié à l'Europe. Si dans les vingt ou vingt-cinq ans qui viennent, nous n'avons pas réussi dans cette partie du monde à établir un état de relative unité en Europe d'une part, dans le monde arabe d'autre part, et entre ces deux blocs des liens très étroits, il y a fort à parier que nous serons l'homme malade du monde, et donc l'objet de toutes les convoitises, de toutes les interventions et par conséquent un élément de précarité pour la paix permanent. Il est donc tout à fait essentiel pour les vingt-cinq ans qui viennent de faire en sorte qu'entre le monde arabe plus uni et l'Europe plus uni, il y ait des liens qui soient étroits et fraternels. Rien ne s'y oppose et tout nous y conduit. »*

Il avait identifié les risques et les solutions quarante ans plus tôt ... il n'est pas trop tard pour la France, l'Europe et la région ANMO. Le plan stratégique proposé est ambitieux et opère dans une zone où de grands acteurs bénéficient déjà d'un ancrage stratégique, comme les Etats-Unis ou la Russie. Les oppositions majeures les plus évidentes à cette initiative, ainsi que les propositions de parades pour les contrer, ont été esquissées à la fin du développement. Mais une réflexion plus approfondie de la

manœuvre diplomatique préparatoire permettant de circonvenir ou de dissuader les opposants est nécessaire. Cette manœuvre pourrait alors s'inspirer de l'approche de Christian Monjou expliquée lors de sa conférence sur le *leadership* et la créativité à l'Ecole de guerre (2020) et selon laquelle *« le monde s'ouvre entre gens de confiance ; plus les gens qui se font confiance sont différents, plus l'angle d'ouverture du monde que cette confiance déclenche est ample »*.

## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

### Références bibliographiques :

- BURGAT François, *Comprendre l'islam politique : une trajectoire de recherche sur l'altérité islamiste 1973 – 2016*, Paris, Editions la Découverte, 2016, 310 p.
- CORM Georges, *Pensée et politique dans le monde arabe : contextes historiques et problématiques XIXe – XXIe siècle*, Paris, Editions La Découverte / Poche, 2016, 428 p.
- GALACTEROS-LUCHTENBERG Caroline, *Manières du monde Manières de guerre*, Paris, Editions Nuvis, 2013, 146 p.
- GOURDIN Patrice, *Géopolitiques manuel pratique*, Paris, Editions Choiseul, 2010, 730 p.
- RAIMBAUD Michel, *Tempête sur le Grand Moyen-Orient : Entre l'Empire atlantique et l'Eurasie, le monde arabo-musulman*, Paris, Editions Ellipses, 2017, 716 p.
- TODD Emmanuel, *Sociologie d'une crise religieuse, Qui est Charlie ?* s. l., Editions du Seuil, 2015, 242 p.
- ROUSSELET Lélia, *Négociateur l'atome : les Etats-Unis et les négociations de l'accord sur le nucléaire iranien*, Paris, Editions L'Harmattan, 2017, 118 p.
- ZAJEC Olivier, *Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine : Un itinéraire intellectuel aux*

*origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales*, Paris, Editions Pups, 2016, 603 p.

**Rapports des instituts de recherche :**

- ALSAYYAD Noeman, EL-YASSIR Mona, MURPHY Theodore, LOWTHIAN Dylan, *Arab Human Development Report 2016 : Youth and the prospects for human development in changing reality*, URL : [https://www.arabstates.undp.org/content/rbas/en/home/library/huma\\_development/arab-human-development-report-2016--youth-and-the-prospects-for/](https://www.arabstates.undp.org/content/rbas/en/home/library/huma_development/arab-human-development-report-2016--youth-and-the-prospects-for/), 21 novembre 2016.

- AMIC Loraine, DELAGE Victor, DENISE Virginie, FLAMBERT Anne, HAMEL Madeleine, HAMILTON Katherine, MORINIÈRE Sasha, REYNIÉ Dominique, TCHOUNIKINE Mathilde, *Les attentats islamistes dans le monde 1979 – 2019*, Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019.

- BAUCHARD Denis, CHARILLON Frederic, COUSSERAN Jean-Claude, LEVALLOIS Agnès, SCHMID Dorothée, VARENDE Alexis, *Maghreb Moyen-Orient Une priorité de politique étrangère pour la France*, Groupe Avicenne, mars 2017.

- BRINBAUM Yaël, MEURS Dominique, PRIMON Jean-Luc, *Situation sur le marché du travail : statuts d'activité, accès à l'emploi et discrimination, Enquête sur la diversité des populations en France*, INED éditions, pages 203 à 225, 2016, URL : [https://www.ined.fr/fichier/s\\_rubrique/24668/grande.enquetes\\_teo\\_fascicule.fr.pdf](https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/24668/grande.enquetes_teo_fascicule.fr.pdf).

- EL KAROUI Hakim, *Nouveau monde arabe, nouvelle politique arabe pour la France*, Institut Montaigne, aout 2017.

- GUILLOT Michel, KHLAT Myriam, WALLACE Matthew, *Adult mortality among second-generation immigrants in France : Results from a nationally representative record linkage study*, *Demographic Research*, volume 40, article 54, pages 1603 à 1644, 27 juin 2019.

**Chapitres d'un ouvrage collectif ou d'un recueil :**

- BONIFACE Pascal, VEDRINE Hubert, *Atlas des crises et des conflits*, Paris, Editions Armand Colin Fayard, 148 p.

- BONIFACE Pascal, VEDRINE Hubert, *Atlas du monde global, 100 cartes pour comprendre un monde chaotique*, Paris, Editions Armand Colin Fayard, 152 p.

- GALACTEROS Caroline, *Vers un nouveau Yalta : recueil de chroniques géopolitiques 2014-2019*, Alfortville, Editions Sigest, 2019, 300 p.

- MOTTE Martin, SOUTOU Georges Henri, DE LESPINOIS Jérôme, ZAJEC Olivier, *La mesure de la force, traité de stratégie de l'Ecole de guerre*, Paris, Editions Tallandier, 2019, 414 p.

- THEBAULT Vincent, ELLISALDE Bernard, *Géopolitique de l'Europe*, 4<sup>ème</sup> édition, Paris, Nathan, 2015, 400 p.

- TOUCHARD Patrice, BERMOND-BOUSQUET Christine, CABANEL Patrick, LEFEBVRE Maxime, *Le siècle des excès de 1870 à nos jours*, Paris, Presse universitaire de France, Collection Major, 2010, 777 p.

**Articles :**

- ALLIO DE CORATO Alexandra, *La politique française au Moyen-Orient*, Actuarabe, URL : <http://actuarabe.com/la-politique-francaise-au-moyen-orient/>, 27 février 2019.

- ANONYME, *Qu'est-ce que la CECA ? Question-Réponse*, Toute l'Europe, URL : <https://www.toutteleurope.eu/actualite/qu-est-ce-que-la-ceca.html>, 10 juillet 2020.

- BARDOT Christian, *La France joue-t-elle encore un rôle au Moyen-Orient ?* Espace prépas, URL : <https://grandes-ecoles.studyrama.com/espace-prepas/concours/ecrits/hggmc/esh/economie/la-france-joue-t-elle-encore-un-role-au-moyen-orient-8101.html>, 26 juillet 2019.

- BILLION Didier, FRANCE Zaman, *Quelle politique française au Moyen-Orient ?* Institut français des relations internationales (IFRI), URL : <https://www.iris-france.org/63323-quelle-politique-francaise-au-moyen-orient/>, 22 septembre 2015.

- BOURRAT Flavien, *La politique française dans le Golfe persique : entre enjeux économiques et défis sécuritaires*, Revue Confluences Méditerranée, L'Harmattan, pages 91 à 104, 2020.

- CORM Georges, *Les mille et une vies de la culture arabe*, interview réalisé par Bertrand Rothé, Journal hebdomadaire Marianne, juin 2015.
- CORM George, *Les Arabes : de la dynamique de l'échec à l'autodestruction*, traduit de l'arabe le 9 décembre 2018 par Sakhr Benhassine, Revue Confluences Méditerranée, L'Harmattan, pages 225 à 241, 2019.
- DREVET Jean-François, *Le Moyen-Orient en manque d'intégration régionale : perspectives de mobilisations transnationales à partir de l'eau et du pétrole*, Revue EchoGéo, septembre 2013.
- GALACTEROS Caroline, *L'Etat profond mène une diplomatie parallèle*, Front Populaire, 15 septembre 2020.
- GIRARD Renaud, *L'impuissance stratégique de l'Occident au Moyen-Orient*, Colloque « Iran, Etats-Unis, où la crise au Moyen-Orient nous conduit-elle ? », URL : [https://www.fondation-res-publica.org/L-impuissance-strategique-de-l-Occident-au-Moyen-Orient\\_a1264.html](https://www.fondation-res-publica.org/L-impuissance-strategique-de-l-Occident-au-Moyen-Orient_a1264.html), 5 février 2020.
- HACKETT Conrad, *Five facts about the Muslim population in Europe*, Pew Research Center, URL : <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/11/29/5-facts-about-the-muslim-population-in-europe/>, 29 novembre 2017.
- LALONDE Patricia, HENON Philippe, PINATEL Jean-Bernard (général 2s), *Guerre et paix au Proche et Moyen-Orient*, Pôle français de géopolitique réaliste Geopragma, octobre 2020.

- LEGENDRE Emilien, Georges Corm, *La nouvelle question d'Orient*, URL : <https://doi.org/10.4000/lectures.23059>, 6 juin 2017.
  
- MAUREL Chloé, *La France à l'ONU aujourd'hui, une action positive ?* Institut français des relations internationales (IFRI), URL : <https://www.iris-france.org/136254-la-france-a-lonu-aujourd'hui-une-action-positive/>, 29 avril 2019.
  
- ENDEWELD Marc, *Qui pilote vraiment le Quai d'Orsay ? Emmanuel Macron et l'Etat profond*, Le Monde diplomatique, <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/09/ENDEWELD/62194>, septembre 2020.
  
- NAFEEZ Ahmed, *Des victimes sans valeur : les trois à quatre millions de musulmans tués dans les guerres occidentales depuis 1990*, Middle East Eye, URL : <https://www.middleeasteye.net/node/40703>, 23 septembre 2015.
  
- PARIS Henri (général 2s), *La politique de la France au Moyen-Orient*, Académie de géopolitique de Paris, URL : <http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/la-politique-de-la-france-au-moyen-orient/>, 5 septembre 2016.
  
- RANKE CORMIER Marianne, *L'expérience de la CECA, l'état du concept de mise en commun des ressources en Europe aujourd'hui, et leçons pour l'Europe et le monde de demain*, Laboratoire européen d'anticipation politique, URL : <https://www.leap2040.eu/english-the-experience-of-the-ecsc-the-status-of-the-concept-of-pooling-resources-in->

europe-today-and-lessons-for-europe-and-the-world-of-tomorrow/, 24 février 2014.

- RAZOUX Pierre, *Quelle sortie de crise au Levant ?* Comité d'études de Défense Nationale, Revue Défense Nationale 2019/7 n° 822, pages 71 à 76, 2019.

- RAYKO Grégory, *Que peut la France au Moyen-Orient ?* The Conversation, URL : <http://theconversation.com/que-peut-la-france-au-moyen-orient-145719>, 22 septembre 2020.

- SCHMID Dorothée, *Le Golfe, de la géopolitique à la politique tout court*, Institut français des relations internationales (IFRI), Politique étrangère, pages 9 à 17, 2020.

- SCHUMAN Robert, *La déclaration Schuman du 9 mai 1950*, URL : [https://europa.eu/european-union/about-eu/symbols/europe-day/schuman-declaration\\_fr](https://europa.eu/european-union/about-eu/symbols/europe-day/schuman-declaration_fr), 9 mai 1950.

#### **Congrès :**

- CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Politique étrangère et intérêt national*, Discours devant le groupe de travail « politique étrangère de la France » de l'Institut français des relations internationales, février 2016.

- GNESOTTO Nicole, *L'hybridation des réponses européennes*, VIII<sup>ème</sup> assises nationales de la recherche stratégique, Les cahiers de la Revue Défense Nationale, 30 novembre 2017.

**Thèses et travaux universitaires :**

- DE LA TOUSCHE Florian, *Pour une nouvelle politique arabe française*, Ecole de Guerre, 24<sup>ème</sup> promotion, juin 2017.

**Communications officielles :**

- Revue stratégique de défense et de sécurité nationale, décembre 2017.

- Discours du président de la République française Emmanuel Macron, Sommet du G7 à Biarritz, 26 août 2019.

- Discours du président de la République française Emmanuel Macron, Conférence des ambassadeurs et des ambassadrices de 2019, 27 août 2019.

- Discours du président de la République française Emmanuel Macron, Assemblée générale des Nations Unies, 22 septembre 2020.

**Internet :**

- <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/>

- <https://europa.eu>

**Entretiens :**

- BANSEPT Laurent (colonel), adjoint Relations internationales et Assistance militaire opérationnelle, Commandement des opérations spéciales, Etat-major des

armées. Entretien oral libre réalisé le 25 septembre 2020 à l'Etat-major des armées.

- BEYLIER Thierry, chef du département Afrique du Nord Moyen-Orient, Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS). Entretien oral libre réalisé le 16 novembre 2020 par téléphone.

- BEN BRAHIM Fethy, conseiller des Affaires étrangères, chargé de mission (Affaires politiques) auprès du directeur Afrique du Nord Moyen-Orient (ANMO) du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Entretien oral libre réalisé le 25 novembre 2020 par téléphone.

- DROIN Mathieu, adjoint au sous-directeur des Affaires stratégiques et de la cyber-sécurité, Ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Entretien oral libre réalisé le 20 novembre 2020 au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

- GIULIANI Jean-Dominique, Président de l'Institut libre d'études des relations internationales (ILERI). Président du conseil d'administration de la Fondation Robert Schuman. Entretien oral libre réalisé le 10 novembre 2020 par téléphone.

- GNESOTTO Nicole, historienne et politiste, titulaire de la chaire « Union européenne » au Conservatoire national des arts et métiers. Ancien chef adjoint du Centre d'Analyse et de Prévision du Ministère français des Affaires étrangères (1987 à 1990). Mandat de cinq ans comme premier directeur de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (2002 à 2007). Entretien oral libre réalisé le 3 décembre 2020 par visio-conférence.

- HENRY Guillaume, chargé de mission sur la zone Afrique du Nord Moyen-Orient, Centre d'analyse, de prévision et de stratégie, Ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Entretien oral libre réalisé le 23 novembre 2020 par téléphone.

- MULLER Emmanuel (capitaine de vaisseau), chargé d'anticipation et de synthèse zone Monde, Centre de planification et de conduite des opérations, Etat-major des armées. Entretien oral libre réalisé le 5 novembre 2020 à l'Etat-major des armées (site du Mont Valérien).

- SETTOUL Elyamine, maître de conférences au Conservatoire national des arts et métiers et docteur en sciences politiques de l'Institut d'études politiques de Paris. Chercheur associé à l'IRSEM. Entretien oral réalisé le 16 novembre 2020 par téléphone.

- SIX François (commandant), officier traitant J5 Monde golfe Arabo-persique, Centre de planification et de conduite des opérations, Etat-major des armées. Entretien oral libre réalisé le 5 novembre 2020 à l'Etat-major des armées.

- ZAJEC Olivier, maître de conférences en relations internationales. Directeur de l'Institut d'études de stratégie et de défense (IESD). Entretien oral libre réalisé le 30 novembre 2020 par téléphone.

**Emissions radio :**

- La France peut-elle réinventer son rôle au Proche Orient ? Emission « Les enjeux internationaux » par Xavier Martinet, France culture, URL : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux->

internationaux/la-politique-arabe-de-la-france, 26  
décembre 2017

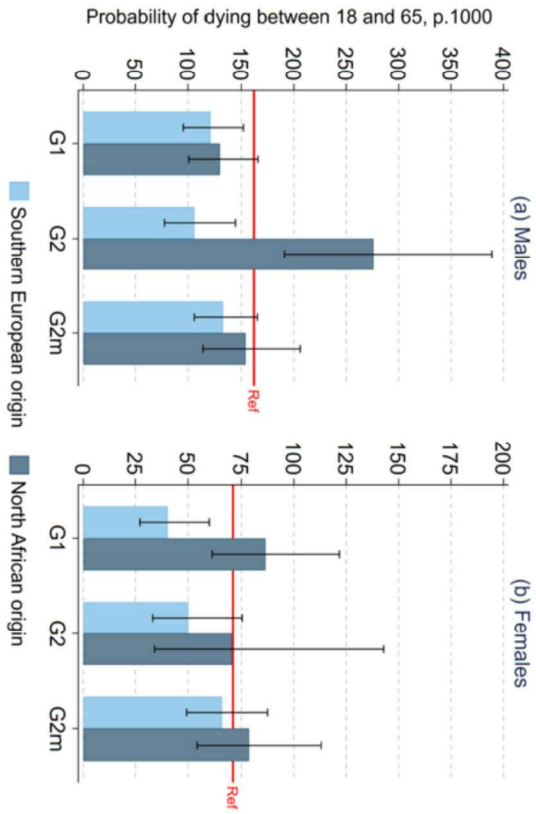
- Les politiques arabes de la France, Emission « Politique ! » par Hervé Gardette, France culture, URL : <https://www.franceculture.fr/emissions/politique/les-politiques-arabes-de-la-france>, 26 mai 2018.

**Film documentaire :**

- FAHDEL Abbas, *Homeland : Irak année zéro*, film documentaire franco-iraquien (première partie : Avant la chute, deuxième partie : Après la bataille), sorti en France le 10 février 2016.

# ANNEXE 1

**Figure 1 :** Probability of dying between ages 18 and 65 ( $q_{18-65}$ ) for first- and second-generation immigrant subgroups by region of origin, France, 1999–2010



Note: Legend: G1 = first generation; G2 = second generation; G2m = mixed second generation; Ref = reference population (individuals born in France to two parents born in France).  
Source: Echantillon Longitudinal de Mortalité (ELM).

GUILLOT Michel, KHLAT Myriam, WALLACE Mathew. Adult mortality among second-generation immigrants in France : Results from a nationally representative record linkage study, Demographic Research, volume 40, article 54, pages 1603 à 1644, 27 juin 2019.

## LA TRANSFORMATION DÉMOGRAPHIQUE ET SOCIALE

TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE ET SOCIALE : 30 ANS POUR RÉALISER CE QUI A PRIS 200 ANS POUR LA FRANCE

<b>Transition intellectuelle et éducative</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>&gt; <b>Alphabétisation</b> des hommes et des femmes avec un impact sur le <b>rapport à l'autorité</b></li><li>&gt; Augmentation du <b>niveau général d'éducation</b>, y compris pour les femmes (taux d'inscrits dans l'enseignement supérieur)</li></ul>
<b>Transformation humaine</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>&gt; <b>Qualité de la vie</b> : les individus vivent mieux et plus longtemps (espérance de vie)</li><li>&gt; <b>Place des femmes</b> : recul de l'âge moyen au premier mariage et baisse de l'indice de fécondité</li><li>&gt; Des <b>populations jeunes</b> : avec un impact sur la stabilité politique (âge médian)</li></ul>
<b>Urbanisation et ouverture au monde</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>&gt; Des <b>sociétés urbanisées</b> : l'augmentation du niveau d'éducation encourage l'exode rural</li><li>&gt; Des <b>sociétés ouvertes sur le monde</b> : Internet, un lieu de respiration pour des sociétés encore fermées (taux d'accès)</li></ul>

### UNE TRANSITION INEGALE SELON LES PAYS

- > Société **traditionnelle** : faible alphabétisation, relégation des femmes à l'espace privé, espérance de vie limitée. **1**
- > Société **en transition** : alphabétisation supérieure à 70 %, accès des femmes à l'enseignement supérieur, augmentation de l'espérance de vie, avec deux phases : **2** entrée dans la transition, **3** transition avancée)
- > Société **ayant achevé sa transition** : alphabétisation supérieure à 90 %, taux de fécondité < 2, taux de femmes diplômées élevés, urbanisation supérieure à 70 %. **4**

## UNE TRANSITION INÉGALE SELON LES PAYS

Sociétés ayant achevé leur transition	Transition avancée	Entrée dans la période de transition
Iran Israël Turquie	Bahreïn Emirats arabes unis Koweït Liban Libye Qatar Tunisie	Algérie Arabie saoudite Égypte Irak Jordanie Maroc Oman Syrie Yemen

## DANS UN CONTEXTE DE TRANSFORMATION DES SOCIÉTÉS, L'ÉCONOMIE PEUT ACCÉLÉRER OU APAISER LES TENSIONS

Les transformations démographiques et sociales sont porteuses d'**aspirations qui heurtent les équilibres politiques et économiques** existants. 3 séries d'indicateurs permettent de déterminer comment l'économie d'un pays peut exacerber ou apaiser les tensions issues de cette confrontation :

### Mesure de la stabilité économique d'un Etat

- > **Taux de croissance**
- > **Dettes budgétaires** (en % PIB) qui peut limiter la capacité d'un Etat à acheter la paix sociale

### Mesure des inégalités sociales (Indice du ressentiment social)

- > **PIB/ tête** qui reflète le niveau d'activité d'un pays
- > **Indice de Gini** qui mesure la répartition des revenus au sein d'une population et les inégalités qui peuvent la diviser
- > **Indice de corruption**

### Mesure de la capacité à occuper une main d'œuvre jeune et dynamique (Indice de frustration sociale)

- > **Taux de chômage**
- > **Taux de chômage des jeunes** (en % PIB)
- > **Taux de chômage des diplômés**

# LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES : Maghreb

Indicateurs	Algérie			Libye			Maroc			Tunisie		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Taux de croissance (%)	3,8	3,2	3,7	5,4	3,9	5,4	2,6	3,9	6,6	4,5	2,1	2,1
Déficit brut / PIB (%)	116	38	9,5	58	0	80	62	61	66	53	46,5	46,5
PIB / tête (1000 USD nominal)	1,7	3,2	5	9	5,5	0,7	2,1	3	0,8	2,4	3,1	3,1
Indice de Gini *	37					35	38	41	41	40	36	36
Taux de chômage (%)	16,9	10,5		19	19		12,1	9,5		13,4	16	16
Taux de chômage des jeunes (%)	32,9	25,3		43	46		20,6	19,6		29,9	36,7	36,7
Taux de chômage des diplômés (%)								18,5		20	26	26
Taux d'emploi des femmes (%)	12	16		25	28		27,3	25		23	25	25
Classement Transparency International sur 176 pays (corruption : 1 = pays le moins corrompu)			108									75

1 1975-1990  
2 1990-2005  
3 2010-2015

Note de lecture : de la même façon que pour les données démographiques, nous analysons les tendances de long terme des systèmes économiques (ceci, couplé à l'analyse des données de long terme des pays et selon les années, nous conduit à retenir trois périodes de référence. Nous avons pris soin de sélectionner la période de référence la plus pertinente pour une année durant laquelle un événement économique majeur dans le pays a pu avoir un impact sur l'une des variables.

Sources : Banque mondiale, Fonds International du Travail, ONG Transparency International.

\* L'indice de Gini mesure les inégalités au sein d'une société et est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite en termes de niveau de vie, de salaire, etc.

## LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES : Péninsule arabe

Indicateurs	Arabie saoudite			Bahreïn			EAU			Koweït		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Taux de croissance (%)	3,8	3,7	4,4	5,7	2,8	12,9	5,4	4,2	-7,4	2,7	2,9	1
Dette bruta / PIB (%)	52	3	3	19	44	8,5	14,5	52	7	52	7	2
PIB / Nite (1000 USD, nominal)	8	14	24	8,5	18	23	32	36	41	11,5	32	43
Indice de Gini *	34	40	46									
Taux de chômage (%)	5,7	8	6	1,3	1,2	3,2	4	1,8	3	1,8	3	3
Taux de chômage des jeunes (%)	29,3	29,6		5	5	8,9		9,2	14			
Taux de chômage des diplômés (%)	8,5	10,7		2,5	2,5	3,1						
Taux d'activité des femmes (%)	17	20		34	40	34	42	48	47			
Changement Transparency International sur 175 pays (corruption)			62									75

1 1975 - 1990  
 2 1980 - 2005  
 3 2010 - 2015

Note de lecture : de la même façon que pour les autres pays de la péninsule arabique, nous analysons les tendances de long terme des systèmes économiques. Ceci, couplé à la expertise des données selon les pays, nous permet de conclure et de recommander. Nous avons pris soin de ne pas sélectionner de données pour les pays qui ne sont pas économiquement développés, mais dans le pays a pu avoir un impact sur l'une des variables.

Sources : Banque mondiale, Fonds monétaires internationaux, Organisation pour la coopération et le développement, Transparency International.

\* L'indice de Gini mesure les inégalités de revenus et de patrimoine. Une valeur de 0 signifie une situation d'égalité parfaite en termes de niveau de vie, de salaire, etc.

## LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES : Péninsule arabique

Indicateurs	Oman			Catar			Yemen		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Taux de croissance (%)	11,6	4,5	4,3	-7,8	13,5	7,5	4,3	-0,7	
Déficit brut / PIB (%)		22	7,5		34	29,5		53	47
PIB / tête (1000 USD, nominal)	4	14	20	17	55	86	0,5	0,9	1,5
Indice de GHI *									37,7
Taux de chômage (%)		18,7	17,7		0,7	0,3		15	18
Taux de chômage des jeunes (%)		48,2	45,6		3,6	0,9		29	32
Taux de chômage des diplômés (%)						0,6			12,2
Taux d'activité des femmes (%)		22	29		42	53		21	25
Classement Transparency International sur 170 pays (corruption)		64			31				170

1 1975 - 1990  
2 1990 - 2005  
3 2010 - 2015

Note de lecture : de la même façon que pour les données économiques de long terme des systèmes économiques, ceci, couplé à la disparité des données selon les pays, a motivé les auteurs de ce rapport à ne pas sélectionner de données pour une année durant laquelle un pays a pu avoir un impact sur l'une des variables.

Sources : Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation internationale du Travail, ONU, Transparency International.

\* L'indice de GHI mesure les aspects sociaux et économiques de la corruption. L'indice est calculé en termes de niveau de vie, de salaire, etc.

## LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES : Levant

Indicateurs	Israël			Jordanie			Liban			Syrie			Territoires palestiniens		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Taux de croissance (%)	5,5	4	3,4	6,4	2,7	2,7	5,7	1,7	1,7	4,6	4,6	4,6	9,4	-0,4	20
Dette brute / PIB (%)	115	88	88	117	85	85	144	142	142	121	121	121	1,8	2,8	20
PIB / Rê (1000 USD, nominal)	6	25	35	1,2	3	4,5	6	8,5	1	1,5	1,5	1,5	1,8	2,8	20
Indice de GDI*	36	39	41	40	35	35				35	35	35	35	35	35
Taux de chômage (%)	9,5	6	6	13,5	12,7	12,7	7,6	6,4	6,4	8,8	8,8	14,6	24	27	27
Taux de chômage des jeunes (%)	15,4	11	11	29,8	32,4	32,4	21,2	20,7	20,7	18,2	18,2	33,1	41	41	41
Taux de chômage des diplômés (%)	4,9	4	4	15,7	15,8	15,8	11								
Taux d'activité des femmes (%)	53	58	58	12	14	14	20	23	23	19	19	12	12	17	17
Classement Transparency International sur 175 pays (corruption)		28			57				136			173			

1 1975 - 1990  
2 1990 - 2005  
3 2010 - 2015

Note de lecture : de la même façon que pour les données démographiques, nos données économiques sont basées sur des systèmes économiques. Ceci, couplé à la disparité des données, selon les pays et selon les années, nous a conduit à sélectionner des périodes de référence. Nous avons pris soin de ne pas sélectionner de données pour une année donnée si elle ne correspondait pas à la même période dans le pays à pu avoir un impact sur l'une des variables.

Sources : Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation internationale du Travail, OIT, l'Institut Levy International.

\* L'Indice de GDI mesure les dépenses au sein d'une société. Il est égal à la somme des dépenses effectuées par les entreprises, les administrations publiques, les particuliers et les ménages. Il est exprimé en termes de niveau de vie, de salaire, etc.

## LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES : Autres puissances

Indicateurs	Égypte			Irak			Iran			Turquie		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Taux de croissance (%)	7,8	5,4	2,9	17	6	1	5,1	0,7	4	4,2	4,2	10
Dette brute / PIB (%)	87	86	88	147	30	15	11	11	61	24	24	24
PIB / Aba (1000 USD, nominal)	0,5	1,6	3,2	4	3,5	6	2	4	7	1,5	7,5	10
Indice de Gini *	34	34	31	33	31	45	43	38	44	41	40	40
Taux de chômage (%)	9,8	12	12	16,4	15,4	11,7	11,8	9,5	9	9,5	9	9
Taux de chômage des jeunes (%)		33,3		34,4	33,7	23,9	25,4	18	18	18	18	18
Taux de chômage des diplômés (%)	16,7	20,8								9,3	10,1	
Taux d'alphabétisation des hommes (%)	21	21		13	15	14	16	29	30	29	30	30
Changement / Transparency International sur 116 pays (corruption)			108			166			131			75

1 1975-1990  
2 1990-2005  
3 2010-2015

Notes de lecture : de la même façon que pour les données économiques de long terme des systèmes économiques. Ceci compte à la disparité des données selon les pays à mener nos périodes de référence. Nous avons pris soin de ne pas sélectionner de données pour une année durant laquelle un pays a pu avoir un impact sur l'une des variables.

Sources : Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation internationale du travail, CNG, Transparency International.

\* L'indice de Gini mesure les inégalités de revenu social et est calculé à partir de données relatives au revenu et au salaire, etc.

EL KAROUÏ Hakim, *Nouveau monde arabe, nouvelle « politique arabe » pour la France*, Institut Montaigne, aout 2017

## ANNEXE 3

### **Déclaration du Conseil européen sur le Moyen-Orient, lors de la réunion de Venise, le 13 juin 1980**

1 - Les chefs d'Etat et de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères ont eu un échange de vues approfondi sur la situation actuelle au Moyen-Orient dans tous ses éléments, y compris l'état des négociations résultant des accords « Camp David » signés entre l'Egypte et Israël en mars 1979. Ils sont convenus que les tensions croissantes qui affectent cette région constituent un danger sérieux et rendent plus nécessaire et plus urgente que jamais une solution globale du conflit israélo-arabe.

2 - Les neuf pays de la Communauté européenne « CEE » estiment que les liens traditionnels et les intérêts communs qui unissent l'Europe au Moyen-Orient leur imposent de jouer un rôle particulier et leur commandent aujourd'hui d'œuvrer de manière plus concrète en faveur de la paix.

3 - A cet égard, les neuf pays de la Communauté se fondent sur les résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité et sur les positions qu'ils ont exprimées à plusieurs reprises, notamment dans leurs déclarations du 29 juin 1977, du 19 septembre 1978, des 26 mars et 18 juin 1979, ainsi que dans le discours prononcé en leur nom le 25 septembre dernier par le ministre des Affaires étrangères d'Irlande à la 34<sup>ème</sup> assemblée générale des Nations-unies.

4 - Sur les bases ainsi définies, le moment est venu de favoriser la reconnaissance et la mise en œuvre des deux principes universellement admis par la communauté internationale : le droit à l'existence et à la sécurité de tous les Etats de la région, y compris Israël, et la justice pour tous les peuples, ce qui implique la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien.

5 - Tous les pays de la région ont le droit de vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties. Les garanties du règlement de paix devraient être fournies par les Nations unies sur décision du conseil de sécurité et, le cas échéant, sur la base d'autres procédures mutuellement agréées. Les Neuf se déclarent disposés à participer dans le contexte d'un règlement global, à un système de garanties internationales concrètes et contraignantes, y compris sur le terrain.

6 - Le problème palestinien, qui n'est pas un simple problème de réfugiés, doit enfin trouver une juste solution. Le peuple palestinien, qui a conscience d'exister en tant que tel, doit être mis en mesure, par un processus approprié défini dans le cadre du règlement global de paix, d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination.

7 - La mise en œuvre de ces objectifs exige l'adhésion et le concours de toutes les parties en cause au règlement de paix que les Neuf « CEE » s'efforcent de promouvoir sur la base des principes définis dans les déclarations mentionnées ci-dessus. Ces principes s'imposent à toutes les parties concernées, donc au peuple palestinien, et à l'OLP qui devra être associée à la négociation.

8 - Les Neuf reconnaissent le rôle particulièrement important que la question de Jérusalem revêt pour toutes les parties en cause. Les Neuf soulignent qu'ils n'acceptent aucune initiative unilatérale qui ait pour but de changer le statut de Jérusalem et que tout accord sur le statut de la ville devrait garantir le droit de libre accès pour tous aux Lieux Saints.

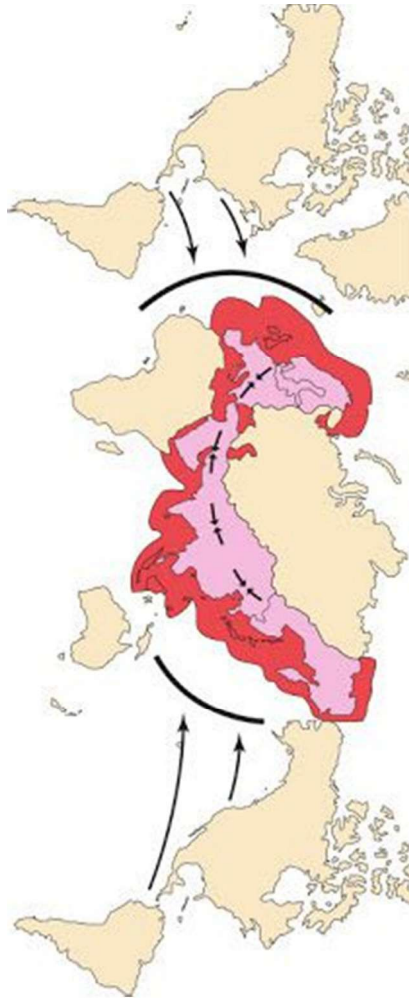
9 - Les Neuf « CEE » rappellent la nécessité pour Israël de mettre fin à l'occupation territoriale qu'il maintient depuis le conflit de 1967, comme il l'a fait pour une partie du Sinaï. Ils sont profondément convaincus que les colonies de peuplement israéliennes représentent un obstacle grave au processus de paix au Moyen-Orient. Les Neuf

considèrent que ces colonies de peuplement ainsi que les modifications démographiques et immobilières dans les territoires arabes occupés sont illégales au regard du droit international.

10 - Soucieux de mettre fin à la violence, les Neuf considèrent que seule la renonciation à la force et à la menace de l'emploi de la force par toutes les parties peut créer un climat de confiance dans la région et constitue un élément fondamental pour un règlement global du conflit au Moyen-Orient.

11 - Les Neuf ont décidé de prendre les contacts nécessaires avec toutes les parties concernées. Ces contacts auront pour objet de s'informer de la position des différentes parties par rapport aux principes définis dans la présente déclaration et, à la lumière des résultats de cette consultation, de déterminer la forme que pourrait prendre une initiative de leur part.

## ANNEXE 4



*Rimland* de Nicholas Spykman

## ANNEXE 5

### **Déclaration Schuman du 9 mai 1950**

La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent.

La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques. En se faisant depuis plus de vingt ans le champion d'une Europe unie, la France a toujours eu pour objet essentiel de servir la paix. L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre.

L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée. L'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne.

Dans ce but, le gouvernement français propose immédiatement l'action sur un point limité mais décisif.

Le gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe.

La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne, et changera le destin de ces

régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes.

La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifesterait que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible. L'établissement de cette unité puissante de production ouverte à tous les pays qui voudront y participer, aboutissant à fournir à tous les pays qu'elle rassemblera les éléments fondamentaux de la production industrielle aux mêmes conditions, jettera les fondements réels de leur unification économique.

Cette production sera offerte à l'ensemble du monde sans distinction ni exclusion, pour contribuer au relèvement du niveau de vie et au développement des œuvres de paix. L'Europe pourra, avec des moyens accrus, poursuivre la réalisation de l'une de ses tâches essentielles : le développement du continent africain.

Ainsi sera réalisée simplement et rapidement la fusion d'intérêts indispensable à l'établissement d'une communauté économique qui introduit le ferment d'une communauté plus large et plus profonde entre des pays longtemps opposés par des divisions sanglantes.

Par la mise en commun de productions de base et l'institution d'une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront la France, l'Allemagne et les pays qui y adhéreront, cette proposition réalisera les premières assises concrètes d'une Fédération européenne indispensable à la préservation de la paix.

Pour poursuivre la réalisation des objectifs ainsi définis, le gouvernement français est prêt à ouvrir des négociations sur les bases suivantes.

La mission impartie à la Haute Autorité commune sera d'assurer dans les délais les plus rapides : la modernisation de la production et l'amélioration de sa qualité, la fourniture à des conditions identiques du charbon et de l'acier sur le marché français et sur le marché allemand, ainsi que sur ceux des pays adhérents, le développement de l'exportation commune vers les autres pays, l'égalisation dans le progrès des conditions de vie de la main d'œuvre de ces industries.

Pour atteindre ces objectifs à partir des conditions très disparates dans lesquelles sont placées actuellement les productions des pays adhérents, à titre transitoire, certaines dispositions devront être mises en œuvre, comportant l'application d'un plan de production et d'investissements, l'institution de mécanismes de péréquation des prix, la création d'un fonds de reconversion facilitant la rationalisation de la production. La circulation du charbon et de l'acier entre les pays adhérents sera immédiatement affranchie de tout droit de douane et ne pourra être affectée par des tarifs de transport différentiels. Progressivement se dégageront les conditions assurant spontanément la répartition la plus rationnelle de la production au niveau de productivité le plus élevé.

A l'opposé d'un cartel international tendant à la répartition et à l'exploitation des marchés nationaux par des pratiques restrictives et le maintien de profits élevés, l'organisation

projetée assurera la fusion des marchés et l'expansion de la production.

Les principes et les engagements essentiels ci-dessus définis feront l'objet d'un traité signé entre les Etats et soumis à la ratification des parlements. Les négociations indispensables pour préciser les mesures d'application seront poursuivies avec l'assistance d'un arbitre désigné d'un commun accord ; celui-ci aura charge de veiller à ce que les accords soient conformes aux principes et, en cas d'opposition irréductible, fixera la solution qui sera adoptée.

La Haute Autorité commune chargée du fonctionnement de tout le régime sera composée de personnalités indépendantes désignées sur une base paritaire par les gouvernements; un président sera choisi d'un commun accord par les gouvernements; ses décisions seront exécutoires en France, en Allemagne et dans les autres pays adhérents. Des dispositions appropriées assureront les voies de recours nécessaires contre les décisions de la Haute Autorité.

Un représentant des Nations Unies auprès de cette autorité sera chargé de faire deux fois par an un rapport public à l'ONU, rendant compte du fonctionnement de l'organisme nouveau, notamment en ce qui concerne la sauvegarde de ses fins pacifiques.

L'institution de la Haute Autorité ne préjuge en rien du régime de propriété des entreprises. Dans l'exercice de sa mission, la Haute Autorité commune tiendra compte des pouvoirs conférés à l'Autorité internationale de la Ruhr et

des obligations de toute nature imposées à l'Allemagne,  
tant que celles-ci subsisteront.

## SOMMAIRE

<b>1/ Analyse de la position stratégique française dans le monde et dans la région ANMO : points forts, points faibles, marges de manœuvre</b> .....	10
1.1 La position stratégique française dans le monde en 2021 .....	11
1.1.1 Quelle ambition française sur la scène internationale ? .....	11
1.1.2 Au-delà de l'ambition, quelle position stratégique réelle dans le monde ? .....	13
1.1.3 Cohésion nationale française et hypothèse d'un conflit de haute intensité .....	22
1.2 La position stratégique française dans la région ANMO en 2021 .....	28
1.2.1 La géographie de la région étudiée .....	29
1.2.2 Bilan géopolitique de la région étudiée .....	31
1.2.3 Quelle ambition française actuelle dans la région ? .....	54
1.2.4 Au-delà de l'ambition, quelle position stratégique réelle dans la région aujourd'hui ? .....	58
<b>2/ La région ANMO, clé de la résurgence stratégique française et européenne – quel plan stratégique à moyen et long terme ?</b> .....	64
2.1 De l'importance stratégique de la région ANMO	64
2.1.1 La théorie : le <i>Rimland</i> de Spykman .....	65
2.1.2 De la pertinence historique et contemporaine de la pensée de Spykman .....	70
2.1.3 Des circonstances idéales pour un sursaut stratégique français dans la région.....	73
2.2 Focus sur les principales menaces .....	74
2.2.1 Sur le terrorisme djihadiste.....	75

2.2.2 Sur les antagonismes sociaux et l'inaptitude des politiques locaux.....	80
2.3 Proposition de plan stratégique sur vingt ans .....	83
2.3.1 Le tempo.....	83
2.3.2 Quelle approche ?.....	85
2.3.3 Le plan stratégique proposé.....	91
2.3.4 De l'importance d'une entreprise franco- allemande .....	98
2.3.5 Les frictions à lever pour un bon début.....	99
<b>Conclusion</b> .....	102
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE .....	105
ANNEXES.....	116